



## CUBA

### Quarante ans de Castro

**FIDEL CASTRO** a célébré, vendredi 1<sup>er</sup> janvier, le quarantième anniversaire de la révolution qui l'a porté au pouvoir. Il a, une fois de plus, dénoncé « la globalisation néolibérale » au moment où son régime tente de ranimer la flamme révolutionnaire dans un pays touché par la chute vertigineuse de la production. Un journaliste cubain indépendant, Raul Rivero, décrit, pour *Le Monde*, la vie quotidienne à Cuba autour d'une amère plaisanterie : « Quels sont les deux problèmes que les Cubains doivent affronter ? Le premier est : manger. Le second est : quoi manger ? »

**Lire page 2 et l'enquête de Raul Rivero pages 8 et 9**

## Charles Pasqua fait bande à part

Membre fondateur du RPR, M. Pasqua a annoncé, vendredi 1<sup>er</sup> janvier, qu'il conduirait une liste dissidente aux élections européennes de juin. p. 20

## Lionel Jospin à l'offensive

1999 devrait être pour le premier ministre l'année d'un changement de stratégie, avec une présence médiatique accrue et un durcissement de la cohabitation. p. 6

## Al Gore candidat à la Maison Blanche

Le vice-président américain s'est officiellement déclaré candidat, vendredi 1<sup>er</sup> janvier, à l'investiture démocrate pour la présidentielle de 2000. p. 3

## Chine - Etats-Unis : commerce et sécurité

Selon une commission de la Chambre des représentants américaine, certains transferts de technologies vers la Chine nuisent à la « sécurité » des Etats-Unis. p. 4 et notre éditorial p. 10

## A Nantes, un réveillon techno

Nantes a commencé l'année avec son festival Fin de siècle, qui a attiré un très nombreux public. p. 18

## Au « Grand Jury »

Alain Richard, ministre de la défense, sera l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI », dimanche 3 janvier à 18 h 30.

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON, 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 F ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 16 KRS ; USA (others), 2,50 \$.

M 0146 - 103 - 7,50 F



- « Friends », cinquième saison
- Prison : l'évasion par Internet



## Espace : les rêves industriels de l'an 2000

● Mars, nouvelle frontière de la conquête spatiale ● L'assemblage de la station orbitale internationale sera terminé en 2004 ● 400 satellites assureront, en 2002, la couverture complète de la planète par le téléphone portable ● Ariane-5 entre en service commercial cette année

**LA CONQUÊTE SPATIALE** annonce en beauté le prochain millénaire. Les satellites de communication en orbite basse, qui s'apprêtent à mettre tous les points du monde à portée de téléphone portable, seront désormais regroupés en « constellations ». La première d'entre elles, Iridium (66 satellites) est entrée en service commercial en novembre 1998, et plusieurs autres suivront. En cinq ans, près de 400 satellites devraient ainsi être mis en orbite.

Moins pratique, mais plus exaltant, l'assemblage des premiers éléments de la station spatiale internationale (ISS) a commencé il y a quelques semaines. Ce projet pharaonique, mené par seize pays, qui nécessitera plus de 45 vols spatiaux a pour objet la mise en œuvre, d'ici à 2004, d'un lieu de vie et d'expériences en orbite sans précédent. L'ISS devrait préparer, affirment les plus optimistes, la prochaine grande étape de l'odyssée de l'espace : le voyage vers Mars.

La sonde Mars Polar Lander de-



vait être lancée dimanche 3 janvier depuis Cap Canaveral (Floride). La France compte désormais prendre part à cette chronique martienne : le Centre national d'études spa-

tiales devrait participer, pour une mise de fonds de 2,5 milliards de francs (381 millions d'euros), à un prélèvement d'échantillons martiens prévu en 2008. La mission se-

ra lancée par une fusée Ariane-5, bonne pour le service commercial dès cette année.

**Lire page 13**

## Picasso, un produit qu'il faut parfois consommer avec modération

**LES ACHETEURS** de la Citroën Xsara Picasso pourront bientôt glisser dans leur boîte à gants un Cognac Hennessy Picasso, un briquet ST Dupont Picasso et peut-être d'autres produits labellisés du nom du peintre. Pressé par sa maison mère - le groupe LVMH - de redresser ses ventes à tout prix, Hennessy lance en effet une bouteille sur laquelle sera reproduite une toile de l'artiste, *Café à Royan*, peinte en 1940 pendant un séjour dans les Charentes.

Les briquets de luxe, eux, sont ornés d'une tête de fauve gravée, « un dessin spécialement réalisé pour un briquet original en 1962 », précise Olivier Widmaier-Picasso, un des petits-fils du peintre. M. Widmaier a lui-même négocié avec Citroën et Hennessy pour le compte de la Picasso Administration, la société de gestion des droits de l'Indivision Picasso, organisation qui regroupe les intérêts des cinq héritiers de l'artiste et que préside son fils Claude.

Après avoir longtemps guerroyé contre les nombreux contrefacteurs de leur patromoine, la famille « officielle » a donc cédé à son tour aux sirènes du merchandising. La véritable

raison de ce mercantilisme tardif est moins le besoin d'argent que le souci de limiter les dégâts, en attendant que le nom tombe dans le domaine public en 2023 (2043 pour la France). « On recense à ce jour 1 043 marques Picasso déposées dans le monde », explique M. Widmaier. Onze dépôts ont été faits par l'Indivision et près de 300 par Paloma Picasso, qui avait, la première, vendu son nom pour une ligne de parfums. Les sept cents autres marques sont réputées illégales.

Claude Picasso a vainement tenté d'empêcher l'Américaine Marilyn Goldberg et sa société Museum Masters International (MMI) d'exploiter les droits vendus par Marina Picasso (une des ayants droit) sur les toiles que lui avait léguées son père Paul, fils aîné du peintre, pour les dupliquer un peu sur n'importe quoi. L'Indivision s'est finalement résolue à traiter avec MMI, devenu en quelque sorte son licencié. Les héritiers sont ainsi passés « du terrain du Copyright à celui du droit des marques », souligne M. Widmaier. L'Indivision est contrainte d'exploiter elle-même la « marque » Picasso pour certains produits afin de pouvoir empêcher d'autres de le faire.

Les choix faits par la famille sont parfois contradictoires. Dans la restauration, par exemple, Claude Picasso s'efforce de faire fermer depuis longtemps le Café Picasso de Guadalajara, au Mexique. Mais il a autorisé l'ouverture, en octobre, d'un restaurant Picasso de luxe dans un casino de Las Vegas. Il est vrai que son propriétaire, le promoteur Steve Wyn, a décoré l'endroit avec quelques toiles de sa collection personnelle... qui compte quelques authentiques Picasso.

Picasso n'est pas le premier à passer à la postérité commerciale. Une petite société française de cosmétiques, Cofinlux, avait racheté, en 1982, à Salvador Dalí, de son vivant, le droit de baptiser un parfum de son nom. La même firme vient de signer avec MMI un contrat de licence pour exploiter de la même façon le nom d'Andy Warhol. Le peintre américain, qui se plaisait à détourner les marques pour en faire des œuvres d'art, aurait sûrement goûté l'ironie d'être à son tour transformé en produit. Une forme d'immortalité que n'aurait pas renié le pape du pop art.

**Pascal Galinier**

## Des magiciens plein le chapeau

**LA PRATIQUE** de la magie comme loisir séduit un nombre croissant de Français. Cet engouement pour la prestidigitation, popularisée par la télévision et les grands spectacles d'illusionnistes, se traduit par la multiplication de boutiques spécialisées, des cercles et des congrès, voire de musées. Mais il inquiète les rares magiciens professionnels qui vivent encore de leur art en France. Ceux-ci redoutent la concurrence des amateurs qui arondissent leurs fins de mois en faisant des tours dans les cafés ou les banquets. Confrontés à la disparition des scènes traditionnelles, les professionnels se battent pour obtenir un vrai statut et pour éviter la divulgation de leurs secrets.

**Lire page 7**

## A société malade, banlieue moribonde

« BANLIEUE », « violence » et parfois « urgence ». Ces mots, constamment accolés, réapparaissent en force à chaque fois qu'il est question, dans l'actualité, de chauffeurs de bus agressés, de véhicules incendiés - à Strasbourg ces derniers jours -, de tirs de fusil à pompe échangés et d'innocents rançonnés - à Toulouse il y a quelques semaines. Ces poussées de fièvre, qui se traduisent souvent par des drames, ne sont malheureusement pas nouvelles : elles conduisent néanmoins à s'interroger sur la pertinence de certaines formules passe-partout comme les « quartiers sensibles », « les quartiers difficiles » ou le « mal des banlieues ».

Simples d'emploi, ces mots traduisent mal la réalité qu'ils sont censés refléter. Ils en font oublier les racines. Utilisés à profusion, ces formules-clichés mettent en effet l'accent sur des territoires - le quartier, la banlieue, la ville, etc. - comme si les phénomènes que ces appellations désignent communément quand elles sont employées - violence, toxicomanie, délinquance, etc. - trouvaient leur origine première dans la géographie. C'est un peu comme si l'on accusait les plaines de la

Marne de la boucherie des tranchées de 14-18 ou comme si on attribuait à la commune belge de Waterloo la responsabilité de la défaite de Napoléon I<sup>er</sup> !

Il ne s'agit pas de nier que les cités qui ont poussé en périphérie des villes, dans les années 60 ou plus tard, pour répondre à la crise du logement ne sont pas devenues - si tant est qu'elle ne l'aient pas toujours été - des aberrations. Il ne convient pas de décerner des labels de cadre de vie plaisant aux barres ou aux tours qui empilent les individus comme des sardines, de trouver des vertus aux constructions dont les noms mêmes - « 4 000 logements », « 3 000 logements » - sonnent comme un cauchemar urbain. Il est hors de propos de faire l'autruche en trouvant que l'architecture et l'urbanisme comptent pour peu de chose dans la vie des hommes. Il est simplement question de mesurer combien l'approche des problèmes, par un prisme essentiellement territorial, est courte.

**Dominique Sanchez**

**Lire la suite page 10 et nos informations page 20**

## La pianista de Bach



ROSALYN TURECK

**LA PIANISTE** et musicologue américaine Rosalyn Tureck, qui vit en Angleterre, fait son entrée, à quatre-vingt-quatre ans, dans le répertoire discographique de Deutsche Grammophon. Son interprétation des *Variations Goldberg* de Bach va faire connaître au grand public une artiste, modèle pour Glenn Gould, qui a consacré sa vie à explorer le génie polyphonique du musicien allemand.

**Lire page 17**

**EUROPE**  
Ce n'est pas qu'une question d'argent  
Theodore Zeldin,  
invité de la rédaction

**Forum :**  
● Les profs doivent-ils avancer au mérite ?  
**Culture :**  
● Le réveil des campagnes

Chez  
votre  
marchand  
de journaux  
30 F

International	2	Météorologie	14
France	6	Jeux	14
Société	7	Carnet	15
Horizons	8	Abonnements	16
Entreprises	11	Culture	17
Placements-Marchés	12	Guide culturel	18
Aujourd'hui	13	Radio-Télévision	19

**CUBA** Fidel Castro a célébré, vendredi 1<sup>er</sup> janvier, le quarantième anniversaire de la révolution cubaine. Dans la ville de Santiago de Cuba, où il avait adressé

son premier discours à ses compatriotes, le 1<sup>er</sup> janvier 1959 après la fuite du dictateur Fulgencio Batista, il a une nouvelle fois dénoncé les dangers de la « globalisation

néolibérale qui met en péril la survie de l'espèce humaine ». ● **RAUL CASTRO**, le frère cadet du Lider maximo, ministre des forces armées, apparaît de plus en plus

comme son successeur le plus probable, alors que l'importance de l'armée dans les affaires économiques n'a cessé d'augmenter. ● **L'EURO**, présenté comme un

contrepoids au dollar, a été salué avec enthousiasme par le régime en proie à la plus grave crise économique de son histoire. (Lire aussi notre enquête pages 8 et 9.)

# Fidel Castro fête simplement les 40 ans de son arrivée au pouvoir

Les autorités de La Havane tentent laborieusement de ranimer la flamme révolutionnaire dans un pays touché par la chute vertigineuse de la production et où l'introduction d'une série de réformes économiques a mis à mal l'utopie d'une société égalitaire

## SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant régional  
« Ce n'est pas l'avenir de la révolution qui nous préoccupe, mais celui de l'humanité » : quarante ans après l'entrée triomphale des barbus de « l'armée rebelle » à Santiago de Cuba, Fidel Castro a fêté dans cette ville du sud-est de l'île, vendredi 1<sup>er</sup> janvier, la pérennité d'une révolution dont il demeure le chef. Deux mille personnes, dont quelques centaines d'invités parmi lesquels l'écrivain portugais Jose Saramago, Prix Nobel de littérature 1998, ont assisté à la cérémonie, alors qu'aucune manifestation civile ou militaire n'avait été prévue.

Cassandre aux accents parfois apocalyptiques, le Lider maximo a une fois de plus dénoncé dans son discours les dangers de la « globalisation néo-libérale qui met en péril la survie de l'espèce humaine ». Il y a quelques mois, devant les étudiants de l'université autonome de Saint-Domingue, il avait craint « la plus grande catastrophe de l'histoire en matière de construction d'un régime économique et social que constitue la tentative d'introduire le capitalisme en Russie », en prédisant que « la désintégration de la Russie, un pays possédant plus de 20 000 armes nucléaires, où les responsables des fusées stratégiques de Sibérie centrale ne sont pas payés depuis cinq mois, constituerait une catastrophe mondiale aux conséquences imprévisibles ».

« La globalisation néo-libérale agresse nos identités nationales et impose une monoculture universelle », dénonce Fidel Castro, qui cite les dernières statistiques de l'Unesco sur l'omniprésence des films et des programmes de télévision nord-américains, et s'inquiète de voir les Chinois consommer des McDonald's et du Coca-Cola. Lors d'un récent colloque économique à La Havane, le chef de la révolution cubaine a déploré que de nombreux enfants mexicains ne

connaissent pas le père de leur patrie « alors qu'ils connaissent Mickey Mouse ». Ces propos critiques ont provoqué des frictions diplomatiques avec le Mexique, le seul pays latino-américain qui a toujours soutenu Cuba, au point que Fidel Castro a publié dans le quotidien officiel *Granma* un long message d'excuses pour expliquer qu'il n'avait jamais eu l'intention d'offenser le Mexique, et encore moins les enfants mexicains.

## DEUX VICTOIRES

Pour le moins contrasté, le bilan de quarante ans de révolution cubaine n'aide pourtant guère dans la recherche d'un modèle alternatif. La plus grande victoire des jeunes guérilleros romantiques qui ont renversé Fulgencio Batista en 1959 est d'avoir résisté durant quatre décennies aux assauts du puissant voisin nord-américain et à l'effondrement du grand frère soviétique. Malgré les dizaines de tentatives d'attentat contre le chef de la révolution cubaine, le débarquement de la baie des Cochons, organisé par la

CIA en 1961, la crise des missiles d'octobre 1962, et le « double embargo » imposé par les Etats-Unis et la disparition de l'URSS, Fidel Castro a défie neuf présidents américains et continué de brandir le drapeau du socialisme à 90 milles des côtes de Floride.

« Nous défendons notre souveraineté, l'indépendance du pays et les conquêtes du socialisme », répète Fidel Castro depuis le début de la « période spéciale » décrétée par les autorités castristes après la disparition des subsides du camp socialiste. Réuni le 18 décembre 1998, le plénum du Comité central du PCC a souligné que la lutte engagée le 1<sup>er</sup> janvier 1959 se poursuivait « dans des conditions beaucoup plus complexes et dangereuses ». Le régime de parti unique, l'absence d'élections libres, l'étroit contrôle des moyens de communication et la répression des dissidents garantissent ce « consensus » du peuple, dont Fidel Castro est la clé de voûte. Le culte des héros de la révolution, à commencer par celui de Che Guevara, dont les restes ont été

inhumés en grande pompe en octobre 1997 à Santa Clara, et les campagnes de « pureté idéologique » menées par les organes de presse officiels tentent de ranimer une flamme révolutionnaire menacée surtout dans la jeunesse par l'érosion des valeurs morales et les sirènes de la société de consommation.

## RÉFORMES DOULOUREUSES

Face à la chute vertigineuse de la production (-38 % entre 1991 et 1994) qui a suivi la disparition de l'URSS, les autorités castristes ont introduit une série de réformes économiques qui ont mis à mal le rêve d'une société égalitaire. La libre circulation du dollar, le développement à marche forcée du tourisme, devenu le moteur de l'économie, la multiplication des sociétés mixtes, à capitaux étrangers, la réouverture des marchés paysans ou la légalisation des petits restaurants et des métiers artisanaux ont creusé le fossé entre les salariés en pesos mal alimentés et contraints à mille privations et les privilégiés qui grâce aux dol-

lars ont accès aux « boutiques de récupération de devises » où l'on trouve tout ou presque, au prix fort.

La prostitution, que la révolution se vantait d'avoir éliminée, est revenue en force avec les touristes et même la presse officielle se fait l'écho de la montée de la délinquance, de l'apparition de la drogue, de la multiplication des affaires de corruption ou des vols dans les entreprises d'Etat. Signe de la désaffection d'une fraction importante de la population, les *balseros* continuent de braver les requins, les tempêtes et les garde-côtes américains pour tenter de gagner la Floride et quelque 430 000 Cubains ont tenté leur chance en 1998 au *bombo*, la loterie organisée par les autorités américaines pour la délivrance de 20 000 visas.

Les deux grandes conquêtes de la révolution, la santé et l'éducation, ont été préservées tant bien que mal. L'île continue d'afficher des indices de mortalité infantile et d'espérance de vie comparables à ceux du premier monde, et peut se permettre d'exporter ses médecins en Afrique du Sud ou en Amérique centrale. Elle a maintenu son avance dans le secteur de la biotechnologie. Mais,

faute de médicaments et d'équipements, la qualité des soins a baissé depuis dix ans et nombre de médecins préfèrent s'employer comme chauffeurs de taxi ou dans les hôtels, où les pourboires en devises sont très largement supérieurs à leurs salaires.

Cuba peut aussi se vanter d'être l'un des seuls pays d'Amérique latine à avoir éliminé l'analphabétisme. Le niveau moyen de connaissances de la population cubaine reste nettement plus élevé que celui des pays voisins, mais cet avantage risque d'être en partie gommé par le manque d'ordinateurs et les restrictions à l'usage de l'Internet.

Jean-Michel Caroit

## « Pense pareil, rêve pareil »

EN TRÉBUCHANT à plusieurs reprises sur les mots, Fidel Castro a lu vendredi 1<sup>er</sup> janvier à Santiago de Cuba (sud-est de l'île) un texte dont la relative brièveté (une centaine de minutes) a surpris nombre d'observateurs, habitués à ses discours improvisés et souvent interminables. Le discours a été retransmis en direct par les deux chaînes de télévision d'Etat et la quasi-totalité des stations de radio.

« Celui qui s'exprime depuis cette tribune n'est pas exactement le même homme que ce jour-là : c'est seulement quelqu'un de beaucoup moins jeune, qui s'appelle pareil, qui est habillé pareil, qui pense pareil, qui rêve pareil », a-t-il lancé sous les applaudissements des quelque deux mille personnes massées sur la place de la ville. Le chef de l'Etat cubain a fustigé les « théologues » qui ont fait du marché une religion « sectaire et intégriste ». Après un prologue historique sur les quarante ans écoulés depuis sa première adresse au

peuple cubain à Santiago de Cuba, Fidel Castro a consacré plus de la moitié de son discours à la critique de la mondialisation néolibérale.

Prenant des accents prophétiques, le Lider maximo a prédit une imminente crise économique mondiale provoquée par les spéculations, le sacrage de l'environnement, les récessions et des « guerres sanglantes ». « Les solutions ne viendront pas de la bonne volonté de ceux qui s'approprient le monde et l'exploitent », a-t-il averti en annonçant la « chute inévitable de l'ordre économique mondial actuel ». Fidel Castro a exhorté ses compatriotes à tenir bon et à « lutter pour l'humanité » et a lancé un appel à la dignité et à la fraternité - « sans lesquelles il ne peut y avoir de liberté » et qu'il a, en revanche, jugées « absolument incompatibles avec les lois du marché ». Le discours s'est conclu sur le cri habituel : « La Patrie ou la mort, le socialisme ou la mort !... Nous vaincrons ! » - (AFP)

## Le frère cadet Raul Castro, ministre des armées, apparaît comme le plus probable successeur

### SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant régional  
Principale force de la révolution cubaine, Fidel Castro en est aussi la grande faiblesse. Sur l'île et dans la diaspora, amis et ennemis s'accordent sur un point : les deux grands facteurs de transformation potentiels sont la disparition du Lider maximo et un changement de la politique hostile des Etats-Unis. A soixante-douze ans, le chef cubain apparaît en forme, malgré les rumeurs sur son état de santé. « Personnellement, je ne suis pas intéressé par le pouvoir et je n'envisage pas de l'assumer », affirmait-il dans son premier discours après la victoire de « l'armée rebelle », en 1959 à Santiago. En octobre 1998, il déclarait à un groupe de directeurs de journaux américains en visite à La Havane qu'il n'avait nullement l'intention de prendre sa retraite : « Pensez-vous qu'on a le droit de se retirer au milieu de cette lutte. Tant que j'aurai l'énergie suffisante pour être utile, je serai ici. »

A plusieurs reprises en 1998, Fi-

del Castro a évoqué avec sérénité sa disparition. « Les hommes meurent mais le peuple est immortel », a-t-il proclamé, se disant convaincu que les « lois de la biologie n'entraînent pas de retour en arrière à Cuba ». Depuis plusieurs mois, son frère cadet Raul, le ministre des forces armées, est apparu plus fréquemment sur le devant de la scène et a été chargé d'importantes missions à l'étranger. Ce successeur le plus probable de Fidel Castro contrôle une armée qui semble avoir surmonté la crise révélée en 1989 par l'exécution pour corruption et trafic de drogue du général Arnaldo Ochoa.

NOUVELLE GÉNÉRATION  
Si le potentiel militaire de cette armée s'est nettement affaibli, son rôle dans l'économie n'a cessé d'augmenter. Une évolution qui pourrait, selon certains observateurs, accélérer l'extension du capitalisme d'Etat si Raul succède à son frère. Une nouvelle génération a été installée aux postes clés de l'ap-

pareil d'Etat et du parti, comme le vice-président Carlos Lage, qui pilote les réformes économiques, le président de l'Assemblée nationale, Ricardo Alarcon, qui a longtemps vécu à New York, où il représentait Cuba aux Nations unies, ou le jeune ministre des relations extérieures Roberto Robaina.

Les *dialogueros*, les partisans du dialogue avec les autorités castristes, ont gagné du terrain face aux défenseurs de la confrontation. L'atomisation des organisations dissidentes soumises à une répression modulée au gré des circonstances et le quadrillage de la population rendent difficiles tout mouvement de protestation d'envergure. Plus de trois cents opposants politiques, dont les quatre di-

rigents Felix Bonne, René Gomez Manzano, Vladimiro Roca et Martha Beatriz Roque, sont toujours emprisonnés. Pourtant Elizardo Sanchez, l'un des principaux porte-parole de l'opposition interne continue de parier sur le dialogue avec le pouvoir pour engager un processus de réformes démocratiques graduelles.

La visite du pape, en janvier 1998, a renforcé les tenants d'une transition graduelle et pacifique, basée sur une réconciliation nationale incluant la diaspora. Tout en se défendant d'intervenir sur le terrain politique, l'Eglise catholique est désormais un interlocuteur important. Le voyage de Jean Paul II a inauguré une série de succès pour la diplomatie cubaine et manifesté

l'isolement de la politique de confrontation de Washington. Répondant à l'appel du pape qui avait réclamé « que le monde s'ouvre à Cuba et Cuba au monde » et attirés par les bonnes affaires, responsables politiques et chefs d'entreprise se sont succédé à La Havane tout au long de l'année 1998. Le gouvernement conservateur espagnol s'est rallié au camp des *dialogueros*. En visite à La Havane, où il a confirmé que le roi Juan Carlos se rendrait à Cuba au printemps, le ministre des affaires étrangères, Abel Matutes, a suggéré à Fidel Castro de s'inspirer du modèle de transition démocratique espagnol après la mort de Franco.

J.-M. Ca.

## L'Eglise et l'Etat ont salué la naissance de l'euro

### SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant régional

Cuba est le pays latino-américain qui a salué avec le plus d'enthousiasme la naissance de l'euro, présenté comme un contrepoids au dollar qui atténuerait les conséquences de l'embargo imposé par les Etats-Unis. Dans un article intitulé « Bienvenue l'euro », l'hebdomadaire *Juventud Rebelde* a annoncé que Cuba sera le premier pays de la région à remplacer le dollar par l'euro pour ses transactions commerciales. « La Banque centrale de Cuba prévoit de rendre obligatoire l'usage de l'euro dès le 1<sup>er</sup> juillet 1999 pour les opérations libellées dans la monnaie des onze pays ». A partir de janvier 2000, les entreprises cubaines devront utiliser l'euro pour leurs échanges commerciaux avec la Chine, le Vietnam et la Corée du Nord.

« Il vaut mieux un monde où le pouvoir monétaire est partagé plutôt qu'un monde où une seule puissance peut imposer sa volonté aux autres pays », a résumé le ministre-gouverneur de la Banque centrale, Francisco Soberon, lors

d'une Conférence internationale sur l'euro organisée en novembre à La Havane. Selon les experts cubains, « la consolidation prévisible de l'euro comme monnaie de réserve permettra à Cuba de minimiser les effets de l'interdiction d'utiliser le dollar dans ses transactions internationales ». L'usage de l'euro aura l'avantage de réduire les coûts des opérations de change. Notamment avec les pays européens qui assurent 44 % des échanges commerciaux de l'île et fournissent plus de la moitié des touristes. Pour *Granma*, le quotidien du Parti communiste cubain, l'euro est un facteur de « tranquillité et de stabilité (...) face aux symptômes de plus en plus nombreux d'une crise mondiale globalisée (...). C'est un défi à l'hégémonie économique et financière des Etats-Unis ».

### OMNIPRÉSENCE DU DOLLAR

L'Eglise catholique, par la voix de son chef, le cardinal Jaime Ortega, a aussi donné sa bénédiction à l'euro. En raison de l'embargo nord-américain, Cuba n'a pas accès aux cré-

dits bonifiés du Fonds monétaire international ou de la Banque mondiale et doit emprunter « à des conditions parfois usuraires ». La monnaie européenne devrait faciliter l'accès de Cuba au marché international des capitaux, espère l'archevêque de La Havane.

L'omniprésence du dollar dans l'île s'est convertie en un facteur d'embarras pour les autorités castristes. Jusqu'en 1993, la détention de billets verts était illégale à Cuba. Depuis son autorisation dans le cadre des réformes qui ont suivi l'effondrement du camp socialiste, la rapide « dollarisation » de l'économie cubaine a réduit le peso, la monnaie nationale, à la portion congrue. L'accès au dollar, grâce aux envois de fonds de la diaspora, aux pourboires laissés par les touristes ou aux « stimulants » versés par les entreprises, est aujourd'hui la principale aspiration de la population et l'unique manière d'améliorer le maigre ordinaire de la *libreta*, le carnet de rationnement.

J.-M. Ca.

**Polo RALPH LAUREN**

**SOLDES**

COLLECTIONS AUTOMNE / HIVER 1998

HOMMES, FEMMES, ENFANTS, ACCESSOIRES

2, PLACE DE LA MADELEINE - PARIS VIII<sup>e</sup> - TEL.: 01.44.77.53.50

# Al Gore se déclare officiellement candidat à la succession de Bill Clinton à la Maison Blanche

Le vice-président démocrate est d'ores et déjà assuré de pouvoir financer sa campagne

A plus d'un an du coup d'envoi de la course à l'investiture du Parti démocrate pour l'élection présidentielle de novembre 2000, le vice-président

sident américain, Al Gore, a voulu montrer, en annonçant sa candidature, qu'il était le candidat naturel de son camp à la magistrature suprême.

**WASHINGTON**  
de notre correspondant

Premier de tous les présidents, Al Gore a fait officiellement acte de candidature à l'élection de l'an 2000 le jour même du Nouvel An. Le vice-président, qui fait du ski en famille dans l'Utah alors que le président joue au golf en Caroline du Sud, a notifié ses intentions à la Commission électorale fédérale (FEC). Il peut donc commencer à collecter ouvertement des fonds, qui détermineront le montant de l'aide fédérale qu'il recevra, recruter une équipe, se doter d'un quartier général de campagne et d'un site sur la Toile : c'est [www.gore-2000.com](http://www.gore-2000.com). Pins et tee-shirts sont déjà prêts avec comme slogans « Gore 2000, Continuer la tradition ! » ou « Un leadership qui a fait ses preuves ! »

Ce n'était qu'une formalité. Tout le monde savait depuis des années qu'Al Gore était le successeur désigné de Bill Clinton, auquel il a témoigné une fidélité à toute

épreuve, et encore plus lors de la crise de l'impeachment, durant laquelle le vice-président aura été en permanence en première ligne. Le vote à la Chambre en décembre et le décès de son père, Albert Senior, ont peut-être retardé l'annonce, mais la surprise aurait été qu'il ne se présente pas. Aux autres candidats démocrates maintenant, en particulier l'ex-champion de basket-ball Bill Bradley, très apprécié des libéraux du parti, de relever le gant. L'ancien sénateur du New Jersey s'est déjà lancé à la recherche de fonds pour démarrer une campagne. Il en faut beaucoup : on parle de 25 millions de dollars (21,25 millions d'euros), soit près de 70 000 dollars (60 000 euros) par jour pendant un an.

Ce ne sera en tout cas pas un problème pour Al Gore, qui devrait collecter sans peine 35 millions de dollars (environ 30 millions d'euros). Il avait montré ses talents lors des élections de 1996, au point d'avoir été accusé de violer la législation en

vigueur en obtenant des dons de moines bouddhistes ayant fait voeu de pauvreté. En décider de ne pas ouvrir d'enquête, l'avocat général, Janet Reno, lui a ôté une épine du pied au bon moment. M. Gore a aussi montré ces derniers mois son habileté à faire desserrer les cordons de leur bourse à nombre de donateurs et a su en faire bénéficier les candidats démocrates aux législatives de novembre 1998.

#### MODIFIER SON IMAGE

Car le vice-président, en plus de ses tâches honorifiques et de l'intérim présidentiel qu'il exerce quand Bill Clinton est à l'étranger, est tout le temps en voyage. A bord de son avion officiel, il sillonne les Etats-Unis, se posant dans les Etats-clés des primaires, comme l'Iowa ou la Californie. Il y parle de ses thèmes favoris qui sont l'environnement et l'informatique, mais s'efforce aussi de modifier une image qui ne déchaîne pas l'enthousiasme. Certes il pense compter sur la popularité de

Dans le camp républicain, John McCain, sénateur de l'Arizona, est sur les rangs, mais il est devancé dans les sondages par George W. Bush.

la politique économique de Bill Clinton. Mais il apparaît froid, compassé, « de bois », et n'a guère appris de son mentor les secrets d'un sourire, d'un regard et d'une poignée de main enjoués.

Or il aura besoin de tous ces talents pour faire face au défi Bush. En effet, le fils de l'ancien président et actuel gouverneur du Texas, George W. Bush, dépasse Al Gore dans tous les sondages. Personnalité nouvelle, pas marquée par l'opprobre qui caractérise actuellement dans l'opinion tout politicien en poste à Washington, George Bush Junior vit actuellement une lune de miel médiatique. Il a reconnu à l'avance avoir fait des fredaines et bu plus que de coutume dans un passé qu'il veut oublier. Il est suffisamment conservateur pour plaire à la droite républicaine. assez pragmatique et ouvert pour s'attirer les suffrages de démocrates locaux. Il représente enfin ces hommes politiques issus des Etats et qui accordent plus d'importance aux réalisations concrètes qu'aux oukases idéologiques.

Le fils Bush n'est pas encore officiellement candidat. Il a même indiqué que la manie actuelle de passer au peigne fin la vie privée des candidats et de leur famille le mettait mal à l'aise. Mais, si les sondages restent bons, il devrait sortir du bois. Ne serait-ce que pour contrer ses rivaux potentiels, comme l'ex-président Dan Quayle et le sénateur John McCain – tous deux d'Arizona, mais on ne peut plus opposés – ; le magnat de la presse Steve Forbes ; l'ex-gouverneur du Tennessee Lamar Alexander ; ou le sénateur ultra-conservateur du Missouri, John Ashcroft. La liste est longue, mais les mois qui viennent devraient déjà permettre un sévère écrémage. Restera aux survivants à convaincre les électeurs des primaires de choisir celui qui portera les couleurs des républicains face à Al Gore.

**P. de B.**

**Patrice de Beer**

bert III. Il s'est depuis lors plongé dans ses domaines de prédilection : l'environnement (il a écrit un livre) ; les autoroutes de l'information, un terme qu'il dit avoir inventé en 1981 ; les technologies de pointe ; la cure d'amaigrissement d'une administration qu'il veut plus performante et moins pesante. Il s'est frotté à la politique étrangère, le point faible majeur des hommes politiques américains. Il est ainsi apparu, à l'opposé de Bill Clinton, calme, simple, plutôt triste même, comme un bon père de famille sans histoires. Et si Tipper a su se faire un nom dans les affaires sociales et l'humanitaire, c'est sans créer le même effet d'actualité que Hillary.

Reste à Al Gore à ajouter à son image de travailleur sérieux et compassé une touche de couleur. Il s'y efforce, ajoutant une plaisanterie par-ci, par-là à ses discours ; ce

n'est pas sans peine, et cela se voit. En même temps, il doit se démarquer de sa réputation d'écologiste anti-business, financement électoral obligé. Ainsi a-t-il affirmé en novembre à des hommes d'affaires que la croissance devait aller de pair avec la défense de l'environnement. Y parviendra-t-il sans s'allier les suffrages des « Verts » ? L'attrait de la nouveauté qui représente George W. Bush le dessert pour le moment. Mais c'est surtout sur les succès engrangés aux côtés de Bill Clinton dans les domaines économiques et sociaux – prioritaires pour les Américains – qu'il compte pour remonter la pente. « La réussite économique de Clinton sans l'indécision de Bill » pourrait, s'il l'osait, être son slogan de campagne.

**P. de B.**

**Patrice de Beer**

## La France met en garde Belgrade pour son rôle au Kosovo

**LE MINISTRE FRANÇAIS** de la défense, Alain Richard, a évoqué le risque d'une guerre civile au Kosovo et souligné le rôle « délicat » de la force d'extraction déployée en Macédoine, dont il a visité, vendredi 1<sup>er</sup> janvier, le quartier général à Kumanovo, au nord de Skopje.

Cette force compte 1 800 soldats européens et canadiens, dont 850 Français. La France est la « nation pilote » de cette opération contrôlée par l'OTAN.

Soulignant les « dangers » de cette mission au Kosovo, qui consiste à protéger les 2 000 « vérificateurs » du cessez-le-feu, déchaînés par l'Organisation de sécurité et de coopération en Europe (OSCE), M. Richard a estimé que « les Européens souhaitent prendre leurs responsabilités face aux difficultés qui existent encore sur ce continent ». « Et je crois, a-t-il ajouté, que nous devions accepter ces risques. »

« Il faut bien voir d'où l'on part, c'est un risque de guerre civile, celui d'une explosion avec des dommages humanitaires irréparables », selon le

ministre. « On part d'une situation de crise difficile à maîtriser, et l'on progresse pas à pas pour avoir un meilleur contrôle des tensions sur le terrain au Kosovo », a-t-il ajouté avant d'indiquer que « dans les quinze jours qui viennent, la force d'extraction sera en pleine capacité ». Il a averti que « toute menace sur la vie des vérificateurs serait une remise en cause du règlement de paix », établi en octobre 1998 entre l'émissaire américain Richard Holbrooke et le président yougoslave, Slobodan Milosevic, après que l'OTAN eut menacé Belgrade de frappes aériennes.

#### KARADZIC MIEUX PROTÉGÉ

En cas d'aggravation de la situation au Kosovo, le ministre averti les autorités de Belgrade qu'elles devront affronter « de nouvelles pressions militaires » de l'OTAN, la communauté occidentale ayant « la base juridique et les moyens militaires » nécessaires pour influer sur le pouvoir yougoslave. « Cette pression existe toujours », a-t-il rappelé.

A Mostar, où il avait, quelques heures auparavant, rendu visite aux 1 900 soldats français de la SFOR en Bosnie, M. Richard a été interrogé sur des propos de l'épouse de Radovan Karadzic, selon laquelle son mari « se cache bien » et sera difficile à capturer.

Les forces françaises, a dit le ministre de la défense, coopèrent avec leurs alliés « pour mettre en commun les renseignements qui permettront de prendre le contrôle de cette personne, comme cela a été déjà le cas pour plusieurs dizaines d'accusés de crimes de guerre » appréhendés et présentés au Tribunal pénal international (TPI) de La Haye. M. Karadzic, a-t-il admis, « est mieux organisé, mieux protégé ».

Rappelant que les règles d'intervention choisies par l'OTAN pour cette mission étaient de ne pas exposer la vie de trop de soldats alliés, M. Richard a précisé : « On choisira les circonstances les plus favorables, comme ce fut le cas pour la plupart des autres arrestations faites sans victimes. » – (AFP)

## Le passage à l'euro s'effectue sans gros problème

**SAMEDI 2 JANVIER**, au troisième jour du week-end de basculement à l'euro, les communiqués rassurants se sont succédé. Les hommes politiques ont,

de nouveau, insisté sur l'importance de l'enjeu. Paradoxalement, l'hommage le plus appuyé est venu du Danemark, un

Etat qui a refusé de faire partie de l'Euroland. Le premier ministre, Poul Nyrup Rasmussen, a prôné, à titre personnel, l'adhésion de son pays à l'euro et déclaré, le 1<sup>er</sup> janvier : « Je sais très bien que c'est une importante décision de renoncer à la monnaie nationale. D'un autre côté, les inconvénients de rester à l'extérieur peuvent être si grands qu'ils affecteront le développement de nos affaires et l'emploi. »

Le chancelier allemand, Gerhard Schröder, a insisté sur le caractère

historique de l'événement. « Si l'après-guerre a pris fin il y a neuf ans avec la chute du mur de Berlin, alors notre avenir commence au 1<sup>er</sup> janvier 1999 » a-t-il indiqué. Pour sa part, Massimo D'Alema, le président du conseil italien, a déclaré que l'euro est « un pilier qui change la face du monde. L'Euro (...) doit être au service d'une politique de l'emploi et du développement ».

Pour les milliers d'informaticiens engagés dans les opérations de basculement, l'euro est, pour l'instant, un haut fait technique. Samedi, devait se terminer le fastidieux travail de conversion en euros des stocks de produits financiers. A Francfort, au siège de la Banque centrale européenne (BCE), 150 personnes sont mobilisées pour répondre aux questions de toutes les banques de la zone euro. Pour l'instant, ces dernières ne semblent pas rencontrer de graves difficultés.

Les Bourses des pays du sud de l'Europe ont même une légère avance sur leur planning. Celle de

Milan, qui a mobilisé 300 personnes pour ce week-end, annonçait que « les opérations de conversion des banques de données en euros sont en avance de quelques heures sur l'ordre de marche que nous avions fixé ». Même tonalité à Madrid où les basculements des marchés d'actions et d'options ont été réalisés. A Paris, la dette de l'Etat, de la Cades (dette de la Sécurité sociale) et des pays in, soit 4 286,05 milliards de francs, ont été converties en euros et représentent désormais 653,404 milliards d'euros. Les grandes banques de la place respectent leur plan de marché sans problèmes insurmontables.

Le seul bémol dans ce concert de louanges est venu de Londres. David Clementi, le gouverneur adjoint de la Banque d'Angleterre, a déclaré : « Il serait surprenant que tout se passe complètement sans problème étant donné le grand nombre de systèmes informatiques qui doivent être modifiés. » « Nous pourrions décou-

vrir dans la semaine des opérations qui ont échoué ou des paiements qui ont été envoyés à la mauvaise banque » a-t-il poursuivi, en assurant toutefois « qu'il existe des procédures pour traiter cela et que la City était bien préparée ». La Grande-Bretagne a beau être un pays out, la City est en première ligne : c'est le plus important centre financier du Vieux Continent et elle demeure la porte d'accès privilégiée à l'euro pour la majorité des banques du reste du monde.

Samedi, si les opérations de conversion des stocks s'étaient bien déroulées, un véritable test attendait les banquiers. Les Bourses devaient effectuer les premiers test de flux, en simulant une préouverture des marchés pour tester la capacité des établissements financiers à envoyer des ordres en euros, à les négocier et à les traiter dans leurs systèmes informatiques.

**Enguérard Renault (avec AFP)**  
Lire aussi page 11

## Luanda accuse l'Unita d'avoir abattu un avion de l'ONU

**LUANDA.** Un responsable militaire angolais a affirmé à la radio, vendredi 1<sup>er</sup> janvier, que l'avion des Nations unies qui s'est écrasé le 26 décembre a été abattu par l'Unita de Jonas Savimbi. Selon l'officier Manuel Jota, les rebelles détiendraient en otages les survivants près du lieu de l'accident, à Huambo, à 500 kilomètres au sud-est de la capitale, Luanda. L'avion de l'ONU, un Hercules C-130, comptait 14 passagers à son bord. Il s'est écrasé dans une zone de combats entre les autorités angolaises et l'Unita. Les rebelles n'ont pas réagi à cette mise en cause. Auparavant, ils avaient indiqué ne pas être impliqués dans l'accident de cet avion et avaient ajouté ne pas disposer d'informations à propos d'éventuels survivants. Un envoyé spécial des Nations unies doit arriver en Angola cette semaine pour lancer les recherches. Il doit obtenir au préalable le feu vert de l'Unita pour pouvoir parvenir sur les lieux de l'accident. – (AP)

## L'Irak demande le départ des Américains et des Britanniques présents sur son sol

**BAGDAD.** L'Irak a fait savoir aux Nations unies qu'il souhaitait le départ des ressortissants américains et britanniques travaillant sur son territoire dans le cadre du programme « Pétrole contre nourriture » à la suite des raids aériens effectués par leurs pays, ont rapporté des diplomates. Cette décision pourrait affecter le programme qui permet à l'Irak de vendre des quantités limitées de pétrole pour acheter des vivres, des médicaments ainsi que d'autres fournitures sous la supervision de l'ONU. L'Irak n'a pas formulé son souhait par écrit, mais des responsables du ministère des affaires étrangères ont fait cette demande verbalement aux autorités de l'ONU présentes à Bagdad. Ces dernières se sont refusées à tout commentaire. Les effectifs incriminés pourraient concerner une trentaine de personnes. – (Reuters)

#### DÉPÈCHES

**■ AFRIQUE DU SUD :** une bombe placée dans une voiture a explosé vendredi soir 1<sup>er</sup> janvier près du Waterfront, un des rendez-vous touristiques les plus fréquentés du Cap, faisant un blessé léger. La police va dépecher une équipe d'experts de Pretoria pour étudier le système explosif et voir s'il ressemble à ceux utilisés lors de précédents attentats perpétrés contre le restaurant de la chaîne américaine *Planet Hollywood* et contre les commissariats de deux banlieues du Cap. Ces attentats n'ont jamais été revendiqués. – (AFP)

**■ ALGÉRIE :** au moins douze membres des forces de sécurité ont été tués, mercredi soir 30 et jeudi soir 31 décembre, dans deux attentats attribués à des islamistes armés à Oran, à l'ouest, et à Draa el Mizane, en Kabylie, ont rapporté, samedi 2 janvier, *Le Quotidien d'Oran* et le journal *Liberté*. – (AFP)

**■ BRÉSIL :** le président Fernando Henrique Cardoso, réélu en octobre, a prêté serment vendredi 1<sup>er</sup> janvier et annoncé que la priorité de son nouveau gouvernement sera la lutte contre le chômage et les inégalités sociales. « Nous devons construire une société plus égalitaire », a affirmé M. Cardoso dans un discours prononcé au Congrès à Brasilia, peu après avoir prêté serment lors d'une cérémonie placée sous le signe de l'austérité. – (AFP)

**■ INDE/PAKISTAN :** deux personnes ont été tuées et trois autres blessées, vendredi 1<sup>er</sup> janvier, par des tirs de mortier au sud de Muzaffarabad, capitale de la région du Cachemire contrôlée par le Pakistan, selon des sources officielles pakistaniennes. Selon ces sources, les tirs provenaient du Cachemire indien et les troupes pakistaniennes ont riposté, stoppant les tirs adverses. Les échanges de tirs sont fréquents entre les deux pays, qui se disputent la région himalayenne du Cachemire, à population majoritairement musulmane, et se sont déjà livré deux guerres pour cette raison depuis leur indépendance, en 1947. – (AFP)

**■ SUISSE :** Ruth Dreifuss, 58 ans, francophone, socialiste, ancienne syndicaliste, féministe et juive, est devenue officiellement, vendredi 1<sup>er</sup> janvier, la première femme à accéder à la présidence de la Confédération helvétique, pour un an. Ministre de l'intérieur – un ministère essentiellement social, les affaires de sécurité intérieure et de police étant confiées à un autre département – depuis 1993, Ruth Dreifuss gardera son ministère pendant son année de présidence, dont l'importance est surtout symbolique. Elle avait été élue par les deux Chambres du Parlement suisse le 9 décembre, au terme d'un scrutin sans surprise. – (AFP)

#### CORRESPONDANCE

## Une lettre de l'ambassade du Mexique

Après la publication, le 24 décembre, d'un article intitulé « A Knightsbridge, l'argent des autocrates n'a pas d'odeur », nous avons reçu de l'ambassade du Mexique le courrier suivant :

Depuis la visite d'Etat qu'il a effectuée du 13 au 16 octobre, le président Zedillo n'est nullement retourné en Grande-Bretagne. Il est donc impossible qu'il se soit associé à « la fièvre acheteuse (...) à l'époque des fêtes » et il est insoutenable de le faire séjourner à Londres « à l'heure où le général Pinochet est en résidence surveillée ». Il

Notez pour conclure que les autorités mexicaines, loin de s'adonner au « shopping » en cette fin d'année, se consacraient à éclaircir les assassinats survenus l'an dernier au Chiapas, comme en témoigne la parution, le 19 décembre, d'un Livre blanc sur Acteal.

**LA VOGUE**  
PRÉSENTE SES MEILLEURS VOEUX  
A SES FIDELES CLIENTS  
ET LES CONVIE A SES  
**SOLDES**  
**HOMMES**

**LES SAMEDI 2, DIMANCHE 3,  
LUNDI 4 JANVIER 1999  
DE 10h à 19h**

**PRÉT-A-PORTER - CHEMISERIE - SPORTWEAR**

**38,**

# Hun Sen n'a pas donné de garantie d'immunité aux Khmers rouges

Il estime que « le régime génocidaire doit être sévèrement puni »

Après avoir déclaré ne « pas voir ce qu'un procès [des khmers rouges] pourrait réaliser » et chaleureusement reçu deux dirigeants khmers rouges, le premier mi-

nistre cambodgien a assuré, vendredi 1<sup>er</sup> janvier, être favorable « à une enquête sur le régime génocidaire de Pol Pot, qui doit être sévèrement puni ».

**BANGKOK**  
de notre correspondant  
en Asie du Sud-Est

« Je n'ai donné aucune garantie, à personne, d'échapper à la justice », a déclaré le premier ministre cambodgien, vendredi 1<sup>er</sup> janvier, à propos des deux dirigeants khmers rouges qui se sont ralliés à son gouvernement le 25 décembre. « Je n'ai pas changé de discours, je suis parmi ceux qui soutiennent l'enquête sur le régime génocidaire de Pol Pot, qui doit être sévèrement puni », a dit Hun Sen. « Pour autant que je sache, seuls les procureurs ont le droit d'accuser telle ou telle personne », a-t-il ajouté à l'intention de ceux qui lui reprochent d'avoir accueilli Khieu Samphan et Nuon Chea, les plus proches collaborateurs de Pol Pot.

Dans une longue mise au point, le premier ministre cambodgien a également montré du doigt, mais sans la nommer, la Thaïlande. « Notre pays voisin, qui a toujours démenti que les dirigeants khmers rouges étaient sur son territoire, les a hébergés, du plus haut rang au moins élevé », a affirmé Hun Sen. Ces voisins « nous ont dit qu'ils donneraient ces dirigeants si nous acceptions leur retour au sein de la communauté nationale », a-t-il dit. En d'autres termes, au lieu de les livrer à la justice internationale, Bangkok aurait demandé à Phnom-Penh de reprendre les dirigeants khmers rouges. Nuon Chea, Khieu Samphan et leurs parents « se sont rendus par voie terrestre d'un pays à Païlin », a-t-il précisé, Païlin étant le chef-lieu d'une zone khmère rouge semi-autonome et frontalière de la Thaïlande.

Dans sa réponse, samedi matin, Bangkok a semblé vouloir calmer le jeu. « Il est exact que, dans le passé, beaucoup de parties ont été impliquées avec les Khmers rouges, lesquels pouvaient alors légitimement se prévaloir d'une guerre de libération nationale », a déclaré à l'AFP le porte-parole du ministère thaïlandais des affaires étrangères. « Aussi, tous soupçons et déductions se fondent sur un passé qui ne prévaut plus », a-t-il ajouté. « Le Cambodge a une longue côte et des routes qui datent de l'époque de la guerre du Viêtnam, des routes qui franchissent plusieurs frontières », a-t-il expliqué, laissant entendre que ce qui se passait sur la frontière

commune était, sinon incontrôlable, du moins incontrôlé.

A la mi-décembre, soit dix jours avant le réapparition de Nuon Chea et de Khieu Samphan, la Thaïlande avait été l'un des trois pays à s'opposer avec succès, lors d'un sommet à Hanoï, à l'admission immédiate du Cambodge au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. Ceci explique peut-être cela.

## CONSENSUS

Quoi qu'il en soit, Hun Sen est donc favorable à la traduction en justice, sans autre précision, des responsables de la mort de près de deux millions de Cambodgiens entre 1975 et 1978. Norodom Sihanouk avait déjà dit, mercredi, qu'un « tribunal international » avait « parfaitement le droit de se saisir de cette affaire de génocide au Cambodge, puisqu'il s'agit de crimes contre l'humanité ». Le prince Ranariddh, président de l'Assemblée nationale, en a fait autant vendredi en déclarant que « le gouvernement devrait former une Cour ». « S'il y a soutien de la communauté internationale, ce sera mieux », a ajouté le fils du roi Sihanouk.

Ce consensus des autorités cambodgiennes ne fait pas l'affaire de Khieu Samphan et de Nuon Chea dont des assistants ont protesté vendredi, avant-même le communiqué de Hun Sen. « S'ils font pression en faveur d'un tribunal international, nous détrirerons le passé et le présent », a menacé Long Norin. « Vous pouvez avoir la paix ou un procès, pas les deux », a déclaré un proche de Khieu Samphan.

Un autre Khmer rouge, Im Sopheap, a rejeté brutalement les questions sur le refus de Sihanouk de toute grâce royale en faveur de Khieu Samphan et de Nuon Chea. Même Ieng Sary, ancien numéro trois du régime khmer rouge, n'est pas à l'abri puisque le pardon dont il a bénéficié en 1996 ne prévient pas son éventuelle traduction devant un tribunal international.

Les préparatifs d'un procès devraient donc reprendre leur long et lent cheminement avec le dépôt, ce mois-ci, d'un rapport d'enquête auprès de Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU. Il faudra des mois sinon des années pour qu'une telle procédure puisse aboutir. Mais la tempête provo-

quée par le retour au bercail de Khieu Samphan et de Nuon Chea souligne déjà la complexité et les enjeux du processus.

Sihanouk, qui a perdu quatorze enfants et petits-enfants de 1975 à 1979 avant de parrainer, de 1982 à 1990, un gouvernement comprenant des Khmers rouges et reconnu par l'ONU, a jugé mercredi, à propos des Thaïlandais, que « personne n'ignore ce qu'ils ont fait en faveur des Khmers rouges des décennies durant ».

La Chine et les Etats-Unis devraient être également éclaboussés par la boue remuée par tout procès, puisque Pékin a soutenu ouvertement Pol Pot et que Washington a fait preuve d'une neutralité au moins bienveillante à l'égard des Khmers rouges de 1979 à 1989, quand un corps expéditionnaire vietnamien occupait le Cambodge. Hun Sen a également beau jeu de rappeler que, lors de la négociation de l'accord international de paix, signé à Paris en octobre 1991, il avait été l'un des seuls à réclamer, en vain, que le « génocide » khmer rouge soit mentionné dans le texte.

**Jean-Claude Pomonti**

# Pékin aurait acquis des technologies menaçant des intérêts américains

Une commission du Congrès met en cause les procédures d'exportation de l'administration américaine depuis vingt ans

manœuvres politiciennes essentiellement républicaines. La nouveauté du rapport réside d'une part dans la composition de la commission, qui comprend cinq républicains et quatre démocrates ; et dans ce que l'effort de clarification ne porte pas seulement sur les affaires conclues avec la Chine sous la présidence Clinton mais sur les deux dernières décennies, depuis qu'a été scellée la normalisation diplomatique sino-américaine, le 1<sup>er</sup> janvier 1979. Durant cette période, deux démocrates et deux républicains ont habité la Maison Blanche.

## RATTRAPER LE RETARD

Est dès lors en cause non pas une présidence politiquement marquée, mais bien la structure du système de contrôle des exportations technologiques américaines vers un pays communiste qui n'a jamais été soumis aux règles qui régissaient les ventes de matériel sensible au bloc soviétique dans le cadre du défunt Cocom (contrôle des exportations des technologies sensibles). Or la période 1979-1998 correspond à l'ouverture d'une Chine arriérée sur l'univers technologique moderne afin de rattraper le retard qui l'a privée de son rang de puissance à

## Espionnage et bombe à neutrons

Le quotidien *Washington Post* a affirmé, vendredi 1<sup>er</sup> janvier, que des espions chinois ont volé dans des laboratoires nucléaires américains des informations ayant servi à la confection par Pékin d'une bombe à neutrons à la fin des années 80. Le journal cite à ce sujet des sources au sein du Congrès qui se réfèrent au rapport - encore confidentiel - de la commission de la Chambre des représentants chargée d'enquêter sur les transferts de technologie vers la Chine. En 1986, à l'époque de la présidence de Ronald Reagan (1981-1989), des agents chinois auraient subtilisé des informations utiles à la fabrication de la bombe à neutrons au Lawrence Livermore National Laboratory de Californie. De premières révélations en ce sens avaient filtré dès 1990. La Chine a fait exploser au moins une bombe à neutrons dans un essai sous-terrain au Xinjiang (Ouest) en 1988. Selon le journal, une enquête de la sécurité fédérale (FBI) à l'époque n'aurait donné lieu à aucune poursuite en justice. Depuis, la Chine a mis à profit « la sécurité relâchée » des laboratoires américains pour rassembler des informations confidentielles dans le domaine nucléaire, indique le *Washington Post*, citant les mêmes sources.

## Périlleuse ruée vers l'« or bleu » au large des côtes de la Mauritanie

Les céphalopodes sont la vraie richesse des eaux mauritanienes

**NOUADHIBOU**  
de notre envoyé spécial

On ne possède pas impunément les zones réputées les plus poissonneuses du continent africain. A

## REPORTAGE

Les adolescents dorment les uns contre les autres sous une bâche

Nouadhibou, sur la côte nord de la Mauritanie, c'est la ruée vers l'« or bleu ». Et, comme jadis au Far West, tous les coups sont permis.

La vraie richesse des eaux mauritanienes - et la principale source de devises pour l'Etat -, ce sont ses céphalopodes et, plus particulièrement, les milliers de tonnes de poulpes exportées jusqu'en Asie. Grâce à ces mollusques aux allures de produit de luxe, la Mauritanie, pays pauvre parmi les pauvres, s'offre le privilège d'une balance commerciale excédentaire à l'égard du Japon.

On commence jeune dans la carrière de pêcheurs de poulpes. Les fines embarcations qui, de nuit, partent poser au large des guirlandes de pots lestés de ciment où viendront s'enfermer les mollusques, embarquent des gosses de sept ou huit ans. Ils sont là pour écoper l'eau des chaloupes. En comparaison, les autres marins font presque figure d'adultes. Ils ont dix-sept ou dix-huit ans, d'après les papiers d'identité qu'ils conservent autour du cou enfermés dans du plastique. Mais les documents sont des duplicita douze, les visages plus juvéniles qu'ils ne devraient...

La vie est rude sur ces barques qui partent en caravane pour moissonner la mer une ou deux semaines durant. Sur chaque bateau embarquent six ou sept personnes. A bord, il n'y a pas de cabine. Les adolescents dorment serrés les uns contre les autres sous une bâche. Chaque jour, une embarcation retourne à Nouadhibou avec quelques dizaines de kilos de poulpes à bord. La nuit, l'un d'entre eux monte la garde. « Les gros chalutiers ne nous voient pas. Ils n'hésitent pas à nous foncer dessus. Chaque mois il y a des gens à nous qui sont tués », accuse un pêcheur mauritanien. Car la richesse des eaux mauritanienes attire beaucoup de monde. Des Sénégalais désargentés, venus en voisins, et qui embarquent comme marins. Et

## Les côtes les plus poissonneuses d'Afrique

CARACTÉRISTIQUES	
► CHEF DE L'ÉTAT (depuis 1984)	Colonel Maaouya Ould Sid 'Ahmed Taya
► RÉGIME PRÉSIDENTIEL - MULTIPARTISME	
► Ancienne colonie française, indépendante en 1960	
► SUPERFICIE	1 030 000 km <sup>2</sup>
► CAPITALE	Nouakchott
► POPULATION	2,3 millions d'hab. 40 % de Maures noirs, 30 % de Maures blancs, 30 % de Négro-Africains
► ESPÉRANCE DE VIE	51 ANS
► INDICE DE FÉCONDITÉ	5,4
► MORTALITÉ INFANTILE	101 %
► TAUX D'ANALPHABÉTISME	62,3 %
► RELIGION	ISLAM
► LANGUE OFFICIELLE	ARABE

tout une armada de chalutiers venus de Chine, des Pays-Bas, d'Ukraine, de Russie, d'Espagne ou des Etats-Unis...

En principe, la pêche aux céphalopodes est réservée aux seuls bateaux mauritaniens. Mais ce monopole est battu en brèche. D'abord par les navires venus de l'Union européenne (UE). A la suite d'un accord conclu en 1996 entre Bruxelles et Nouakchott, vingt-cinq navires de l'UE sont autorisés à pêcher des céphalopodes.

En 2001, à l'expiration de l'accord de pêche (assorti de compensations financières pour la Mauritanie), ils seront cinquante. « C'est beaucoup trop. Les stocks de céphalopodes n'ont pas le temps de se reconstituer », se plaint, Diop Mika, le numéro deux du Centre national de recherche océanographique et de pêche (CNROP). Du coup, pour tenter d'enrayer le déclin, le ministère des pêches et de l'économie maritime, a-t-il décreté fin août (à l'instar du Maroc confronté à un problème identique) « un arrêt biologique » de deux mois.

Le chiffre des captures donnent raison aux responsables mauritaniens : de 35 000 tonnes en 1992, les prises chutent depuis. En 1997, elles étaient revenues à 20 000 tonnes alors qu'entre-temps l'effort de pêche a fortement augmenté. « L'environnement, les changements de température de l'eau ont peut-être une part de responsabilité. Ils n'expliquent pas tout », ajoute le du Centre.

Les chalutiers de l'Union européenne ne sont pas les seuls en cause. Les centaines de bateaux qui opèrent dans les eaux mauritanienes ne sont autorisés à capturer que des poissons de surface

(sardines, maquereaux...) ou à pratiquer une pêche spécialisée (merlu, crevette, langouste, ect). A chaque type de pêche correspond une licence bien précise.

## « FAUSSE PÊCHE »

Dans les faits, ces distinctions ne valent guère. Lorsque 1 tonne de poulpe vaut vingt fois le prix de 1 tonne de maquereaux, la tentation est grande de tourner la loi. « Les bateaux pratiquent ce qu'on appelle "la fausse pêche". Ils détiennent une licence pour la sardine, mais s'emparent de pêcher le thon, plus rémunératrice », accuse le CNROP.

Les méthodes de pêche sont également montrées du doigt. « Des bateaux travaillent avec des filets de la taille de six terrains de football. On ne les relève plus. Le poisson est directement aspiré dans le navire... », explique M. Diop. Enfin, il y a « les pirates », ces chalutiers prédateurs de toutes nationalités qui la nuit pénètrent dans la réserve du banc d'Arguin, gigantesque réserve naturelle au sud de Nouadhibou, pour piller ses richesses.

Les autorités mauritanienes n'ont guère les moyens de faire respecter la réglementation. Avec deux navires de surveillance - non armés - et un avion loué à l'armée, quand la direction de la surveillance maritime dispose de peu d'argent, le combat est perdu d'avance. D'autant que, selon certains opposants politiques, le pouvoir joue contre son camp en octroyant des licences de pêche à ses « amis » alors qu'il faudrait en réduire le nombre.

**Jean-Pierre Tuquoi**

part entière. C'est ce qui explique l'irritation de Pékin depuis l'annonce des conclusions de la commission de la Chambre basse américaine. Il s'agit, a dit le porte-parole du ministère des affaires étrangères, « d'une distorsion malveillante de l'usage pacifique de la technologie spatiale par la Chine ». L'affaire « a nui à la bonne réputation internationale de la fusée Longue Marche ainsi qu'à son fabricant et à son exploitant [chinois] », a-t-il ajouté, laissant planer la menace de poursuites en justice.

Pour Pékin, cette mise en cause ne se limite nullement aux déboires de la présidence Clinton finissante, mais, perspective bien plus grave, risque d'affecter le flux de technologie américaine bien après l'an 2000. Un resserrement des contrôles américains dans ce domaine pourrait contraindre les Européens à se montrer plus regardants sur la fourniture d'équipements sensibles (en informatique, en communications, etc.) dont il est avéré que Pékin souhaite s'équiper autant pour leurs aspects militaires que pour leur usage civil.

**Francis Deron**

Lire aussi notre éditorial p. 10

**“GRAND JURY”**

**RTL - Le Monde - LCI**

**ALAIN RICHARD**

**ANIMÉ PAR OLIVIER MAZEROLLE**

AVEC PATRICK JARREAU (LE MONDE)

ET ANITA HAUSSER (LCI)

**DIMANCHE 18 H 30**





**MATIGNON** Face à l'offensive et au crédit politique retrouvés de Jacques Chirac, le premier ministre inaugure une nouvelle stratégie. Les premiers mois de 1999 de-

vraient être pour lui l'occasion de multiplier les interventions afin de tenter de convaincre l'opinion de la capacité réformatrice de son équipe. ● LE GOUVERNEMENT

continue de bénéficier de la confiance des Français. Après dix-huit mois à Matignon, la cote personnelle de Lionel Jospin comme celle de ses principaux ministres ré-

sistent à l'usure du pouvoir. L'ensemble de la gauche conserve également un socle d'opinion plutôt favorable, à quelques mois des élections européennes. ● CONSEIL-

LER GÉNÉRAL du canton de Cintegabelle depuis dix ans, M. Jospin demeure fidèle à ce territoire de Haute-Garonne qui l'avait réélu de justesse en 1992.

# Lionel Jospin est décidé à passer à l'offensive en 1999

Pour ressouder sa majorité « plurielle » et contrer le retour sur la scène politique de Jacques Chirac, le premier ministre s'apprête à intervenir davantage dans le débat public. Il entend défendre son image réformatrice, affaiblie par de récents cafouillages gouvernementaux

**GRISÉ** peut-être par sa forte popularité, Lionel Jospin a longtemps paru négliger la capacité d'intervention de Jacques Chirac. « *Sur les grands choix*, déclarait ainsi le premier ministre, le 16 octobre 1998 devant le conseil national du PS, *c'est nous qui fixons les impulsions. Le président de la République ne peut pas vraiment prendre de distance.* »

Aujourd'hui, ce genre de phrase et la vague condescendance dont elle témoigne n'ont plus cours à l'hôtel Matignon. Durant ces dernières semaines, M. Jospin et les siens ont noté l'habileté avec laquelle l'hôte de l'lysée a su imposer sa loi à toute l'opposition, et notamment à Philippe Séguin. Ils ont aussi redécouvert le poids et la force de la prééminence présidentielle, altérée un temps par l'échec de la dissolution, mais restaurée désormais, comme en témoignent le veto mis à la réforme du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) ou l'impact du discours de Rennes sur la modernisation de la vie publique (*Le Monde* daté 6-7 décembre 1998). Enfin, la tonalité des voeux du 31 décembre, implicitement critique à l'égard du gouvernement, achève de convaincre les uns et les autres de l'allant retrouvé de Jacques Chirac.

Pour y faire face, M. Jospin est décidé à modifier sa stratégie. Jusqu'ici, il fut un premier ministre relativement discret, mesurant parfois monnaie ses interventions dans les médias, réservant la plupart de ses annonces et de ses réponses à l'Assemblée nationale. Ce temps est révolu. Le mois de janvier devrait servir de banc d'essai à une communication nouvelle où, davantage que par le passé, le chef de gouvernement devrait se retrouver en première ligne. Ainsi, outre la présentation des voeux à la presse, le 12, et une explication de sa politique économique devant des chefs d'entreprise, lors du *Forum de l'Expansion*, le 21, il devrait participer à

un journal de vingt heures sur une chaîne de télévision nationale. D'autres prises de parole sont envisagées.

En s'engageant de la sorte, le premier ministre inaugure, sans le dire, une nouvelle phase de son action politique. Par sa personnalisation même, elle annonce un climat politique plus rude, où la multiplication des échanges verbaux entre le président et son chef de gouvernement risque d'altérer le climat de la cohabitation. Sur le fond, l'argumentaire de M. Jospin devrait s'articuler autour de trois thèmes. Convaincre d'abord que l'équipe gouvernementale se consacre en priorité à la première exigence des Français : la réduction du chômage. Ainsi, la préparation de la seconde loi sur les 35 heures ou le développement du plan emploi-jeunes constitueront

les grands chantiers de l'année qui s'ouvre (*lire ci-contre*). L'opportunité de revenir à l'autorisation administrative de licenciement pourrait également nourrir de nombreux débats entre le Parti socialiste et le gouvernement.

## PROCES D'IMMOBILISME

Outre l'accent mis sur la lutte en faveur de l'emploi, M. Jospin devrait saisir chaque occasion pour dresser la liste des réformes réalisées ou engagées. Ceci lui permettra d'atteindre son deuxième objectif : répondre au procès récurrent d'immobilisme que nourrit contre lui l'opposition, mais aussi parfois ses propres alliés de la gauche « plurielle ». Et d'aller ainsi tout naturellement vers le troisième : démontrer que, depuis la dissolution malheureuse de l'Assemblée nationale, le président demeure cantonné à l'incantation verbale, alors que le gouvernement, lui, travaille. Le premier ministre a déjà rôlé l'argument, le 15 décembre, sur RTL : « *J'ai trouvé qu'il y avait dans ce discours [de Rennes, prononcé par Jacques Chirac le 4 décembre] beaucoup d'emprunts au discours et à la pratique gouvernementale. Et justement, j'ai dit discours et pratique, et le problème, c'est que le gouvernement agit parce qu'il est en position d'agir.* » Le premier secrétaire du PS, François Hollande, l'a repris en qualifiant M. Chirac de « *commentateur* » de la vie politique, après ses voeux du 31 décembre (*Le Monde* du 2 janvier).

Pour être pleinement convaincant, M. Jospin devra résoudre quelques problèmes délicats. En effet, il peine depuis plusieurs mois à traduire concrètement la volonté réformatrice qu'il martèle dans ses discours. Le projet, par exemple, « *d'assurance-maladie universelle* », attendu par toute la gauche, réclame d'importants financements. Faute de les avoir encore dégagés, nul ne sait si ce texte sera effectivement présenté au Parlement ce printemps, comme cela a d'abord été annoncé. La loi sur le cumul des mandats offre une autre illustration des blocages que rencontre le gouvernement. Le refus affiché des parlementaires de l'opposition et celui, plus dissimulé, de ceux de la majorité d'interdire le couple député-maire ou sénateur-maire empêchent le premier ministre de mener à bien une réforme pourtant populaire dans l'opinion publique. Enfin, les hésitations sur le projet de loi concernant l'audiovisuel contribuent à fragiliser la position de M. Jospin. Retiré le 1<sup>er</sup> décembre, à quelques jours de sa présentation à l'Assemblée nationale, ce texte fait l'objet de rudes débats dans les coulisses gouvernementales. Catherine Trautmann plaide en faveur d'une présentation rapide d'une nouvelle version, alors que d'autres membres de l'équipe réclament son abandon. M. Jospin devrait trancher ce débat dans les prochains jours.

**AGACEMENT CROISSANT** Le premier ministre doit gérer ces difficultés à un moment où ses relations avec les autres responsables de la majorité se dégradent, sous l'effet notamment des prochaines élections européennes. M. Jospin témoigne d'un agacement croissant devant l'attitude de Dominique Voynet, la ministre de l'environnement, accusée d'exprimer publiquement ses désaccords sur la politique d'immigration ou le nucléaire. Quant à Robert Hue, secrétaire national du PCF, toujours chahuté par sa base militante, il continue de réclamer « *une plus nette inflexion* à

gauche de la politique financière et sociale ». Dans ce contexte, le retour de Jean-Pierre Chevènement, lundi 4 janvier, constitue un renfort appréciable.

Face à ces embûches, M. Jospin possède un atout essentiel : son excellente image personnelle auprès

## Le gouvernement attendu sur les dossiers sociaux

**Le gouvernement de Lionel Jospin est attendu en 1999 sur trois sujets : le développement des emplois-jeunes dans les secteurs public et privé vient en tête des priorités pour 39 % des Français, suivie de la mise en place des 35 heures (23 %) et de la réforme du système des retraites (23 %), d'après une enquête de l'IFOP pour l'*Express* (31 décembre-6 janvier), réalisée les 17 et 18 décembre 1998 auprès d'un échantillon représentatif de la population âgée de dix-huit ans et plus, selon la méthode des quotas. L'interdiction du cumul des mandats (15 %), l'accompagnement du passage à l'euro (14 %) et la réforme de la justice (13 %) figurent aussi parmi les projets que les Français souhaitent voir avancer. Le chômage reste, bien sûr, en tête des préoccupations des Français. Si le pessimisme recule, l'étude de l'IFOP montre que 69 % des personnes interrogées ne croient pas qu'il diminuera en 1999 (contre 80 % en décembre 1997).**

de l'opinion (*lire ci-contre*). C'est ce capital qu'il entend désormais faire fructifier. Une évolution stratégique qui ressemble à s'y méprendre à un échauffement avant le grand combat.

**Jean-Michel Aphatie**

## Cinq atouts dans l'opinion

Même si « l'effet Mondial » de l'été s'est résorbé, le premier ministre dispose de bons points d'appui dans l'opinion publique.

### ● Une cote personnelle forte.

Lionel Jospin bénéficie de la confiance de plus de la moitié des Français (49 % pour l'IFOP, 53 % pour CSA, 55 % pour BVA, 61 % pour Ipsos, 63 % pour la Sofres et 68 % pour Louis-Harris). Cette popularité reste exceptionnelle pour un premier ministre en exercice. Après dix-huit mois de présence à l'hôtel Matignon, seuls Jacques Chaban-Delmas au début des années 70 et Edouard Balladur entre 1993 et 1995 avaient fait mieux, selon le baromètre de l'IFOP.

**● Un gouvernement populaire.** L'équipe constituée en juin 1997 résiste, pour l'heure, à l'usure du pouvoir. Outre le chef du gouvernement lui-même (65 %),

plus de la moitié des Français (52 %) souhaitent voir Martine Aubry jouer un rôle important dans l'avenir ; cette attente est partagée par 48 % des personnes sondées s'agissant d'Elisabeth Guigou, 44 % pour Ségolène Royal, 43 % pour Dominique Strauss-Kahn et 42 % pour Dominique Voynet, selon le baromètre de la Sofres de janvier. Ces ministres devancent le président du RPR, Philippe Séguin (39 %), et surtout les autres leaders de l'opposition (26 % pour Alain Madelin, 24 % pour François Bayrou).

### ● Le PS majoritaire dans l'opinion.

L'enquête régulière de la Sofres sur l'image comparée de la gauche et de la droite démontre que, fin 1998, la gauche bénéficie d'un niveau de confiance sans équivalent depuis le début des années 80 (44 %, soit 21 points de plus que la droite). Quant au Parti socialiste, il est la seule des grandes formations politiques à susciter la confiance d'une majorité de Français (61 % en juin 1997, 58 % en

janvier 1999, selon la Sofres), tandis que les Verts se situent à 50 % en moyenne depuis dix-huit mois. Avec 36 % de confiance, le PCF fait aussi bien que le RPR (37 %) et devance l'UDF (32 %).

**● Un socle électoral préservé.** La gauche de gouvernement (PS, PCF, Verts, Radicaux de gauche et Mouvement des citoyens) avait remporté les législatives de 1997 avec 42,25 % des voix au premier tour. Dans l'état actuel de l'opinion, ce capital ne paraît pas entamé.

Selon les trois dernières enquêtes réalisées, en décembre, sur les intentions de vote pour les européennes de juin 1999, les listes du PCF, du PS et des Verts recueilleraient, à elles trois, 41,5 % des voix selon CSA, 43 % pour BVA et 44 % pour Louis-Harris.

**● Un bilan convaincant.** Selon la dernière enquête d'Ipsos, en décembre, près des deux tiers des Français (64 %) portent un jugement positif sur le bilan actuel de Lionel Jospin, contre 33 % qui ont un jugement négatif.

# Les leçons de démocratie directe dispensées au conseiller général de Cintegabelle

## TOULOUSE

*de notre correspondant régional*  
« Si, à cette époque, le résultat avait été inversé, j'aurais arrêté la politique, car j'aurais ressenti cela

## REPORTAGE

**M. Jospin aime arpenter son fief pour « saisir un état d'esprit, une tonalité »**

comme un désaveu personnel. » Lionel Jospin admet sans difficultés que sa réélection comme conseiller général, en avril 1992, par cinquante-deux voix d'avance seulement, a constitué un tournant. Cinquante-deux voix ! Une part du destin de celui qui allait devenir premier ministre s'est donc jouée dans un mouchoir ce dimanche-là, à Cintegabelle, chef-lieu d'un canton rural de 4 500 habitants, aux paysages désespérément voués à l'uniformité des champs de maïs, parsemés de villages qui ne brillent pas par leur pittoresque, traversés par une route nationale trop étroite où s'entrelient camions et automobiles entre Toulouse et l'Espagne.

Le 13 décembre 1988, Lionel Jospin est élu pour la première fois conseiller général de Cintegabelle, en remplacement du conseiller socialiste sortant, Jacques Pic, le boulanger du village, soudainement décédé. Il devient ainsi le 53<sup>e</sup> conseiller général de la Haute-Garonne, un département, hormis la ville de Toulouse, quasi exclusivement dédié au Parti socialiste. L'événement, confirmé une première fois de justesse en 1992, puis très largement en mars 1998, paraît minuscule à l'échelle de la politique nationale. A l'écart des caméras, l'épisode a néanmoins façonné l'individu. Lio-

nel Jospin, homme de la ville et dirigeant politique national, se félicite d'être depuis dix ans conseiller général « de base » d'un modeste canton rural, le seul mandat électif qu'il a gardé : « *La petite taille d'un canton provoque un effet de démocratie directe extrêmement positif pour un responsable politique national* », analyse-t-il aujourd'hui. Ce que Pierre Izard, le président (PS) du conseil général de Haute-Garonne, traduit dans une formule plus enjouée : « *Il vient plus par plaisir que par devoir, et je crois qu'il part mieux qu'il arrive.* »

### ● PAS DE PASSE-DROIT !

Une fois tous les quinze jours environ, le vendredi, commence « la cohorte des gens » avec le premier ministre dit se sentir bien, « *dans un rapport personnel et humain* », déborde les frontières de la tribu rapprochée où règnent Pa-

trick Lemassé, son suppléant de la 7<sup>e</sup> circonscription, et François Delplat, son chargé de mission local. Les habitants s'adressent à lui sans cérémonie, l'interpellent parfois, sur les retraites agricoles ou les sans-papiers. Il écoute, questionne, plaisante, sans familiarité excessive. Une proximité qui, à l'évidence, lui convient. « *Il faut le voir prendre le volant de sa voiture quand il arrive à l'aéroport de Blagnac*, raconte François Delplat. C'est comme s'il respirait à nouveau. »

**● PAS DE PASSE-DROIT !** Une fois tous les quinze jours environ, le vendredi, commence « la cohorte des gens » avec le premier ministre dit se sentir bien, « *dans un rapport personnel et humain* », déborde les frontières de la tribu rapprochée où règnent Pa-

trick Lemassé, son suppléant de la 7<sup>e</sup> circonscription, et François Delplat, son chargé de mission local. Les habitants s'adressent à lui sans cérémonie, l'interpellent parfois, sur les retraites agricoles ou les sans-papiers. Il écoute, questionne, plaisante, sans familiarité excessive. Une proximité qui, à l'évidence, lui convient. « *Il faut le voir prendre le volant de sa voiture quand il arrive à l'aéroport de Blagnac*, raconte François Delplat. C'est comme s'il respirait à nouveau. »

### ● PAS DE PASSE-DROIT !

Une fois tous les quinze jours environ, le vendredi, commence « la cohorte des gens » avec le premier ministre dit se sentir bien, « *dans un rapport personnel et humain* », déborde les frontières de la tribu rapprochée où règnent Pa-

trick Lemassé, son suppléant de la 7<sup>e</sup> circonscription, et François Delplat, son chargé de mission local. Les habitants s'adressent à lui sans cérémonie, l'interpellent parfois, sur les retraites agricoles ou les sans-papiers. Il écoute, questionne, plaisante, sans familiarité excessive. Une proximité qui, à l'évidence, lui convient. « *Il faut le voir prendre le volant de sa voiture quand il arrive à l'aéroport de Blagnac*, raconte François Delplat. C'est comme s'il respirait à nouveau. »

### ● PAS DE PASSE-DROIT !

Une fois tous les quinze jours environ, le vendredi, commence « la cohorte des gens » avec le premier ministre dit se sentir bien, « *dans un rapport personnel et humain* », déborde les frontières de la tribu rapprochée où règnent Pa-

trick Lemassé, son suppléant de la 7<sup>e</sup> circonscription, et François Delplat, son chargé de mission local. Les habitants s'adressent à lui sans cérémonie, l'interpellent parfois, sur les retraites agricoles ou les sans-papiers. Il écoute, questionne, plaisante, sans familiarité excessive. Une proximité qui, à l'évidence, lui convient. « *Il faut le voir prendre le volant de sa voiture quand il arrive à l'aéroport de Blagnac*, raconte François Delplat. C'est comme s'il respirait à nouveau. »

## Un parachutage laborieux dans les terres du « socialisme cassoulet »

## TOULOUSE

*de notre correspondant*

« *J'ai appris l'arrivée de Lionel Jospin en Haute-Garonne sur mon bateau, en écoutant la radio* », se souvient Alain Bénéteau, secrétaire de la fédération départementale du Parti socialiste de Haute-Garonne. Cet ancien rocardien, qui s'apprête aujourd'hui à passer la main, rappelle que le Parti socialiste local traversait alors une terrible tempête.

Au lendemain des élections régionales et législatives de 1986, qui avaient vu le jeune maire centriste de Toulouse, Dominique Baudis (UDF), s'emparer de la région Midi-Pyrénées, les journaux ne bruissaient que de cette incroyable négociation entre des responsables socialistes locaux et les premiers élus du Front national. Lionel Jospin, qui était aux commandes du PS, décida alors de venir lui-même faire le ménage dans cette fédération, qui fleurait encore le mollementisme d'avant le congrès d'Epinal.

Délaissant Paris et le 18<sup>e</sup> arrondissement, où il venait pourtant d'être réélu, le premier secrétaire du PS annonçait, le 17 juillet 1986, qu'il se présenterait en Haute-Garonne à la faveur de l'annulation des élections législatives, provoquées par un transfuge du PS local. Sur ces terres réputées de gauche, même « cassoulet », le parachutage se révélera laborieux. Titulaire de son seul mandat de conseiller général de Cintegabelle, après son échec aux élections législatives de 1993, il se replie à la présidence du comité départemental d'expansion économique, dans un bâtiment annexe du conseil général.

### ● AMBITIONS NATIONALES

Il apprend à ses dépens que les caciques socialistes du département tiennent toujours la fédération qu'il s'était fixé de rénover. Le clivage est flagrant en janvier 1995, quand l'ensemble de l'appareil du parti appelle ouvertement à lui préférer Henri Emmanuelli, dans la course à l'investiture pour

l'élection présidentielle. Mais la base des militants le sauve, en lui apportant contre toute attente la majorité des suffrages. Depuis, l'ancien ministre de l'éducation nationale est enfin reconnu comme le plus illustre des militants du département. On lui pardonne même de n'avoir pas pris la tête de la croisade annoncée pour reprendre le Capitole, cette m

**LOISIRS** Phénomène récent, la magie pratiquée comme un loisir séduit un nombre croissant de Français. Plusieurs milliers d'amateurs de tous âges font aujourd'hui la fortune des

boutiques spécialisées, qui se multiplient dans les grandes villes. ● **L'ART MAGIQUE**, popularisé par les émissions de télévision et les grands spectacles d'illusionnistes célèbres, a

désormais ses fidèles et ses musées, à Paris, au cap d'Agde et à Blois, où la Maison de la magie, inaugurée par Jack Lang, a déjà accueilli 100 000 visiteurs. ● **LES MAGICIENS** profession-

nels redoutent une concurrence déloyale. « Les amateurs sont souvent enclins à arrondir leurs fins de mois en travaillant sans être déclarés », déplore Jack Barlet, délégué du Syn-

dicat français des artistes-interprètes. ● **À BESANÇON**, Denis Costille se bat, sous le pseudonyme de Balsamo, pour préserver l'éthique et les secrets de sa profession.

# Les Français sont de plus en plus nombreux à pratiquer la magie en amateurs

Cet engouement pour la prestidigitation pratiquée comme un loisir se traduit par la multiplication des cercles et des congrès. Il inquiète les rares magiciens professionnels qui vivent de leur art et redoutent une concurrence déloyale de ces nouveaux intermittents de l'illusionnisme

**AUX VISITEURS** égarés à la recherche d'un cadeau original, Guy Lore propose bien quelques « bricoles », comme le portefeuille explosif ou les jetons qui changent de couleurs. Mais les accessoires permettant de « décapiter, transformer, faire apparaître ou disparaître » la partenaire de son choix, le « marchand de trucs » ne les réserve qu'aux vrais magiciens. « Je pose toujours quelques questions pour savoir à qui j'ai affaire, prévient le propriétaire de la boutique Paris Magic. Ici, je n'ai rien à vendre aux clients qui viennent chercher des tours sans connaître les principes de base de notre profession. »

Loin de « débiter » les grands secrets de la lévitation ou de la transmission de pensée, la diffusion de livres spécialisés, de CD-ROM ou de cassettes vidéos expliquant les rudiments de la prestidigitation aux néophytes a permis le développement récent d'un nouveau type de loisir.

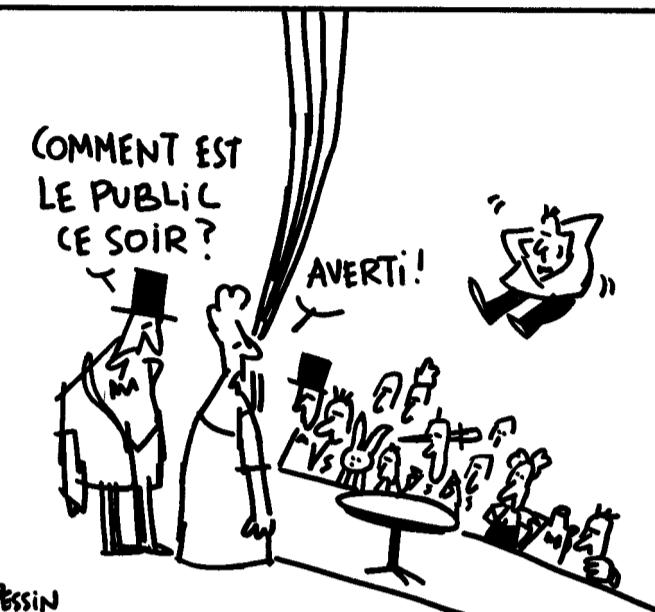
« Pratiquer l'art magique est avant tout une détente, une relaxation, explique Gérard Majax. C'est une passion qui procure du bonheur et de l'évasion. »

Comme Paul Joseph, un fanatique des tours de corde qui a attendu la retraite pour s'acheter sa première baguette magique, plusieurs milliers d'amateurs de tous les âges font aujourd'hui la fortune des boutiques spécialisées qui se multiplient dans les grandes villes. « La première fois que j'ai vu Majax présenter les anneaux chinois, je n'en ai pas dormi de la nuit, se rappelle Paul Joseph. Et au petit matin, j'ai fini par trouver le truc. »

## PHÉNOMÈNE MÉDIATIQUE

Plus récemment, le phénomène médiatique David Copperfield a lui aussi contribué à faire naître des vocations. « De plus en plus de jeunes s'intéressent à la magie, constate Guy Lore. Ils avaient dix ans quand ils ont découvert Garcimore ou Gilles Arthur à la télévision. Aujourd'hui, ils en ont vingt, et ils continuent à venir acheter des trucs tous les ans. » La multiplication des cercles d'amateurs, comme les congrès très fréquentés de l'Association française des artistes prestidigitateurs, témoignent de cet engouement. L'art magique a désormais ses fidèles et ses musées, à Paris, au Cap-d'Agde et à Blois, où la Maison de la magie inaugurée cette année par Jack Lang a déjà accueilli 100 000 visiteurs.

Cette « ouverture de la profession vers le grand public », dont se réjouit Steve Gotson, le directeur de *La Revue de la prestidigitation*, ne fait pourtant pas l'unanimité dans le petit monde des magiciens professionnels. « Des fossyeurs organisés, soucieux de creuser plus vite, vont jusqu'à organiser des ateliers,



déversant des pans entiers du précieux patrimoine magique à d'innocents bambins qui ne leur ont rien demandé, et qui ont atterri là parce que le jeu était complet », accuse *Le Crapaud*, une revue clandestine diffusée parmi les professionnels.

« Les petits trucs de physique amusante ne menacent pas la survie

des magiciens, réplique Gérard Majax, accusé par ses détracteurs anonymes de divulguer les secrets du métier. Ils donnent le goût de la magie aux jeunes, qui doivent ensuite travailler fort pour progresser. »

L'accroissement spectaculaire du nombre d'amateurs, que Georges Proust estime à un million dans le

monde, pose surtout le problème de la concurrence déloyale. « Les amateurs sont souvent enclins à arrondir leurs fins de mois en travaillant sans être déclarés, avec la complicité des personnes qui les engagent, accuse le magicien Jack Barlet, délégué du Syndicat français des artistes-interprètes, qui milite pour une reconnaissance statutaire des magiciens. Les amateurs, qui travaillent souvent pour le plaisir de l'art, ne doivent répondre qu'à une seule règle déontologique : respecter le pain du professionnel. »

## LAPINS DANS LES POCHE

Découpeurs de femmes, forçats en mal d'évasion ou pickpockets aux poches remplies de lapins, les magiciens professionnels ne sont guère plus de deux cent cinquante à pouvoir vivre en France de leurs secrets. Après la disparition des petites salles de cabaret, détrônées par la télévision, seule une poignée d'entre eux se produisent encore sur scène. « On ne voit pratiquement plus de magiciens dans les théâtres, regrette Georges Proust, créateur de l'Académie de magie et du Musée de la curiosité à Paris. En 1930, un magicien pouvait rester quatre ans dans la capitale en changeant régulièrement de salle. Au-

jourd'hui, un jeune n'a plus de lieu pour débiter. »

Quant aux cirques, « il n'y a jamais eu beaucoup de magiciens sous les chapiteaux, et il y en a de moins en moins », constate Guy Lore. Privés du grand public, 80 % des pro-

## Polémique sur une émission « scélérate »

L'émission s'appelle « *Breaking the Magician's Code* ». En trois épisodes de quarante-cinq minutes, elle révèle aux téléspectateurs les secrets des plus grands tours de la prestidigitation. En France, un collectif des magiciens s'est créé voici quelques mois pour s'opposer à la diffusion de cette émission « scélérate », achetée par France 3 à la chaîne américaine Fox (*Le Monde* « Télévision-Radio-Multimédia » daté 11 octobre).

En quelques minutes, c'est tout le patrimoine d'un art millénaire qui se retrouverait réduit à néant, estime Georges Proust, directeur de l'Académie de magie. « Aujourd'hui, les magiciens ont besoin du tremplin de la télévision, explique-t-il, pas d'une émission voyeuriste uniquement programmée pour faire de l'audimat. Ce coup médiatique est indigne d'une société d'Etat dont le but est le développement de la culture. » Pour l'instant, la situation est gelée. « Chacun campe sur ses positions », explique la direction de France 3, qui s'est seulement engagée à ne pas diffuser « sauvagement » le programme de la Fox.

professionnels travaillent désormais au coup par coup, pour les associations, les collectivités locales ou les entreprises. Mais là encore, les difficultés économiques qui affectent le secteur privé ont considérable-

baisser. » Les tarifs, qui varient en fonction de la notoriété de l'artiste, de l'importance de sa mise en scène ou du nombre de ses partenaires, peuvent en effet atteindre plusieurs milliers de francs.

Pour ne pas disparaître, les prestidigitateurs ont dû trouver de nouveaux débouchés, notamment auprès des directions d'entreprises, qui les recrutent pour des soirées événementielles, des lancements de produits ou des petits films de communication interne. Certains se sont spécialisés dans l'animation de croisières ou dans les tournées promotionnelles de marques de cigarettes ou d'alcool, pour lesquelles toute publicité est interdite. D'autres retrouvent le public dans les parcs d'attraction, où ils organisent parfois de gigantesques revues. La plupart d'entre eux participent enfin à des congrès internationaux, où ils sont rémunérés pour dévoiler leurs tours devant des parterres de prestidigitateurs en herbe.

## RECONNAISSANCE DU PUBLIC

Individualistes, mal organisés, les magiciens aspirent aujourd'hui à une reconnaissance du public et des organismes culturels. Ils ont le souci de ne plus passer pour des « spécialistes des farces et attrapes ou des spectacles pour enfants », mais la télévision ne leur facilite guère la tâche. « Les jongleurs, les mimes, les magiciens ne sont jamais programmés dans les spectacles de variétés, regrette Gérard Majax. Personne ne les connaît ou ne fait l'effort d'aller les voir, parce qu'ils n'ont pas d'attachés de presse, ni de maisons de disques. »

Jean-Pierre Tenoux

Alexandre Garcia

# Des « buveurs d'eau » du Moyen Age aux « grandes illusions » du XX<sup>e</sup> siècle

**COMME** bien des arts scéniques, la prestidigitation fut d'abord utilisée à des fins religieuses. « Dans l'Antiquité, les prêtres faisaient parfois office de médecins ou de sorciers pour défendre les hommes contre tout ce qui leur faisait peur, explique Maurice Saltano, auteur du livre *Les Magiciens* (éditions Alternatives, 1990). Mais, comme ça ne marchait pas toujours, ils ont été tentés par le trucage, pour faire parler les statues des dieux ou pour que les portes des temples s'ouvrent toutes seules... » Chez les Grecs, les Assyriens ou les Chinois, ces personnages appliquent déjà des principes optiques, physiques ou chimiques pour créer l'illusion. A Rome, les joueurs de gobelets apprennent à faire apparaître ou disparaître un galet tout en dispernant savamment l'attention du spectateur.

Au Moyen Age, les tours de passe-passe ont lieu sur les places publiques, dans les foires, sur les tréteaux des vendeurs d'élixirs. Des « buveurs d'eau » avalent des litres avant de les régurgiter en changeant la couleur ou l'odeur du liquide. « Les bateleurs étaient tolérés, mais il ne fallait pas qu'ils aillent trop loin, explique le magicien Sylvain Solustri, du Musée de la curiosité. Car tout ce qui sortait un peu trop de l'ordinaire sentait le soufre et pouvait devenir dangereux pour le magicien. »

**MARIAGE AVEC LA SCIENCE** Le mariage de la science et de la prestidigitation s'épanouit au XVIII<sup>e</sup> siècle : les escamoteurs adoptent alors le titre de « physiciens », groupent leurs tours pour donner les premières représentations de « physique amusante ». Il faut toutefois attendre Robert Houdin (1805-1871) pour que l'illusionnisme s'élève au rang d'art du spectacle. Ce fils d'horloger révolutionne les pratiques figées du Moyen Age en délaissant les costumes chamarrés pour l'habit noir et en tirant la prestidigitation de la rue pour en faire un spectacle

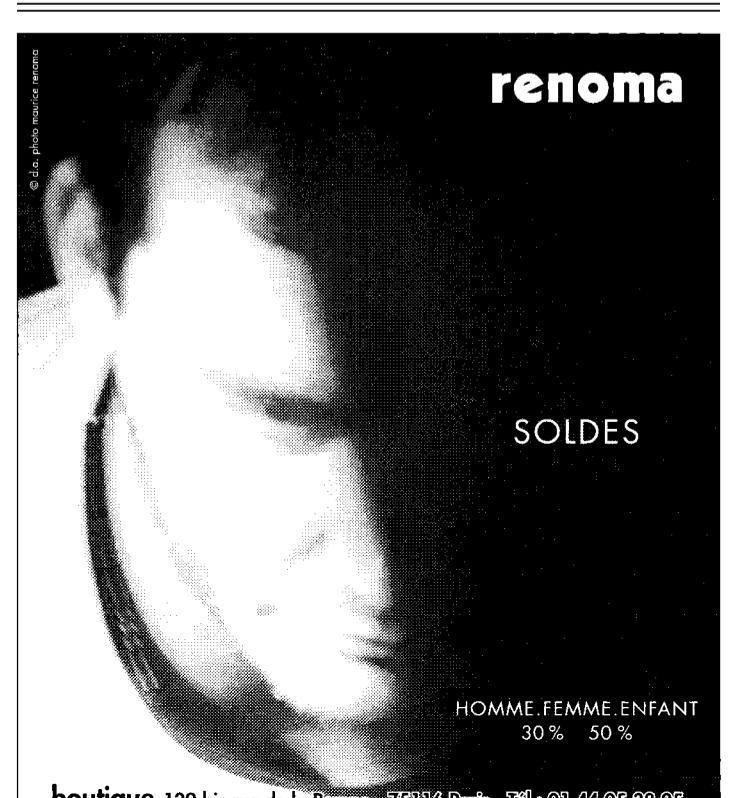
de scène couru par les foules parisiennes. Dans son Théâtre des Soirées fantastiques, il présente à partir de 1845 des tours qui doivent autant à la science qu'à sa dextérité. Après lui, Buatier de Kolta (1845-1903) enrichit le répertoire des prestidigitateurs d'inventions déconcertantes, comme le tour de la « cage eclipsée » ou celui du « dé grandissant ». En 1865, Isidore Bonhôte oriente les attractions d'illusionnisme vers une nouvelle branche, la transmission de pensée, bientôt suivie par les évasions spectaculaires de l'Américain Harry Houdini.

Au vingtième siècle se développent les numéros de manipulateurs de cartes à jouer, de cigarettes, de pièces de monnaie, de cordes et de foulards. Les premières colombes s'échappent des boîtes magiques. Les tours de « grandes illusions » se multiplient : la femme scie en morceaux, le coupeur de têtes, la crémation, s'ajoutent aux numéros des hypnotiseurs, des pickpockets

et des fakirs avaleurs de sabres. Le music-hall a également ses stars de la magie, comme Siegfried and Roy et les mises en scène grandioses de leur show de Las Vegas.

## NOUVELLE GÉNÉRATION

Issue des arts de la rue, du théâtre, de la danse ou du mime, une nouvelle génération de magiciens privilégié aujourd'hui la scénographie, la technique du truc n'étant plus une fin en soi mais un prétexte artistique. Parallèlement, l'illusionnisme se développe beaucoup dans la magie dite « rapprochée », inventée par Gérard Majax dans les années 70. Ces petits tours de manipulation présentés en fin de dîner sous le nez des gens font appel à la psychologie du spectateur. « Le trucage est devenu infime, assure Maurice Saltano. C'est presque de la vraie magie... parce qu'on travaille directement sur l'esprit du public. »



SOLDES

HOMME FEMME ENFANT 30% 50%

boutique 129 bis rue de la Pompe - 75116 Paris - Tél : 01 44 05 38 25

A. Ga.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1959,

Fidel Castro

mettait fin au règne

du dictateur

Batista. Pour le

40<sup>e</sup> anniversaire de

la Révolution cubaine,

Le Monde a demandé

au journaliste Raul

Rivero de raconter la

vie quotidienne dans

l'île rouge. Fondateur

de l'agence

indépendante Cuba

Presse, Raul Rivero

a rompu en 1991 avec

le régime castriste en

signant « La lettre des

dix intellectuels », qui

demandait au maître

de La Havane des

élections libres. Sur

les dix signataires de

cet appel, Raul Rivero

est le seul à n'avoir

pas quitté son pays,

en dépit des pressions

et des menaces dont

il fait l'objet. Il existe

beaucoup de Cuba.

Celui de la

nomenklatura,

celui des touristes

et des diplomates.

Ces Cuba-là

se ressemblent. Il y a

aussi le Cuba des gens

qui ne reçoivent pas

un seul des millions

de dollars que

les exilés de Miami

envoient chaque

année dans l'île.

Ce texte parle d'eux.



REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE DE BÉLA BÓKA

sagers. Le prix de la course est de 10 pesos. Il est fréquent, aujourd'hui, de voir une de ces luxueuses Cadillac, importées jadis par la bourgeoisie cubaine, pétarader dans une avenue et apporter sa contribution à la pollution par une épaisse colonne de fumée noire sortant directement du tube sans pot d'échappement.

Dans les régions rurales, on a également aménagé des vieux camions pour le transport des passagers : ils relient les capitales de province aux petites villes et aux villages.

« Si j'avais employé tout le temps que j'ai perdu ces dernières années à attendre la guagua [mot cubain pour désigner l'autobus] ou n'importe quoi d'autre pour me déplacer, je serais docteur ès sciences ou un grand savant. On y passe des heures et des heures, mais on finit toujours par arriver », soupire le vétérinaire Alfredo Vargas.

Les touristes, les étrangers de passage et la catégorie naissante des insulaires qui ont de l'argent peuvent utiliser au moins trois classes de taxis. Du plus ostentatoire, le taxi Mercedes, au simple taxi Citroën à pétrole, moins cher et à bout de souffle. Cuba a aussi le privilège d'avoir, si on les paye en dollars ou en leur équivalent en monnaie locale, les chauffeurs de taxi les plus cultivés d'Amérique latine. Des centaines de retraités ou de fonctionnaires, qui ont tout simplement démissionné de leur poste, vous conduisent en n'importe quel point de La Havane : c'est ainsi que le touriste peut se promener sur le Malecon - le boulevard du front de mer - en ayant droit, en prime, à un débat de haut niveau sur la philosophie, l'art ou l'économie. Ou à un cours d'orthopédie, de marxisme et de cybernétique.

Dans sa Moskitch russe, Ciro Trueba se laisse glisser en roue

#### RATIONS MENSUELLES AUXQUELLES DONNENT DROIT LES CARTES D'ALIMENTATION

##### A LA HAVANE

- 6 livres (1 livre cubaine = 460 g) de riz ;
- 3 livres de sucre roux ;
- 3 livres de sucre raffiné ;
- 20 onces (environ 550 g) de légumes secs (pois chiches ou lentilles) ;
- 12 onces (environ 340 g) de café ;
- 0,5 litre d'huile (tous les deux ou trois mois) ;
- 10 onces (environ 280 g) de sel ;
- 0,5 livre de mortadelle (tous les deux mois) ;
- 1 litre de poisson ;
- 6 œufs par personne.

##### EN PROVINCE

- 5 livres de riz ;
- 3 livres de sucre roux ;
- 3 livres de sucre raffiné ;
- 16 onces (environ 450 g) de légumes secs (pois chiches ou lentilles) ;
- 0,5 litre d'huile (deux fois par an) ;
- 4 onces (environ 115 g) de café ;
- 6 onces (environ 170 g) de sel ;
- 8 œufs par mois ;
- 0,5 litre de chair à saucisse (mélangée avec du soja) ou de jambon ;
- un demi-morceau de savon à lessive (tous les trois mois) ;
- un demi-morceau de savon de toilette (tous les trois mois) ;
- 1 tube de dentifrice (tous les deux mois).

libre sur la grande avenue 23, dans le quartier du Vedado : « j'ai obtenu mon diplôme d'architecte il y a vingt-sept ans. Aujourd'hui, je gagne 340 pesos par mois. Je suis obligé de passer deux ou trois heures par jour à faire le taxi. La paire de chaussures coûte 250 pesos, et l'avocat 10. »

A Cuba, à l'exception d'un certain nombre de propriétaires de petits restaurants de douze chaises et de minuscules cafés, pizzerias et pâtisseries artisanales, le grand patron est l'Etat. On dit aussi, moitié en plaisantant, moitié sérieusement, qu'aujourd'hui, quand un Cubain postule à un emploi, il ne demande pas quel est le salaire, mais ce qu'il pourra voler.

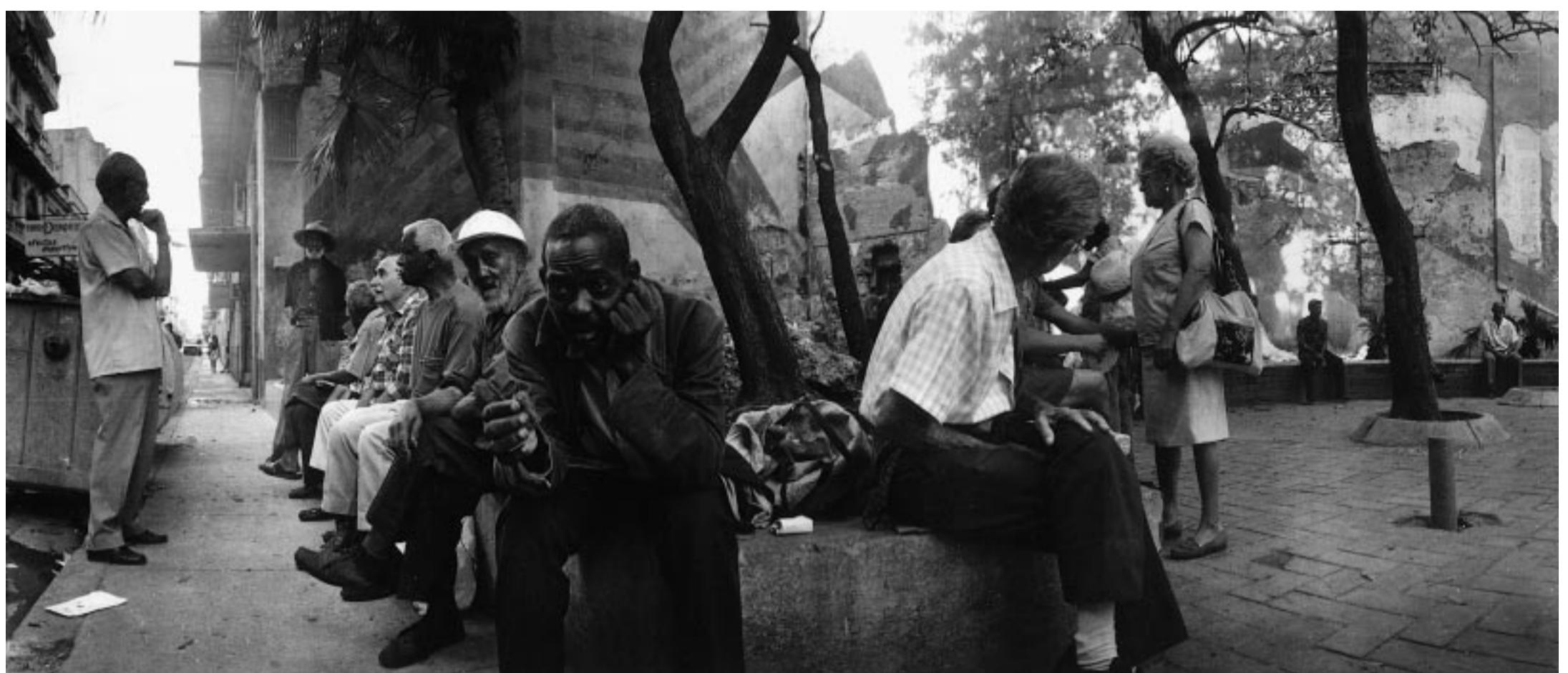
La société a vu se développer ce qu'on appelle le syndrome de Robin des Bois : les malins qui rapportent quotidiennement quelque chose de leur lieu de travail, ceux qui savent « s'arranger » sont considérés avec sympathie. Délit ou péché, leur comportement n'est pas perçu par la communauté comme une faute, mais bien comme une manière de lutter pour survivre. Si bien que ces gens sont connus dans tout Cuba sous le nom de « lutteurs ».

**I**LS s'inscrivent dans la plus pure tradition picaresque espagnole. Ce sont de braves gens qui se sont vus obligés de vivre dans cette zone d'ombre « à cause du blocus américain », disent ceux qui suivent le gouvernement. « A cause du blocus américain, à cause du code pénal draconien, à cause de cet acharnement à tout contrôler, y compris les mers qui nous entourent et l'air que nous respirons », dit Félix Velasquez, un militant des droits de l'homme. Dans le contexte de la pénurie, beaucoup de solutions passant par le vol, et plus généralement par des activités délictueuses, sont acceptées.

En novembre, un commando d'employés du secteur de l'alimentation de la province de Camagüey a attaqué une banque et emporté la caisse, environ 100 000 pesos et, la même semaine, on a appris que le gou-

**Scènes de la vie quotidienne à La Havane et dans sa banlieue. Béla Dóka, photographe hongrois, auteur de ces images publiées pour la première fois en France, a séjourné à Cuba de 1994 jusqu'en août 1998. Depuis cette date, il vit à Paris.**





verneur de la province était démis de ses fonctions pour des malversations se montant à plusieurs milliers de dollars. La corruption, la malhonnêteté, l'*« invention »*, la *« lutte »* maintiennent la société cubaine de cette fin de siècle, quarante ans après la victoire de la guérilla, dans une sorte de marécage. Dans un piège.

C'est l'un des pires côtés du capitalisme pauvre, africain, qui s'est installé ici et qui s'étend de jour en jour. Et les conquêtes du socialisme réel se dissolvent dans l'inefficacité du système. La production est rachitique, l'agriculture stagne, et les autorités refusent de permettre à l'individu de s'affranchir du carcan de l'Etat et de se déterminer lui-même.

L'éducation est gratuite, mais elle est, clairement, un endoctrinement. *« Qui construit les circulos infantiles (les garderies d'enfants), les écoles et les hôpitaux ? »*, demande, faussement naïf, un manuel pour les classes primaires distribué en 1988. Carlos M., trente-deux ans, fonctionnaire, se pose la question : *« Comment cela se passait-il dans le Cuba d'avant 1959 ? Je ne suis pas religieux, mais je veux que mes enfants soient éduqués sans qu'on leur inculque aucun dogme. A notre époque, demander cela est un crime. Une éducation, une bonne éducation et rien d'autre, pour qu'ils choisissent ensuite eux-mêmes leur couleur politique. Pas de Lénine, pas de Marx, pas de pensée obligatoire. Les enfants doivent aller à l'école pour se préparer à une profession, pas pour servir une idéologie. »*

On dit, moitié en plaisantant, moitié sérieusement, qu'aujourd'hui quand un Cubain postule à un emploi, il ne demande pas quel est le salaire, mais ce qu'il pourra voler

Au cours des dernières décennies, les autorités ont toujours eu la volonté d'offrir à la population une santé publique de luxe. Un réseau de services couvre l'île, avec un médecin pour quatre cents habitants. Seulement voilà : la crise économique, la disparition du camp socialiste et, aussi, selon les fonctionnaires de l'Etat, l'embargo américain ont fait du système un champ de ruines. La Havane et d'autres villes importantes sont périodiquement assaillies par la gale et les poux, et des maladies comme la tuberculose et la dengue ont fait leur réapparition. Et diverses épidémies ont fait des victimes dans la population. Elier, employé des chemins de fer, cinquante-deux ans : *« Je préfère me soigner avec des remèdes de bonne femme que de sortir de ma chambre. Aller à l'hôpital, c'est l'enfer. Il faut apporter ses draps et ses serviettes, le savon et la nourriture. Et, ensuite, connaître quelqu'un à l'étranger qui vous envoie les médicaments. Les médecins sont bons, mais le service paramédical est catastrophique. Le personnel hospitalier est très mal payé. C'est le règne du manque d'hygiène et de l'indifférence. Les hôpitaux pour les étrangers et les dirigeants, bien sûr, c'est*

*autre chose. Mais, ceux-là, je n'y ai pas droit. »*

Les îlots de capitalisme bon marché ont suscité dans le pays, surtout dans ce qu'on appelle les pôles touristiques, l'apparition brutale d'une légion de prostituées jeunes, belles, possédant un bon niveau d'instruction. Avec elles, a surgit tout le train des *chulos* (maquereaux), entremetteurs, employés d'hôtels servant de maisons de passe et bars clandestins. Et, également, les habitations privées qui louent des chambres, illégalement, pour permettre au touriste de profiter des jeunes Cubaines. En 1996 sont arrivées sur le marché les prostituées qui se font payer en monnaie locale et qui évoluent dans le monde des Cubains qui ont de l'argent.

**U**NE nuit coûte entre 50 et 100 pesos, dans des maisons plus pauvres et des bars plus dangereux, sans rhum d'exportation, mais proposant en abondance des boissons fabriquées clandestinement avec du sucre et de l'alcool détournés, connus sous le nom de *Esperame-en-el-suelo* (Attends-moi-par-terre), *Hueso-de-tigre* (Os-de-tigre) et *Salvase-quien-pueda* (Sauve-qui-peut).

Dans les derniers temps, les fameuses *jineteras* – les « cavalières » – ont été rejoints par une troupe de plus en plus nombreuse de jeunes garçons qui attendent les homosexuels du monde entier dans les quartiers populaires et dans les cabarets de travestis qui s'ouvrent dans la capitale.



A ce panorama cru, il faut ajouter le fait que la grande masse vit sans informations. *Granma*, un petit journal publié par le Parti communiste, donne les lignes directrices de la politique des deux chaînes de télévision, qui fonctionnent à partir de 6 heures du soir, et du réseau des radios. Les Cubains qui ne peuvent écouter les ondes courtes ont une vision partielle, amputée, des événements du monde, car chacun de ces événements reçoit un traitement idéologique dans les laboratoires du département d'orientation révolutionnaire (DOR).

Comme l'Etat est, nous l'avons dit, le maître de tout, on vit à Cuba dans ce qu'on a pris l'habitude d'appeler *« la double morale »* : on pense une chose et on en dit une autre ou on ne dit rien, parce que des opinions contraires à la ligne peuvent créer à l'homme de la rue des difficultés sur son lieu de travail, des problèmes avec les comités de défense de la révolution (CDR) et la perte à vie de sa médiocre tranquillité.

Pedro Aguirre, gardien d'entreprise, vingt-neuf ans : *« Je me tiens à l'écart. Je ne me mêle pas de politique. J'ai déjà assez de problèmes pour trouver de quoi manger. Je*

voient pas d'issue pour la société. Les seules portes de sortie sont l'exil – vingt mille visas annuels pour les Etats-Unis – ou la foi religieuse, qui permet de voir un peu au-delà de l'insupportable vie quotidienne : une vie héritée d'un passé dont beaucoup préfèrent ne pas se souvenir, et n'ayant pour avenir qu'une tache noire ou un paysage brouillé et ambigu.

**Q**UARANTE ans, cela passe vite et confusément dans la vie d'une nation. Plus de trois générations sont nées durant ce laps de temps. Des rêves de rédemption de l'humanité que les *barbudos* victorieux de 1959 ont portés si



haut – et qui, s'ils n'ont pas ébranlé le monde, ont eu la sympathie active de millions d'êtres humains –, il ne reste même pas, aujourd'hui, la moindre poussière, la moindre trace de cette *« cendre amoureuse »* chantée jadis par le poète espagnol Marriquie.

Piégée dans ses contradictions, dans une utopie sans limites, délinante et échevelée, la *« grande île »* arrive à la fin du millénaire pieds nus, en haillons et affamée. Il subsiste peu de choses du socialisme réel qui, il y a dix ans, ne parlait que de développement, d'avenir, de qualité de vie et autres figures de rhétorique du même acabit.

Quarante ans après, Cuba – fragmentée, brisée, solitaire, et

passant d'un cauchemar à l'autre – attend beaucoup plus que le printemps : l'île attend un miracle. Tout en sachant bien que l'un et l'autre sont largement dépréciés à notre époque, et particulièrement sur le terrain de l'histoire, de la politique et des sciences sociales.

**Raul Rivero**

La Havane, décembre 1998.

© Raul Rivero

★ Traduit de l'espagnol par François Maspéro.

En 1998, Raul Rivero a publié un recueil de poèmes traduit en français : *Signé à La Havane* (La Découverte/Reporters sans frontières).

# Des apprentis sorciers en Chine

**L**ES technologies sensibles, celles qui peuvent mettre en cause la sécurité du monde, ont toujours fait l'objet d'une attention particulière de la part des Occidentaux. Ce fut le cas pendant toute la période dite de la « guerre froide » à l'égard des pays du Pacte de Varsovie. L'Occident n'a pas toujours eu, au cours des vingt dernières années, les mêmes préventions à l'égard de la Chine, laissant Pékin libre d'acquérir, légalement ou non, un savoir-faire dangereux dans les mains d'un pays qui n'adhère pas pleinement aux règles du jeu de la communauté internationale. Commencera-t-on enfin à prendre la mesure de cette dérive ?

Il semblerait que oui, si l'on en croit les conclusions générales du rapport - à paraître - d'une commission parlementaire américaine mise sur pied pour examiner les failles dont aurait profité Pékin dans les contrôles aux exportations technologiques de Washington. Les auteurs du rapport multiplient les précautions avant de les rendre public. Il est vrai que l'affaire touche un phénomène majeur de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle : la rapidité avec laquelle la Chine a pu se hisser à un rang technologique lui permettant de s'imposer comme un acteur de premier plan sur la scène internationale. Jamais aucun pays ne s'est doté aussi vite d'une panoplie aussi variée d'équipements sensibles, allant d'engins de destruction massive aux outils de télécommunications et de guidage à distance d'appareils de mort.

Que la Chine se modernise est évidemment une bonne chose -

pour elle comme pour le reste du monde. Qu'elle le fasse selon les méthodes éprouvées de l'espionnage et des indélicatesses n'est pas à proprement parler une surprise, s'agissant d'un gouvernement qui ne s'est jamais caché de vouloir prendre la haute technologie là où elle se trouve - en Occident principalement - et, de préférence, sans bourse délier.

Le résultat n'en est pas moins, aujourd'hui, que Pékin a engrangé un acquis technologique considérable sans donner en contrepartie des assurances fiables sur sa conduite pour l'avenir. Qu'il s'agisse de non-prolifération ou d'autres importants principes internationalement reconnus - droits de l'homme, régulations commerciales, transparence gouvernementale - la Chine tarde à se départir d'un comportement qui veut qu'un traité est fait pour être violé.

Du temps de la guerre froide, les Occidentaux ont fermé les yeux sur ces pratiques. Ils ont cru pouvoir compter Pékin dans leur orbite contre l'empire soviétique. C'était sans doute une erreur. La Chine joue son propre jeu, et personne n'est en droit de le lui reprocher. En revanche, ce que les Occidentaux sont parfaitement en droit de lui imposer est de respecter les règles qu'ils ont eux-mêmes érigées pour tenter de rendre la vie internationale moins infernale qu'elle n'a pu l'être par moments au XX<sup>e</sup> siècle. La première est que la puissance - y compris militaire - d'un pays soit placée au service de son peuple plutôt qu'à celui de ses seuls dirigeants. Tout le reste en découle, la nécessité de la démocratie en particulier.

**Le Monde** est édité par la SA LE MONDE  
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
Directrice : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;  
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint  
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhommeau  
Directeur artistique : Dominique Roynette  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment  
Rédacteurs en chef :  
Alain Frachon, Erik Izraelewicz (Editoriaux et analyses) ;  
Laurent Greilsamer (Suppléments et cahiers culturels) ; Michel Kajman (Débats) ;  
Eric Le Boucher (International) ; Patrick Jarreau (France) ; Franck Nouchi (Société) ; Claire Blandin (Entreprises) ;  
Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Josyane Savigneau (Culture) ; Christian Massol (Secrétariat de rédaction)  
Rédacteur en chef technique : Eric Azan  
Médiateur : Robert Sole  
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg  
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;  
partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),  
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)  
**Le Monde** est édité par la SA Le Monde  
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.  
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Léna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

## IL Y A 50 ANS, DANS **Le Monde**

### Les jeux du ring

**ENTRE LES CORDES**, sous le cōde de lumière des lampes à arc, deux hommes musclés se martèlent les flancs avec conscience. Première observation : la fureur est presque toujours absente du débat. Il faut en effet savoir que les professionnels ne ragent pas en cours de lutte. « Voir rouge » équivaudrait pour eux à perdre le contrôle des mille combinaisons possibles en attaque et en riposte. Deuxième observation : la vaillance fait peu souvent défaut aux combattants. En ce sens, la boxe démontre au néophyte que l'homme de cœur peut encaisser énormément de coups avant de s'avouer vaincu.

Oui, certes, j'admettrai qu'il y a le sang, les visages tuméfiés, les arades qui s'ouvrent. Et je me doute bien qu'il est de vilains personnages parmi les hurleurs des fauteuils de ring. Mais la plupart des bonnes rencontres ne sont nullement des

**Olivier Merlin**  
(4 janvier 1949.)

## Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE  
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC  
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30  
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE  
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

La monnaie unique va-t-elle favoriser la naissance d'une Europe politique et s'appuyer sur celle-ci pour s'imposer au-delà des milieux financiers ? Un lecteur propose sa vision de l'évolution de l'euro au cours des prochaines années, tandis qu'un fervent partisan d'une éducation totalement bilingue revient sur les



apports d'une telle formation face aux risques de fermeture des esprits. Enfin, des médecins nous ramènent à des questions plus « hexagonales » et commentent la décision du Conseil constitutionnel d'annuler le dispositif de sanction collective du corps médical en cas de dérapage des dépenses de santé.

peu surprenantes de part et d'autre, en particulier de la CNAM, encore plus d'un ministre, telles qu'elles sont rapportées dans la presse, en particulier dans *Le Monde* (daté 20-21 décembre). Que valent de telles réactions, de telles menaces de rétorsion vis-à-vis des médecins ? (...) Est-ce à dire que la décision du Conseil constitutionnel qui est la plus haute instance de droit est contestée ?

Ne devrions-nous pas nous réjouir de vivre dans un Etat de droit, défenseur des droits de l'homme ? (...)

**Docteur Yves-Loup Depasse**  
Rennes (Ille-et-Vilaine)

## MISE EN SCÈNE

Personne n'est resté insensible - aucun téléspectateur n'ayant pu y échapper - au spectacle de la visite que M. Jacques Chirac a rendue aux Restos du cœur et à M<sup>me</sup> Coluche, dans un immense frétillement de caméras spécialement convoquées.

Face à une telle mise en scène, comment ne pas penser au don que le général de Gaulle, puissant sur sa modique retraite de général de brigade à titre temporaire, expédia à l'abbé Pierre, alors aux premiers jours de son œuvre durant le féroce décembre 1954.

Le général de Gaulle stipulait simplement : « Je vous envoie ci-joint quelque chose, comptant formellement sur vous pour que ceci échappe à toute publicité. »

**Monique Mailleux**  
Paris

## LE SCALP DU YÉTI

Un collègue du Muséum de Paris, le Dr Francis Petter, et moi-même avons eu la chance, il y a près de trente ans, d'examiner le fameux « scalp » dont vous évoquez l'existence et la disparition dans votre article sur le yéti (*Le Monde* du 17 décembre). Il nous avait été présenté par Sir Edmund Hillary, le vainqueur de l'Everest, qui, accompagné d'un des moines du monastère chargés de veiller sur cette « pièce unique », le soumettait pour expertise aux principaux musées européens et américains.

Il nous fut facile de constater que le spécimen en question n'était pas un scalp, mais un épais morceau de peau d'un ongulé sauvage ou domestique, moulé en forme de calotte, couvert de poils courts (environ 3 cm) et drus, tous alignés dans le même sens, à la différence de la pilosité d'un cuir chevelu, de couleur noire avec la pointe jaunâtre. En comparant avec les spécimens de nos collections, nous n'eûmes aucune peine à conclure que ce fragment de peau provenait du corps d'un serow (*Capricornis sumatrensis*), sorte de chèvre sauvage de l'Himalaya et d'autres montagnes d'Asie. (...) Le moine confirma en souriant notre diagnostic. (...)

**Pierre Pfeffer**

Paris

liers d'apprendre les matières du programme, non plus en une, mais en deux langues, de la maternelle jusqu'à l'université.

Les progrès en matière de psycholinguistique et de sciences de l'éducation ont permis de reconnaître toute sa valeur à ce système bilingue. Si l'on se réfère aux travaux du professeur Jean Petit, les élèves ainsi formés sont, non seulement bilingues, mais possèdent une maîtrise du français standard supérieure à celle des francophones monolingues. Cela s'explique par les possibilités permanentes qui s'offrent à eux de comparer inconsciemment les mécanismes des deux langues. Ces sujets se révèlent également supérieurs aux monolingues dans le domaine de l'abstraction, du symbolisme, et les retombées de cette stimulation intellectuelle sont particulièrement impressionnantes dans le domaine des mathématiques. Enfin, ces enfants acquièrent une troisième ou quatrième langue avec une réelle facilité. Ils portent l'altérité en eux-mêmes, sont ouverts au monde et aux autres et bénéficient d'un avantage considérable lors de la recherche d'un emploi, tant sur le marché intérieur que sur le marché international.

**Jean-Marie Bressand**  
Besançon (Doubs)

## SOUS LE VOILE DE LA PARITÉ

Le préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 proclame comme particulièrement nécessaires à notre temps un certain nombre de principes politiques, économiques et sociaux auxquels celui de la Constitution du 4 octobre 1958 réaffirme solennellement son attachement. Au premier rang de ces principes : « La loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux de l'homme. » Je ne vois pas ce qu'on pourrait ajouter à une formulation si générale. Et pour tout dire, le texte sur la parité présenté aux députés me semble être d'une rare hypocrisie. (...) Il n'est qu'un constat d'échec : les mentalités n'ont pas su évoluer, celles des hommes comme celles des femmes. Par ce texte, les Français ne prennent pas conscience : ils se donnent bonne conscience.

La nation avait certainement des problèmes plus urgents à traiter. A moins que... ces messieurs ayant si bien semé - seuls - la zizanie dans la maison France, ils souhaitent désormais notre aide pour y remettre bon ordre ? Un nouveau partage des tâches ménagères, en somme...

**Christine Erisson**  
Epinay-sous-Sénart (Essonne)

## MÉDECIN, HONORAIRES, ET PRESCRIPTION

Il y a de la mauvaise foi chez les médecins libéraux à considérer les reversements d'honoraires comme des sanctions, et de la malhonnêteté

de

**MONNAIE UNIQUE** Tout est prêt. Dès lundi 4 janvier, la plupart des grandes surfaces en France accepteront le paiement en euros, par chèque et par carte bancaire, sous ré-

serve que les problèmes techniques liés au retard pris par le GIE Carte bancaire pour homologuer de nouveaux matériels de lecture des cartes soient réglés. ● **L'ÉTIQUETAGE** en

double monnaie demandera en revanche de quelques jours à plusieurs mois, selon les enseignes. ● **NE PAS BRUSQUER** le consommateur, c'est l'obsession de tous les distributeurs,

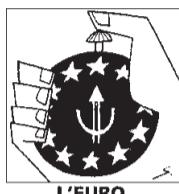
qui ont conscience d'avoir un rôle pédagogique à jouer dans la conversion des esprits à la monnaie unique. ● **À TOULOUSE**, les 98 commerçants du marché Victor-Hugo, le plus

grand du Sud-Ouest, ne sont pas prêts pour l'euro. ● **À CALAIS**, les consommateurs britanniques venus faire le plein d'alcool restent perplexes devant la monnaie unique.

## La grande distribution, pédagogue de l'euro

Dès lundi 4 janvier, la majeure partie des grandes surfaces de l'Hexagone acceptent le paiement en euros par chèque et par carte bancaire. A peine née, la monnaie unique s'annonce comme un instrument de marketing et de fidélisation de la clientèle pour les commerçants

**TOUT** est prêt. Enfin, presque... Samedi 2 janvier, Leclerc conviait les journalistes à venir assister au « *premier paiement en euros* » dans son hypermarché-pilote de Rueil-Malmaison, en banlieue parisienne. Le leader français de la distribution alimentaire a une nouvelle fois grillé ses concurrents



sur le terrain de la communication, mais la plupart des distributeurs en sont *grossos modo* au même point. Dès le 4 janvier, la majeure partie des grandes surfaces de l'Hexagone acceptent le paiement en euros, par chèque et par carte bancaire – sous réserve que les problèmes techniques liés au retard pris par le GIE Carte bancaire pour homologuer de nouveaux matériels de lecture des cartes soient réglés.

### Du retard dans les paiements par carte bancaire

Les fabricants de terminaux de paiement électronique (TPE) par carte bancaire se frottent les mains. 600 000 TPE sont actuellement en service en France, dont 100 000 dans la grande distribution et 500 000 chez les commerçants indépendants. La moitié de ces derniers seraient obsolètes et devront faire l'objet d'un remplacement d'ici à 2002. A environ 3 000 francs la pièce, c'est un marché de 750 millions pour les industriels. Les autres TPE sont assez modernes pour accepter une modification immédiate, transitoire ou définitive.

Problème : le nouveau cahier des charges élaboré par le GIE Carte bancaire et les industriels pour le passage à l'euro, qui intègre en même temps le passage de l'an 2000, n'a été définitivement adopté qu'en novembre 1998. Un délai insuffisant pour permettre à tous les commerçants de l'adopter dès le 4 janvier. D'où une certaine mauvaise humeur chez certains distributeurs, comme Leclerc contraint de louer des terminaux portables pour certains de ses magasins.

Deuxième étage de la fusée : l'étiquetage en double monnaie des produits et des rayons, qui demandera de quelques jours à plusieurs mois, selon les enseignes, les magasins, les rayons ou les types de produits. Auchan affirme que « *environ la moitié des références afficheront les prix en euros et en francs à la fin janvier* ». Tandis qu'à Carrefour, « *le double étiquetage sur les gondoles débutera dans les magasins en février 1999. En ce qui concerne les carburants, des panneaux seront installés en mars 1999 à l'entrée de chaque station-service, mentionnant les deux prix* ». Intermarché se donne jusqu'à la fin du premier trimestre pour afficher les prix en francs et en euros

dans la totalité de ses quelque 1 600 magasins français. Mais il faudra attendre le mois de juin pour que seulement la moitié d'entre eux puissent accepter le paiement par carte bancaire en euros. C'est moins gênant qu'il n'y paraît : Intermarché est une enseigne de petits supermarchés ruraux, où le chèque et les espèces sont encore largement utilisés. Les raisons de ces « retards à l'allumage » sont multiples. « *Le plan d'action du passage à l'euro est un très gros chantier* », souligne Michel Paillard d'Auchan. Des simples étiquettes de gondoles qu'il faut complètement refaire, puis changer dans les linéaires, aux machines à imprimer les tickets de caisse qui doivent être dotées du nouveau caractère désignant l'euro, en passant par les ordinateurs qu'il faut reprogrammer, le diable se cache dans les détails. Aux inévitables problèmes techniques – des milliers de pompes

### « Ce sera au consommateur de fixer le rythme »

Tous sont d'accord sur un point : il ne faut pas trop hâter le mouvement. « *Ce sera au consommateur de fixer le rythme* », dit-on chez Casino. « *Le premier vrai test aura lieu l'été prochain, avec l'arrivée des touristes des pays de la zone euro, qui ne voudront plus s'embêter avec des problèmes de change et souhaiteront donc payer en euros* », estime Michel-Edouard Leclerc. Les magasins frontaliers seront à cet égard de précieux indicateurs, dès janvier. « *Nous avons déjà beaucoup de clients allemands* », souligne-t-on chez Cora, une chaîne implantée essentiellement dans l'est de la France.

« *Minimiser les coûts et ne pas brusquer le consommateur* », explique M. Paillard, c'est la double obsession des distributeurs. Qu'est-ce qui est le plus attractif : une chemise à 195 francs, ou une chemise à 29,73 euros ? C'est l'une des « affaires Printemps » que le grand magasin du boulevard Haussmann à Paris, met en promotion, dès lundi 4 janvier, dans le cadre des soldes du début de l'année. Un test en grandeur réelle des nouveaux niveaux de prix. L'affiche sera rédigée en double monnaie, le prix en francs étant signalé en caractères à peine un peu plus gros qu'en euros.

Les commerçants ont conscience qu'ils ont un rôle pédagogique essentiel à jouer dans la conversion des esprits à la monnaie unique d'ici à 2002. « *Pendant trois ans, le magasin deviendra pour chaque consommateur un lieu d'apprentissage privilégié* », observe-t-on chez Leclerc.

La formation des salariés est cruciale. Auchan estime qu'elle absorbera la plus grosse partie des 200 millions de francs budgétés globalement par Auchan France d'ici à 2002 pour le passage à la monnaie unique dans ses 120 hypermarchés, mais aussi dans les services centraux et aux achats, qui basculeront en euros le 1<sup>er</sup> janvier 2001, avec un an d'avance. « *Plus de 62 000 employés ont déjà été formés à l'euro* », dit-on chez Leclerc. « *Depuis novembre, toutes les caissières ont reçu une formation qui leur permet de répondre aux questions les plus courantes des consommateurs et d'encaisser les règlements en euros par chèque et carte bancaire* », affirme Carrefour.

C'est d'ailleurs ce qui ressort du baromètre Louis Harris, commandé par Promodès (enseignes Continent, Champion, Shopi...), selon lequel « *78 % des Européens et 85 % des Français – compent sur l'action des distributeurs pour les aider à se préparer au passage à l'euro* ». Même si le même baromètre ré-

parties, qui feront la tournée des supermarchés pour informer et former les clients, à l'aide de bornes interactives et de deux formateurs par camion. Un journal trimestriel sera tiré à 12 millions d'exemplaires, sous le titre *300 Millions d'euroconsommateurs*.

Promodès, « *le plus européen des*

### Les jeunes sont eurosceptiques

Les jeunes n'apparaissent pas pour l'instant comme les grands défenseurs de l'euro. Selon un sondage exclusif CSA/Phosphore (Groupe Bayard), réalisé du 18 au 22 septembre 1998, auprès d'un échantillon national représentatif de jeunes âgés de 15 à 25 ans et dont les résultats sont publiés dans le numéro de janvier de *Phosphore*, 25 % des 15-25 ans interrogés sont inquiets face à la création de la monnaie unique et à la disparition du franc. Et 19 % sont sceptiques ! 53 % d'entre eux pensent qu'il sera difficile d'utiliser l'euro dans leur vie quotidienne. Enfin, seulement 7 % des jeunes se sentent européens, alors que 28 % d'entre eux se sentent citoyens du monde et que 10 % d'entre eux s'assimilent à leur quartier ou à la résidence où ils vivent !

vérait, en novembre, que « *73 % des Français déclarent se sentir suffisamment informés* » (soit 26 % de plus qu'en avril 1998), chaque distributeur rivalise d'imagination pour être le plus « pédago » possible. Intermarché lancerà sur les routes de France cinq camions semi-remorques, baptisés Euromousqués,

distributeurs français », grâce à ses implantations en Belgique, en Italie, en Espagne, au Portugal, s'est associé à La Poste et à Nestlé France pour créer le Club des partenaires de l'euro en classe, une opération de sensibilisation menée auprès des 37 000 élèves de CM2 de France, qui se verront distribuer gratuitement, à

partir de janvier, un jeu pédagogique. Partenaire du concours européen du jeune consommateur, lancé par la Commission de Bruxelles en novembre 1998 à l'adresse des 10-14 ans, Carrefour a axé sa campagne de passage à la monnaie européenne sur le thème « *Ensemble apprenons l'Europe !* ». « *Notre démarche consiste à apprendre l'euro comme une langue étrangère, donc de manière progressive et principalement à partir de réalisations concrètes* », explique Joël Saveuse, le directeur général de Carrefour France.

Des « réalisations concrètes » autour du thème de l'euro, Michel-Edouard Leclerc affirme que son groupement en a plein ses cartons : « *Nous allons lancer quelques promotions en euros dès les premières semaines de 1999* », laisse-t-il entendre sans vouloir dévoiler ses batteries. En cherchant à obtenir de leurs fournisseurs les prix les plus bas pratiqués en Europe, Leclerc et d'autres trouveront matière à ranimer la guerre des prix. A peine né, l'euro s'annonce déjà, pour les commerçants, comme un outil essentiel de marketing et de fidélisation de la clientèle. Ses géniteurs ne pouvaient espérer meilleure consécration.

**Pascal Galinier**

## Au marché Victor-Hugo de Toulouse, l'euro joue les fantômes

### TOULOUSE

de notre correspondant régional

La truffe du Quercy et le foie gras du Gers ne sont pas cotés ! Pas plus que le cochon noir gascon, les marrons confits à l'aveyronnaise, la palombe fraîche ou la popine d'aiguiquette d'oie ! Dans ce grandiose monument de la gastronomie qu'est le marché Victor-Hugo de Toulouse – le plus grand du Sud-Ouest, 98 commerçants, rien que du frais, du gras et du goûteux, chiffre d'affaires inconnu – l'euro joue les fantômes. Pas le moindre double étiquetage, en francs et en monnaie européenne, ni un seul ticket de caisse donnant l'équivalence des prix. Payer dès lundi sa saucisse ou son magret en euros avec un chèque ou la Carte bleue ? « *Vous n'y pensez pas, on n'est pas prêts. Et puis, qu'on ne nous embête pas avec ça, c'est une affaire entre banquiers* », répondent en choeur bouchers, charcutiers, poissonniers et fromagers. Pour l'instant, en pleines festivités de fin d'année, les préoccupations sont ailleurs. Les tiroirs-caisses se remplissent de la seule valeur qui compte : les bons francs sonnants et trébuchants.

« *Au vin qui chante* », Jacques n'est pas en état d'imager qu'on lui propose d'acheter ses côtes-de-buzet ou son madiran autrement que « *comme toujours* ». Il ne « *refusera pas* » l'euro, car « *c'est quand même de l'argent* », mais, apparemment, il n'y a pas le feu. A la triperie Gilles Sudre, Madame tente de se rassurer : « *Les gens pensent que ça va être la panique* », mais elle se dit qu'« *il faudra bien s'adapter* » et qu'elle, pas bête, « *elle convertira en francs dans sa tête* ». Chez André Massat, où les poulets et les canes du Gers alignent leur chair rose et lisse « *depuis cinq générations en ligne directe* », on a même la mine bougonne : « *Il va falloir avoir deux*

*caisses, tout ça va compliquer nos relations avec le client, c'est le b... »*

Personne parmi les locataires de ces étals dont la transmission se négocie plusieurs centaines de milliers de francs n'a encore ouvert un compte en euros dans sa banque. Personne n'a modifié sa caisse enregistreuse, sa balance ou sa machine à carte – « *ça va encore nous coûter dans les 2 000 balles* », maugréa Myriam, la vendeuse de légumes. Au fil des comptoirs réfrigérés, on se dit « *résigné* ». « *C'est pas de gaieté de cœur, mais c'est la force des choses* », répète-t-on entre deux haussements d'épaules. Alors oui, on changera les étiquettes, on adaptera les balances, on mettra de nouveaux logiciels aux terminaux de paiement électronique. Quand ? Bientôt...

Jude Fantini, le président des commerçants de la halle Victor-Hugo, boucher de son état, a pris les choses en main. « *Il faut savoir se remettre en question. On est des vaillants, ici.* » Il a installé un stand d'information – complètement désert –, et, le 30 janvier, il fera venir le trésorier-général payeur « *en personne* », qui distribuera « *gratuitement* » à chacun des 98 commerçants une petite calculette. « *Avec de la documentation* », précise-t-il.

En face du marché, le bistro J'go, le dernier restaurant à la mode – depuis que Lionel Jospin, premier ministre et conseiller général de la Haute-Garonne, aime à s'y rendre certains vendredis soir avec quelques amis –, est, en revanche, prêt. Contre un verre de colombe ou un agneau rôti du Lot, la caisse vous rend un ticket parfaitement « euro-correct ». Et, à partir de lundi, les chèques libellés en monnaie européenne seront les bienvenus.

**Jean-Paul Besset**

## Des clients britanniques un peu perdus à Calais

### CALAIS

de notre envoyé spécial

« *Avec le franc, c'était facile : je disais par dix et j'ajoutais 10 %. Avec l'euro, je vais devoir trouver une autre* »

### REPORTAGE

Venus faire leurs courses en France, les Anglais sont partagés face à l'utilisation de l'euro

formule de conversion », déclare, perplexe, cette Anglaise originaire du Buckinghamshire devant un chemin à 20,49 francs. « *Ça fait 2,70 livres. C'est donné* », dit-elle en déposant douze bouteilles du « pinard » blanc dans son chariot croulant sous le poids des caisses de vin bon marché. A l'instar de millions de Britanniques, elle vient plusieurs fois par an faire le plein d'alcool à l'Euro-Cité de Calais, niché à quelques encabulations de la sortie du tunnel sous la Manche. « *L'avènement de l'euro ? C'est un saut dans l'inconnu. Blair a eu raison d'attendre. Il est prudent de voir comment cela va se passer* », affirme-t-elle en se dirigeant vers la caisse du Tesco-Vins Plus. Avant sa prochaine visite au printemps, cette assistante en marketing vérifiera le taux euro-sterling dans le *Daily Express* ou sur le télextexte de la BBC. Comme la plupart des grands magasins britanniques, le groupe Tesco a installé à Calais un centre de vins

et spiritueux fréquenté quasi exclusivement par les navetteurs anglais. En raison d'accises moins élevées en France, les prix sont entre 30 et 50 % moins chers, même en tenant compte du coût minimal de la traversée en Shuttle ou en ferry pour la journée. La borne de prix à l'entrée du Tesco devait servir de terrain d'essai pour les prix en euros, mais l'ordinateur de la grande surface, en ce jour historique, est tombé en panne. Est-ce pour ne pas effrayer la clientèle du centre commercial à 90 % britannique que les signes « euros » sont totalement absents ? Il y a certes une affiche du Crédit lyonnais, « *en euro ou en franc, l'important c'est votre argent* », toutefois barrée d'un « *sorry no cash* » (pas de liquide) écrit à la main.

A l'hypermarché Carrefour, trois copines venues ensemble de Lincoln, dans le nord de l'Angleterre, semblent perdues devant le vaste rayon de fromage. Rien, pas même plusieurs variétés de cheddar, ne manque à l'étalage. « *Nous sommes pour l'euro. Ce serait tellement plus facile si, dès le départ, la Grande-Bretagne avait adhéré. Finis les tracas de la conversion. Les commissions bancaires, c'est du vol* », déclare l'une d'elles, professeure à la retraite. Son amie, assistante sociale, insiste toutefois pour souligner que changer de l'argent fait partie du plaisir de partir en vacances. Attablé au café Grand-Place, un électricien de Folkestone,

flanqué de sa femme et de ses quatre enfants, regrette de ne pas être suffisamment informé sur l'euro. « *Le Sun, que j'achète tous les matins, s'intéresse à d'autres choses* », lance-t-il, en rigolant, les yeux rivés sur la page 3 du tabloïd avec sa fameuse photo de jolie fille dévêtu. « *Pour être franc, je n'y ai pas réfléchi. En fin de compte, le gouvernement décidera sans me demander mon avis. Cela dit, on est habitué au sterling avec la reine. La tradition, c'est important, mon gars.* »

Dans le Shuttle, une hôtelière qui a réapprovisionné le bar de sa pension de famille de Brighton, explique comment elle a ouvert un compte en euros auprès de sa banque. Elle y déposera les paiements en euros par carte de crédit et travellers-chèques de ses clients du continent : « *Une fois par mois, je changerai le solde euros en sterling. Contrairement à mon banquier, qui a tout fait pour me dissuader, je crois que la livre sera stable par rapport à l'euro* », indique cette représentante typique de la classe montante des petits entrepreneurs favorables à l'Union monétaire.

Sur l'embranchement de la M 20 reliant le *Channel tunnel* à Londres, la Barclays Bank a érigé un énorme panneau publicitaire dont le slogan, écrit en lettres bleues, apparaît plutôt incongru à la lumière de l'exemption britannique : « *The Single European Currency* ».

**Marc Roche**

# La naissance de l'euro couronne une année de tous les dangers

Malgré les crises qui ont secoué les marchés financiers internationaux, les Européens ont gagné leur pari de lancer la monnaie unique en temps et en heure. Pour ses premières cotations officieuses, l'euro a gagné du terrain face au dollar

L'euro est officiellement né, vendredi 1<sup>er</sup> janvier, à 0 heure. La préparation de cette révolution monétaire a dominé 1998 sur le marché des changes. Les craintes d'un complot des spéculateurs anglo-saxons ne se sont pas

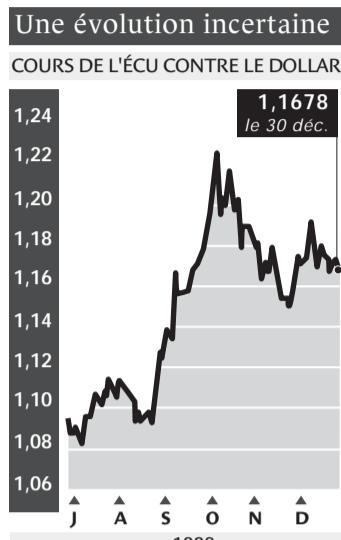
vérifiées. Au contraire, jamais le marché des devises européennes n'avait connu une année aussi calme. Il est vrai que les dirigeants européens avaient, par précaution, pris soin d'annoncer aux opérateurs que les cours pi-

vots à l'intérieur du système monétaire européen serviraient de référence à l'établissement des futures parités bilatérales de conversion. Cette stabilité a contrasté avec les violents mouvements observés sur les

marchés obligataires. Rendus inquiets par les crises financières, les investisseurs ont acheté en masse des emprunts d'Etat américains et européens et ont fait chuter leurs rendements à des niveaux historiquement bas.

**L'ANNÉE 1999** a commencé avec l'annonce historique des parités officielles de l'euro avec les onze devises de l'Euroland. De manière irréversible, le cours de la monnaie unique a été fixé à 1,95583 deutschemark et 6,55957 francs français. Jeudi après-midi 31 décembre, sur les marchés de changes de Londres et de New York, l'euro a commencé sa vie officielle – il n'est né légalement et n'a remplacé l'écu que le 1<sup>er</sup> janvier à 0 heure – en s'appréciant face au dollar. Au moment de l'annonce des parités, vers 13 heures, un euro cotait 1,1685 dollar. A la clôture de New York, jeudi soir, il s'inscrivait à 1,1737 dollar.

Une première victoire pour une monnaie unique qui a réussi, en 1998, à surmonter tous les obstacles et vaincre tous les dangers. Nombreux étaient ceux qui redoutaient un complot des spéculateurs anglo-saxons destiné à faire capoter le projet d'Union monétaire. Rien de tel ne s'est passé. Au contraire. Jamais le marché des changes européen n'a connu d'année plus calme. Les seuls événements ont été, à l'intérieur du système monétaire européen (SME), la réévaluation de 3 % de la livre irlandaise et l'entrée de la drachme grecque à la mi-mars. Ni le psychodrame de Bruxelles, début mai, lors de la désignation de Wim Duisenberg à la présidence de la Banque centrale européenne (BCE), ni la crise boursière de l'été,



Au 1<sup>er</sup> janvier 1999, l'écu a été remplacé par l'euro, monnaie commune aux onze pays de l'Euroland au taux de 1 pour 1.

pas plus que la chute du gouvernement italien de Romano Prodi, à l'automne, n'a provoqué la moindre turbulence. Dès le 2 mai, les dirigeants européens avaient pris soin d'annoncer officiellement que les cours pivots du SME serviraient pour établir les futures parités bilatérales de conversion.

Cette référence n'allait pourtant pas de soi, en raison des écarts de compétitivité existant entre les on-

ze pays de l'Euroland. Un réajustement des parités avant le 1<sup>er</sup> janvier 1999, selon de nombreux experts, aurait permis de transférer une partie de la croissance des pays au bord de la surchauffe (Finlande, Pays-Bas, Espagne et Irlande) vers ceux qui n'en ont pas assez. Le principal problème concerne le deutschemark. La logique économique aurait voulu que la devise allemande soit dévaluée, mais cette solution était politiquement inenvisageable en raison d'une opinion publique allemande très réservée sur l'euro.

Le débat s'est ensuite déplacé sur le terrain de la valeur de l'euro. Aux craintes qui prévalaient, au printemps, d'un euro faible ont succédé, à partir de l'automne, celles d'un euro surévalué, craintes liées à l'éventualité d'un afflux de capitaux étrangers dans l'Euroland. L'euro pourrait notamment rapidement concurrencer le billet vert en tant que monnaie de réserve : les avoirs de changes des banques centrales sont actuellement constituées à hauteur de 61 % en dollars, contre 14 % seulement en deutschemarks.

Si le marché des devises européennes a été calme, il n'en n'a pas été de même du marché des taux d'intérêt. Personne n'avait imaginé, en début d'année, le scénario qui s'est déroulé. Aucun expert n'avait deviné que le rendement de l'emprunt d'Etat américain à trente ans

tombé sous la barre des 5 %, jusqu'à atteindre 4,71 % au début du mois d'octobre, un plancher historique. De la même façon, aucun analyste n'avait prévu que le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) français à dix ans descendrait

aux risques de dévaluation du yuan chinois et du dollar de Hongkong, aux menaces sur le real brésilien, mais surtout aux inquiétudes sur la santé du système bancaire occidental, les investisseurs se sont réfugiés sur les marchés d'emprunts d'Etat

## Un programme de financement de 80 milliards d'euros

**Dominique Strauss-Kahn**, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie a arrêté, jeudi 31 décembre, le programme indicatif de financement de l'Etat pour 1999. Il porte sur un montant de 80 milliards d'euros (524,76 milliards de francs) réparti entre 45 milliards d'euros d'obligations assimilables du Trésor (OAT) et 35 milliards d'euros de bons du Trésor à taux annuel normalisé (BTAN). Les besoins de l'Etat baisseront de 11 milliards d'euros par rapport à 1998, grâce notamment à la réduction du déficit budgétaire (ramené à 36,07 milliards d'euros contre 39,30 milliards) et surtout à la baisse du montant de l'amortissement de la dette à moyen terme (26,65 milliards contre 40,19 milliards).

La vente d'OAT aux particuliers de toute la zone euro sera étendue aux OAT indexées sur l'inflation. La préoccupation majeure du gouvernement français est que ses emprunts servent de référence sur la courbe des taux de l'Euroland.

droit sous le seuil des 4 %, là encore un record.

Début janvier, les investisseurs pariaient en majorité sur une hausse des taux d'intérêt, compte tenu de la croissance économique soutenue observée alors dans les pays occidentaux. Mais ces anticipations ont été balayées par la crise financière. Confrontés à la dégradation rapide des économies asiatiques, au chaos financier en Russie,

américains et européens, considérés comme des placements extrêmement sûrs. D'une violence sans précédent, ce mouvement, qualifié de « flight to quality » (fuite vers la qualité), s'est traduit par une baisse spectaculaire des taux à long terme.

Au Japon, au contraire, en raison des craintes d'une offre surabondante d'emprunts, c'est un véritable krach obligataire qui s'est produit, fin décembre, avec une remontée des rendements au-dessus de 2 % (contre 0,6 % mi-octobre).

Les banques centrales se sont elles aussi inquiétées des risques de pénurie de crédit et de déflagration du système financier mondial. La Réserve fédérale américaine (Fed) a été la première à agir, dès la fin du mois de septembre, en abaissant son taux directeur. Elle a renouvelé cette opération à deux reprises dans le mois et demi qui a suivi, ramenant au total le niveau des fonds fédéraux de 5,50 % à 4,75 %.

Avant un léger décalage sur la Fed, les banques centrales de la zone euro ont elles aussi, début décembre, tiré les conséquences du ralentissement économique observé sur le Vieux Continent. Elles ont choisi d'assouplir leur politique monétaire, en ramenant leur taux directeur à 3 %, niveau qui a servi de base de départ pour la BCE.

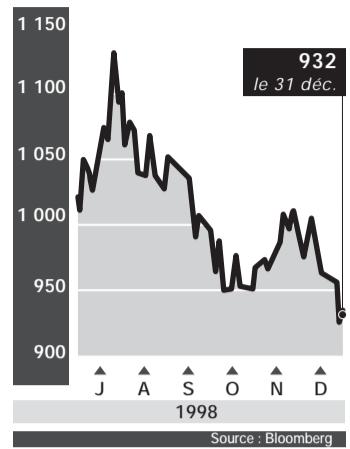
Faut-il s'attendre, en 1999, aux Etats-Unis et en Europe, à de nouveaux gestes de détente monétaire et à de nouvelles baisses des rendements obligataires ? La réponse à cette question dépendra de l'évolution des forces déflationnistes actuellement à l'œuvre dans le monde. Si elles venaient à s'intensifier, les taux d'intérêt, qu'ils soient à court ou à long terme, pourraient bien alors tomber à de nouveaux plafonds historiques.

**Pierre-Antoine Delhommais et Enguérard Renault**

## MATIÈRES PREMIÈRES

### Cours du zinc

COTÉ EN DOLLARS PAR TONNE AU LONDON METAL EXCHANGE



C'EST une descente aux enfers pour le zinc. Et rien n'indique que le ciel du London Metal Exchange s'éclaircira de sitôt. Les cours sont tombés à leur plus bas niveau depuis 1993. Les ventes massives – jusqu'à mille lots se sont échangées au cours d'une seule séance – ont eu raison des prix le 30 décembre. Mais les négociants ne s'étaient pas trompés, qui prévoient que les 937 dollars la tonne à trois mois (919,5 dollars au comptant) n'étaient pas encore au plancher. Le lendemain, pour la séance unique clôturant l'année, les cours étaient tombés à 933 dollars la tonne (915 dollars pour l'échéance janvier). Dans ce marché survêtu régnait l'apathie et le désintérêt.

Un rapide coup d'œil sur janvier 1998 permettra de prendre la mesure de la pente descendue. Il y a un an, à 1 145 dollars la tonne pour le contrat de référence, les intervenants du marché se désolaien des mauvaises performances du métal : en septembre 1997 les prix s'affichaient à 1 490 dollars sur le LME... Les réserves officielles du LME ont bien fondu. De presque 490 000 tonnes il y a un an, elles ont été ramenées à 316 225 tonnes. Voilà qui semble de bon augure, diroir les optimistes rêvant à une hausse de la demande. En réalité, celle-ci a fortement reculé dans le courant de l'année et les pays asiatiques ont puisé, comme on le fait toujours en cas de crise, dans le bas de laine qui constituent les stocks du LME.

Pour 1999, les perspectives paraissent bouchées. Le Japon s'enfonce dans la récession, ses voisins du Sud-Est font le dos rond sous la tempête. En Chine pèse toujours l'incertitude d'une éventuelle dévaluation du yuan. L'horizon occidental est éclairé de couleurs à peine plus joyeuses. La croissance aux Etats-Unis risque d'être moins soutenue, et, en Europe, les pays devront, à l'Est, éviter de sombrer dans le sillage de la Russie et, à l'Ouest, digérer la mise en place de l'euro. Cet ensemble d'éléments pèsera sur les prix, mais, à terme, les restructurations entreprises devraient consolider les économies. Comme les autres métaux, le zinc devra faire preuve de patience et de ténacité.

**Carole Petit**

## Marché international des capitaux : des bouleversements en vue

**L'ARRIVÉE** de l'euro transforme le marché international des capitaux dans son ensemble. La standardisation, si longtemps voulue par les principaux intermédiaires financiers, est enfin rendue possible par l'établissement d'un grand compartiment européen capable de rivaliser avec celui des Etats-Unis. De fait, la plupart des usages américains sont en train de s'imposer partout, faisant fi des particularismes locaux, même si ceux-ci se justifient d'un point de vue technique. Tout cela promet une année nouvelle où les bouleversements seront nombreux non seulement à l'intérieur, mais également à l'extérieur de l'Europe de la monnaie commune.

Ainsi la Banque européenne d'investissement, qui donne souvent le ton, vient de rompre avec une longue tradition de discréction : elle a annoncé, la semaine de Noël, qu'elle allait emprunter en janvier un montant d'1 milliard de francs suisses. C'est la première fois qu'un émetteur à la recherche d'un montant élevé dans cette monnaie dévoile son plan aussi longtemps à l'avance. Dans d'autres devises, en dollars notamment, cela se fait couramment. Le débiteur agit alors soit par prévention envers les investisseurs, soit pour avertir ses concurrents qu'il serait sage de lui céder la place (les emprunteurs qui se présentent simultanément dans un compartiment donné se disputent la faveur des mêmes souscripteurs). En francs suisses, la discréction est normalement mise pour une raison simple, qui tient au faible degré de liquidité du marché helvétique.

D'une manière générale, lorsqu'elles savent à temps qu'un emprunteur va se lancer, les banques qui veulent jouer un rôle dans l'affaire

ont tendance à s'assurer contre le risque qu'elles vont prendre. Ce risque est celui d'une éventuelle difficulté à revendre immédiatement, le jour où il sortira, leurs parts dans l'emprunt à venir. Un délai trop long peut conduire à des pertes ou des manques à gagner. Les rendements peuvent rapidement monter ; ou bien encore la rémunération supplémentaire dont doivent s'acquitter la plupart des emprunteurs en plus des fonds d'Etat peut augmenter. Diverses possibilités de s'assurer, plus ou moins efficaces, existent. Sans entrer dans des détails techniques, disons qu'il est d'autant plus facile d'obtenir une assez bonne protection que les instruments de couverture (il peut s'agir de fonds d'Etat) sont liquides, ce qui signifie qu'ils sont aisément négociables même lorsque les échanges portent sur des montants importants.

### PRESTIGE

En dollars (et bientôt en euros), les transactions de couverture liées à un futur emprunt n'ont guère d'influence sur le niveau général des taux. En francs suisses, au contraire, elles peuvent faire monter le niveau de l'intérêt, et donc, en fin de compte, alourdir la charge de l'emprunteur qui aura annoncé son projet trop tôt. On peut d'ailleurs illustrer la situation du marché suisse d'une seule comparaison : le milliard que la Banque européenne d'investissement veut se procurer en janvier est à mettre en relation avec les 7 milliards de francs seulement que la Confédération helvétique entend emprunter en diverses étapes tout au long de l'année. L'opération de longue durée, quinze ans vrai-

semblablement, sera dirigée par Warburg Dillon Read, qui fait partie du groupe UBS. Le débiteur conservera les produits de son emprunt en francs suisses.

Aucun autre emprunteur n'aurait pu se permettre d'agir de la sorte. La Banque européenne d'investissement a peu à craindre, car son prestige est grand. Elle n'a, par ailleurs, pas émis en Suisse depuis longtemps et bien des investisseurs souhaitent que sa signature soit représentée dans leur portefeuille. Pour l'heure, aucun autre candidat potentiel ne s'est aventuré à suivre son exemple. On parle beaucoup de l'Espagne, du Portugal, de la Suède et du Danemark. Mais les responsables des services de la dette extérieure de ces pays n'ont rien confirmé. Ils pourraient bien préférer le dollar au franc suisse. Quoi qu'il en soit, les spécialistes attachent beaucoup d'importance aux projets étrangers de ces pays européens. Pourquoi ceux-ci ne se limiteraient-ils pas au marché de l'euro ? L'explication le plus souvent avancée est qu'ils veulent éviter de voir leurs rendements s'écartez de ceux de la France et de l'Allemagne qui vont servir de référence. Ces dernières années, les taux à long terme dans les différents pays d'Europe se sont beaucoup rapprochés. Maintenant que la dernière étape de l'Union économique et monétaire est atteinte, un mouvement inverse menace de se produire sous l'effet de la spéculation. Certains Etats, pour prévenir une telle évolution, ont donc avantage à raréfier leurs apparitions en euros afin de leur donner du prix aux yeux des investisseurs.

**Christophe Vetter**

## Paris a fait mieux que les autres grandes Bourses

**SUR** les marchés d'actions, les fins d'année ne sont pas propices à des volumes de transactions importants. Cette fois, autre les contraintes habituelles, les investisseurs internationaux ont attendu le basculement vers l'euro. Pour la plupart des intervenants, cette semaine, écourtée par le long weekend du nouvel an, a été mise à profit pour effectuer les dernières simulations en vue de l'arrêté des comptes et de la conversion du cours des valeurs mobilières en euros.

Après avoir gagné 1,8 % sur les trois séances de la semaine, l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris entamera l'année 1999 au voisinage du seuil des 4 000 points, à 3 942,66 points. Le bilan des douze mois écoulés à Paris est en tout point remarquable. Sur l'année, les volumes d'échanges ont atteint le montant record de 3 290 milliards de francs, soit une moyenne quotidienne de 13,6 milliards de francs de titres. Surtout, en terminant sur un

gain de 31,47 % en 1998, l'indice CAC 40 a connu sa plus forte progression de la décennie. Mais le niveau de clôture reste nettement en deçà du record absolu établi le 17 juillet, à 4 388,48 points. Car, si le bilan reste très positif, l'année a été riche en rebondissements.

Au cours du premier semestre, le dynamisme de la croissance économique en France et dans l'ensemble des pays occidentaux avait littéralement dépassé l'indice qui avait battu 49 records historiques jusqu'au 20 juillet. Mais l'aggravation de la crise en Asie, les difficultés en Russie et la dévaluation du rouble, au milieu du mois d'août, ont finalement atteint durablement le CAC 40. La crainte d'une baisse des bénéfices a aussi affecté l'ensemble des valeurs françaises. Ainsi, le 17 septembre, l'annonce de perspectives de résultats décevants a fait chuter l'action Alcatel de 38,4 %. Et le 8 octobre, le CAC 40 a atteint son point le plus bas de l'année, sous le seuil

de 3 000 points. Grâce aux multiples rumeurs de restructurations, l'indice vedette de la Bourse parisienne a toutefois opéré alors un redressement spectaculaire, dans la foulée des autres places internationales. Le bond de l'action France Telecom (+100 %), première capitalisation boursière française, a largement contribué à la meilleure performance de Paris par rapport à ses rivales.

A la Bourse de Francfort, l'indice DAX a terminé l'année à 5 006,57 points, soit un gain de 18,5 % sur les douze derniers mois. Mais ce niveau reste très nettement inférieur au record historique de 6 186,09 points, atteint le 20 juillet. Si l'indice DAX a connu une progression comparable à celle du CAC 40 au cours des trois premiers trimestres, la reprise opérée au début du mois d'octobre a été moins vive outre-Rhin. Les perspectives économiques mitigées pour 1999 et la forte exposition de l'Allemagne a

aux risques russes et sa dépendance aux exportations, ont continué à peser sur la tendance. En outre, les groupes qui ont pris part au mouvement de fusions ont connu des fortunes diverses. Si l'action Daimler-Chrysler a progressé de 24 % depuis son apparition sur le marché, au mois d'octobre, le titre Hoechst, qui a annoncé sa fusion avec Rhône-Poulenc, n'a gagné que 5 % sur l'année tandis que l'action Deutsche Bank, qui a acquis la banque américaine Bankers Trust, a cédé 25 % au cours des douze derniers mois.

### TOKYO EN BAISSE

Au même titre que Francfort, la place de Londres n'aura pas profité pleinement du mouvement de reprise opéré au dernier trimestre. Avec un gain de 14,55 % sur l'année, la Bourse britannique progresse nettement moins qu'en 1997,

**SCIENCES** Espace utile et espace futile se sont disputés la « une » de l'actualité ces derniers mois, au travers d'événements qui ouvrent de nouvelles perspectives pour 1999 et

les années à venir. ● **LES CONSTELLATIONS** de satellites de communication sont devenues une réalité, avec la mise en service de la première d'entre elles, Iridium.

● **ARIANE-5** a enfin pris son essor, et la bataille pour la conquête de nouveaux marchés est plus vive que jamais. ● **L'ASSEMBLAGE** des premiers éléments de la station

internationale a marqué l'ouverture du plus grand chantier orbital de l'Histoire. ● **MARS** est devenue une « nouvelle frontière » pour la France, qui a annoncé qu'elle parti-

cipera à l'aventure en fournissant aux Etats-Unis un engin automatique capable de ramener sur Terre des échantillons de roches prélevés par des robots américains.

## Nouvelle frontière pour l'industrie et le rêve dans l'espace

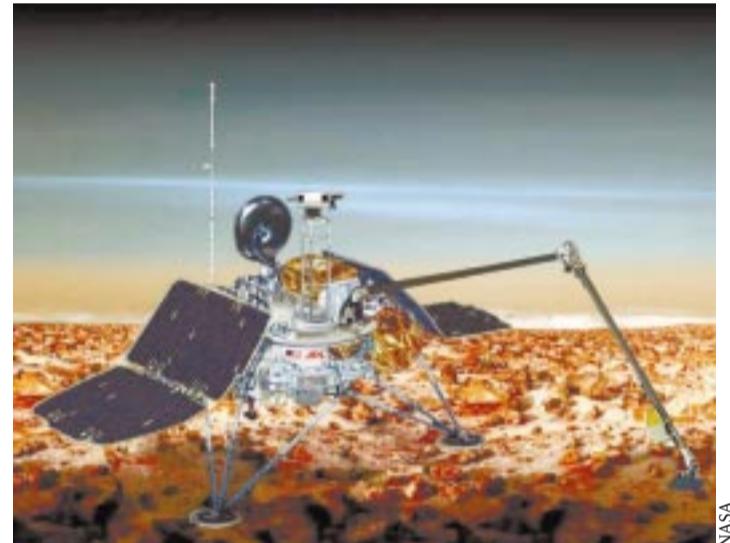
De l'aventure martienne à l'avènement des constellations de satellites qui mettent le monde entier à portée de téléphone, des débuts commerciaux d'Ariane-5 à l'ouverture du chantier orbital de la station internationale, les grands projets spatiaux deviennent réalité

**ON EN PARLAIT** depuis plusieurs années. Couvrant le globe terrestre d'un réseau de dizaines de satellites en orbite basse, les constellations devaient réaliser le vieux rêve des communicants : mettre tous les points de la Terre – de la face nord de l'Himalaya aux confins du Pacifique – à portée de téléphone portable. La première d'entre elles, Iridium (66 satellites), contrôlée par la firme américaine Motorola, est entrée en service commercial le 1<sup>er</sup> novembre 1998. Et rien ne semble pouvoir entraver les projets qui vont lui emboîter le pas : Globalstar (48 satellites), dirigé par l'américain Loral, doit entrer en service fin 1999 ; en l'an 2000, ce sera au tour d'ICO (Inmarsat) d'ouvrir commercialement sa constellation de 10 satellites avant l'arrivée, au-delà de 2002, des sys-

trouvent en orbite d'attente, prêts à entrer immédiatement en fonction en cas de défaillance de l'un des 66 engins opérationnels. Motorola entend ainsi parer aux dangers spatiaux comme les pluies de météorites, mais aussi aux risques de saturation des programmes de lancement des fusées.

### SEIZE NATIONS ASSOCIÉES

Cela n'a pas empêché de sérieux déboires dans le démarquage du service. Malgré une campagne publicitaire massive en octobre 1998, nombre de futurs clients du réseau se sont vus privés de téléphones portables, les deux fabricants des appareils (le japonais Kyocera et Motorola lui-même) ayant rencontré « des problèmes de logiciels ». Iridium a préféré privilégier le territoire américain, et les télé-



**Lancée début janvier, la sonde américaine Mars Polar Lander doit déposer, en décembre, une station météo au pôle sud martien. Une mission de préparation au retour d'échantillons avec participation française en 2005.**

tèmes visant les télécommunications multimédias (Teledesic et Skybridge).

Ainsi, en cinq ans, ce sont près de 400 satellites qui devraient être mis en orbite autour de la Terre, en dépit des doutes de certains experts quant à la fiabilité et à la viabilité économique de systèmes aussi complexes. Pour parer à toute éventualité, Iridium a multiplié les précautions. Depuis le dernier lancement, le 19 décembre 1998, douze satellites de secours se

phones ne seront pas disponibles en France – selon Motorola France – avant le 15 janvier, soit deux mois et demi après l'ouverture commerciale du service.

Cette attente est d'autant plus malvenue que la liberté de téléphoner du milieu des déserts ou des océans se paie cher. Portables bien que plus lourds que leurs « cousins » GSM, les téléphones qu'Iridium a tant de mal à fournir sont vendus 25 000 francs hors taxe. Il faut y ajouter le coût du service : 300 francs d'abonnement mensuel, plus 12 à 42 francs par minute de communication. Le téléphone planétaire restera donc, dans un premier temps, réservé à quelques privilégiés. Cela ne devrait pas gêner outre mesure les exploitants du système dans la mesure où sa capacité maximale ne dépasse pas les 3 millions d'utilisateurs. Avec cette audience, Motorola, principal acteur industriel (18,8 % du capital de la société Iridium LLC), estime pouvoir rentabiliser l'investissement de 5 milliards de dollars (environ 30 milliards de francs) réalisé dans la constellation.

Mais le rêve se moque des calculs de rentabilité, et c'est sans doute la NASA qui, à l'occasion de son quarantième anniversaire, aura le plus marqué les esprits. Maîtresse en communication, l'agence américaine place en tête des « histoires » (*top stories*) de sa rétrospective 1998 le retour de John Glenn dans l'espace, à bord de la navette Discovery lancée le 29 octobre. A soixante-dix-sept ans, le premier Américain en orbite effectuait là son deuxième vol, trente-six ans après ses trois tours de Terre effectués le 20 février 1962 dans l'habitacle exigu de Friendship-7.

John Glenn a obtenu ce nouveau ticket pour l'espace sous couvert d'une étude sur le vieillissement, en dépit des critiques des chercheurs qui jugeaient la mission scientifique précipitée et superficielle, voire carrément sans intérêt. Le vétéran cobaye a cependant parfaitement rempli son rôle, son étoffe de héros redonnant aux sé-



**Après un échec et un demi-succès en 1996 et 1997, le lanceur lourd Ariane-5 décolle, le 21 octobre 1998, pour un vol parfait. Elle est désormais bonne pour le service commercial.**

jours spatiaux un lustre terni par l'habitude et la routine.

L'exploit de John Glenn constituait, en effet, un formidable passage de relais pour le second événement de l'année au palmarès de la NASA, l'assemblage des premiers éléments de la station spatiale internationale (ISS). Proposé par les Etats-Unis, ce projet, à 100 milliards de dollars, associe seize nations et prévoit la mise sur orbite d'un Meccano spatial géant qui devrait être achevé en 2004. Il nécessitera plus de 45 vols d'engins spatiaux, emportant un à un les bidons et panneaux solaires constituant l'ISS, qu'il faudra assembler au cours d'innombrables sorties extravéhiculaires.

### DE LA LUNE À MARS

Les deux premiers éléments, le module russe Zarya, lancé en novembre 1998 et auquel le nœud de connexion Unity a été accouplé en décembre, attendent désormais d'être rejoint par le module de service russe, en juin ou juillet, qui doit permettre à cet embryon de station de rester en orbite.

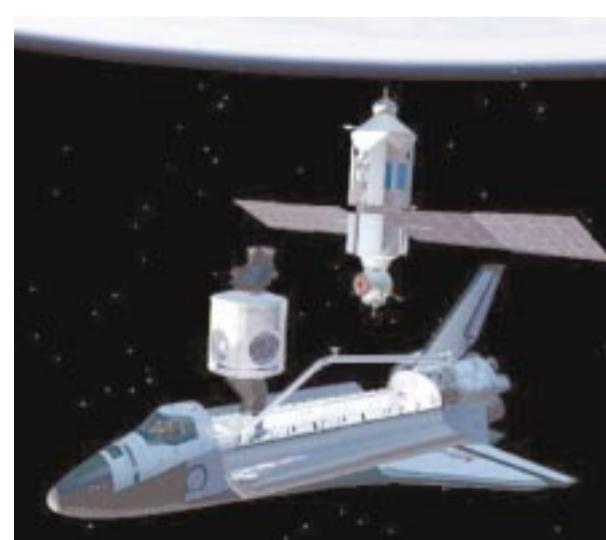
Certains soulignent les dangers de ce projet pharaonique, sans précédent. D'autres, notamment au Congrès américain, s'inquiètent d'une dérive des coûts prévisible. D'autant que chez les Russes, qui doivent fournir des éléments vitaux de l'ISS, les fonds manquent cruellement. Doté de six laboratoires, l'ISS devrait permettre à des

équipages de six à sept astronautes de mettre à profit l'apesanteur pour effectuer une foule de recherches en science des matériaux, en biologie, en physique, préparant, disent les plus optimistes, la prochaine étape de la conquête spatiale : le voyage vers Mars.

Mais de la Lune à Mars – dernière nouvelle frontière en date pour la NASA –, la différence de distance est colossale. Et personne ne voit raisonnablement le pre-

mier astronaute prendre pied sur la Planète rouge avant le milieu du siècle prochain – au plus tôt. En attendant, les Américains se contentent d'y envoyer deux sondes automatiques chaque année. Après le succès de Pathfinder et de son petit robot à l'été 1997, Mars Global Orbiter est parti, le 10 décembre 1998, pour une mission de cartographie en orbite. Elle doit être suivie, début janvier, par Mars Polar Lander, qui se posera près du pôle Sud de la planète.

ESA/CNES



**Ouverture d'un grand chantier spatial : l'assemblage des premiers éléments de la station internationale, Zarya et Unity (dans la navette).**

pour y étudier le climat. Vu de Paris, l'événement martien de l'année fut l'annonce, par le ministre de la recherche, Claude Allègre, le 30 novembre 1998, que la France prendrait part à l'épopée. Et pas pour un rôle de figurant. Le CNES se propose, en effet, de fabriquer l'orbiteur qui récupérera les échantillons de roches prélevés par des robots américains pour les ramener sur Terre, en 2008. L'ensemble devrait être lancé par une Ariane-5 en 2005. Les responsables du CNES discutent des derniers détails techniques avec leurs collègues de la NASA, avant la signature d'un accord, considéré comme « imminent » par le cabinet du ministre français. Les Américains sont ravis de voir la France participer à cette grande aventure. Ce renfort leur permet, en effet, d'économiser près de 30 % sur le budget de leur programme martien, soit quelque 4 milliards de francs (pour une mise de fonds française de 2,5 milliards de francs), tout en améliorant le retour scientifique de leurs missions.

### « UN PEU COURTE EN JAMBES »

Mais, ce qui intéressait le plus les hommes de la NASA n'était pas l'orbiteur français – qu'ils sont parfaitement capables de réaliser seuls et très rapidement – mais sa monture, la fusée européenne Ariane-5, plus performante que les lanceurs dont ils disposeront en 2005. Ce lanceur lourd, que l'Europe a développé pour quelque 44 milliards de francs, venait précisément, le 21 octobre 1998, de réussir brillamment son examen de passage. Ce n'était pas gagné d'avance. Avant ce troisième tir, les défenseurs du programme pouvaient avec un minimum de mauvaise foi arguer d'un taux de succès de 50 % : un échec le 4 juin 1996 et un succès le 30 octobre 1997... Mais, à y bien regarder, le deuxième vol d'Ariane-5, même s'il était allé à son terme, n'avait rien d'un modèle. A cette occasion, la fusée avait surtout fait la preuve de sa solidité, durant un vol marqué par les vibrations et les coups de roulis.

Ariane-5 ayant fait cette fois un sans-faute, comme ses aînées les Ariane-4 – à la régularité et à la précision quasi ferroviaires –, la voici désormais déclarée bonne pour le service commercial. Plusieurs tirs devraient d'ailleurs avoir lieu durant l'année, en complément de ceux confiés à Ariane-4 et déjà inscrits sur le manifeste de lancement de la société Arianespace.

Mais cela ne suffit pas. La toute nouvelle fusée européenne est encore « un peu courte en jambes » pour être en mesure de damer le pion efficacement à la concurrence des Américains, des Russes, des Américano-Russes, des Chinois et à plus long terme des Japonais et des Indiens. Ces perspectives ont conduit l'Europe à lancer dès maintenant des programmes d'amélioration des capacités d'Ariane-5 propres à faire passer sa charge utile de 5,9 tonnes en lancement double à 8 tonnes en 2002, 9 tonnes en 2003 et 11 tonnes en 2005. En lancement double – deux satellites à la fois –, Ariane-5 devrait ainsi tenir sa place. Il lui faut aussi conquérir le marché des constellations de satellites de télécommunications.

Coût de ces différentes opérations : un peu plus de 13 milliards de francs sur dix ans. Si tout se passe bien, les Etats membres de l'Agence spatiale européenne devraient voter ces crédits sans problème. En cas de difficultés, une petite aventure martienne réussie ne serait pas inutile pour convaincre les contribuables de l'intérêt du programme. L'espace « scientifico-épique », parfois considéré comme futile, peut être le meilleur allié de l'espace commercial utile...

# Amélioration au sud

**DIMANCHE**, les perturbations atlantiques vont toucher de façon plus privilégiée les régions de la moitié nord. Au sud, l'anticyclone des Açores permet le retour d'un temps plus serein, avec notamment le retour d'un franc soleil en Méditerranée.

**Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie.** La journée sera bien maussade, sous un ciel gris et souvent pluvieux. Le vent est également de la partie avec des rafales à 90 km/h sur les côtes. Il fera de 11 à 13 degrés.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** Le ciel se couvrira rapidement en matinée avec un passage pluvieux à la mi-journée. L'après-midi, même si la pluie s'arrête, le temps reste nébuleux. Il fera 10 degrés, mais seulement 7 en Ardennes.

**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** La douceur malgré la grisaille va pouvoir dépasser la ligne bleue des Vosges et gagner l'Alsace avec un mercure entre 6 et 9 degrés.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** - Après une matinée en demi-teintes, partagée entre nuages et éclaircies, la situation se décante l'après-midi : le soleil prend une place prédominante dans le bassin aquitain alors que les nuées occupent les terres du Poitou. Il fait de 11 à 16 degrés du nord au sud.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** - Le relief alpin reçoit un mince saupoudrage en début de matinée dès 1000 mètres. Ensuite, le ciel s'éclaircit et la journée s'annonce plutôt agréable, malgré le retour marqué des nuages l'après-midi dans le Limousin et le nord de l'Auvergne. Il fera de 7 à 10 degrés.

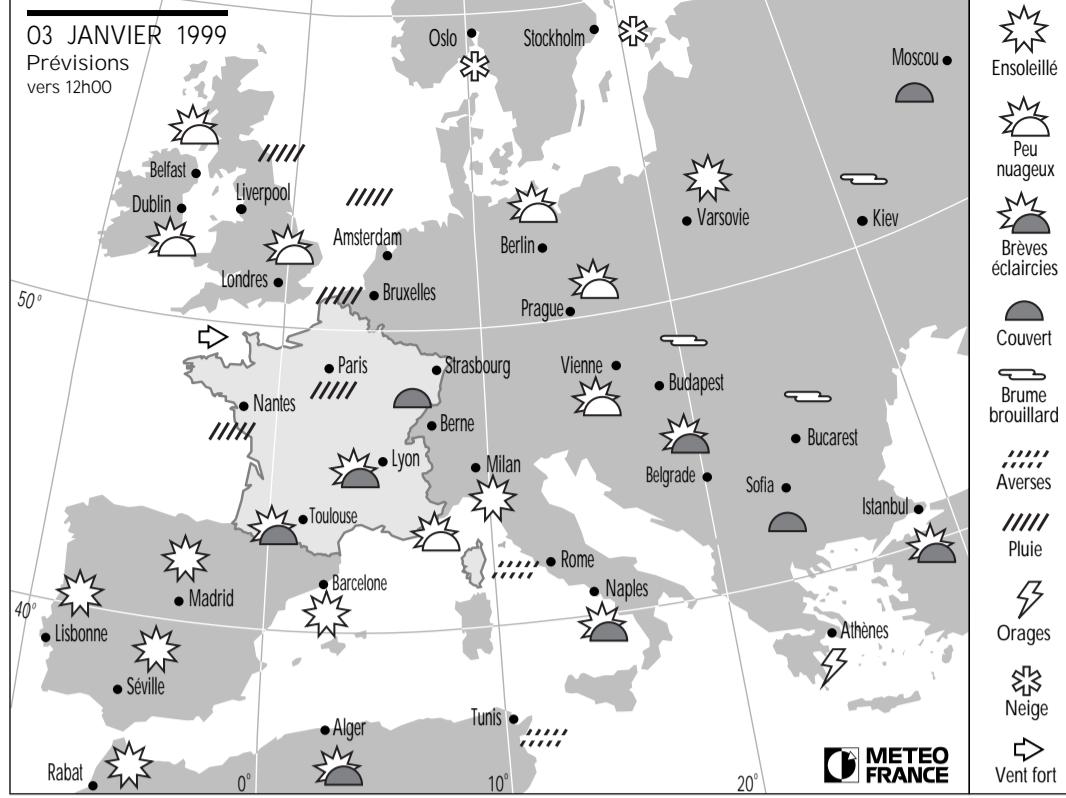
**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** - Le soleil est enfin de retour. Un petit bémol pour la Corse où une averse est encore possible en matinée. Un vent d'ouest modéré souffle du Languedoc au sud de la Corse et les températures s'apprécient des 15 degrés.

## PRÉVISIONS POUR LE 03 JANVIER 1999

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; \* : neige.

FRANCE métropole	NANCY	4/6 C	ATHENES	12/15 P	MADRID	-1/9 S	CARACAS	21/29 N	TUNIS	11/15 P
AJACCIO	6/14 N	NANTES	6/12 P	BARCELONE	5/13 S	MILAN	5/9 S	CHICAGO	13/7 C	ASIE-OCÉANIE
BIARRITZ	10/15 N	NICE	5/14 S	BELFAST	4/9 N	MOSCOW	-8/5 C	LIMA	19/23 C	BANGKOK
BORDEAUX	6/13 N	PARIS	4/10 P	BELGRADE	-6/0 S	MUNICH	1/4 P	LOS ANGELES	11/16 C	BOMBAY
BOURGES	4/9 C	PAU	3/14 N	BERLIN	1/6 N	NAPLES	10/14 S	MEXICO	8/19 S	DJAKARTA
BREST	6/12 P	PERPIGNAN	7/13 N	BERNE	-1/4 C	OSLO	-3/1	MONTREAL	-17/5	DUBAI
CAEN	6/10 P	RENNES	5/12 P	BRUXELLES	5/9 P	PALMA DE M.	6/14 S	NEW YORK	15/21 S	HANOI
CHERBOURG	5/12 P	ST-ETIENNE	6/10 N	BUCAREST	-11/1 C	PRAGUE	-2/4 N	SAINT FRANCIS	12/19 S	HONGKONG
CLERMONT-F.	5/10 N	STRASBOURG	3/5 N	BUDAPEST	-6/2 C	ROME	5/15 P	SANTIAGO/CHI	12/21 S	JERUSALEM
DIJON	4/8 C	TOULOUSE	7/12 N	COPENHAGUE	3/4 P	SEVILLE	7/18 S	TORONTO	-9/4	NEW DELHI
GRENOBLE	-1/7 N	TOURS	4/9 P	DUBLIN	4/9 N	SOFIA	-11/1 C	WASHINGTON	-1/13 P	PEKIN
LILLE	5/10 P	FRANCE outre-mer	3/7 C	FRANCFOR	3/7 C	ST-PETERSB.	-6/3 C	AFRIQUE	7/16 N	SEOUL
LIMOGES	4/8 N	CAYENNE	24/27 N	GENEVE	2/6 C	STOCKHOLM	1/3	ALGER	20/24 N	SINGAPOUR
LYON	3/9 N	FORT-DE-FR.	24/28 S	HELSINKI	-2/1 C	TENERIFE	12/16 S	DAKAR	22/28 S	SYDNEY
MARSEILLE	7/13 S	NOUMEA	23/28 N	ISTANBUL	7/11 N	VARSOVIE	-2/2 S	KINSHASA	21/29 P	TOKYO

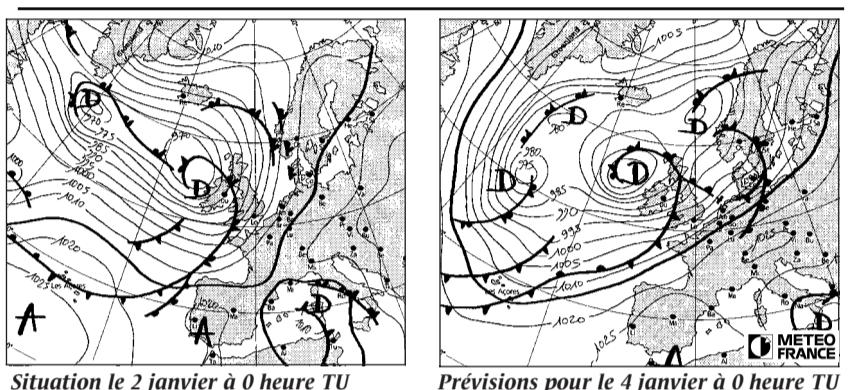
PAPEETE	24/28 P	KIEV	-5/-3 C	VENISE	4/7 P	LE CAIRE	12/23 S
POINTE-A-PIT.	24/29 S	LISBONNE	10/15 S	VIENNE	-5/2 N	MARRAKECH	10/21 S
ST-DENIS-RÉ.	23/29 N	LIVERPOOL	6/14 P	AMÉRIQUES		NAIROBI	16/27 S
EUROPE		LONDRES	5/14 N	BRASILIA	20/24 P	PRETORIA	20/29 S
AMSTERDAM	5/8 P	LUXEMBOURG	2/6 N	BUENOS AIR.	12/28 N	RABAT	9/19 S
			-1/9 S	CARACAS	21/29 N	TUNIS	11/15 P
			-13/-7 C	ASIE-OCÉANIE			
			13/7 C	BANGKOK	23/30 S		



## LE CARNET DU VOYAGEUR

**HÔTELS.** Les hôtels Comfort, Quality et Clarion de la chaîne Choice Hotels France ont décidé de prolonger jusqu'au mercredi 31 mars leurs forfaits permettant la découverte des grands crus de l'Hexagone. De l'Alsace à l'Aquitaine en passant par la Bourgogne, la Touraine et l'Anjou, les sept établissements concernés (Strasbourg, Dijon, Beaune, Tours, Bordeaux, Angers) proposent un forfait de 3 jours et 2 nuits (de 542 à 1 400 F par personne en demi-pension) incluant une visite de la ville et d'une cave locale. Renseignements au 0800-12-12-12.

**ÉTATS-UNIS.** Un numéro d'appel téléphonique gratuit a été mis en place par « Visit Florida » à l'intention des voyageurs étrangers. Confrontés à un problème urgent, il leur suffira de composer le 800-656-8777 pour trouver, 24 heures sur 24 et en 180 langues, l'aide recherchée.



## PRATIQUE

# Dons de meubles ou de vêtements : se débarrasser sans embarrasser

**A L'OCCASION** d'un déménagement, lors d'un décès, ou après la vague des cadeaux de fin d'année et des soldes, on se retrouve encombrés par des objets dont on n'a plus l'usage, mais qui sont encore en bon état et pourraient être utiles à d'autres. On pense aussiit aux œuvres charitables, mais, contrairement à ce qu'on pourrait croire, ce n'est pas toujours possible, ni facile.

« J'ai appelé le Secours populaire pour leur proposer un Frigidaire en bon état. Rendez-vous a été pris pour un samedi. J'ai attendu toute la journée, personne n'est venu. La semaine suivante, une jeune femme seule s'est présentée. J'ai dû l'aider à transporter le frigidaire et à le charger dans la camionnette », raconte Anne, qui souffre du dos et jure qu'on ne l'y reprendra plus.

Chez Emmaüs, les donateurs ne reçoivent pas toujours le meilleur accueil. « Vieux meubles, vêtements, livres, bibelots, jouets, appareils ménagers, tout cela peut nous servir. Nous réparons et vendons tout ce qui peut être encore utile. Nous passerons les prendre gratuitement à votre domicile », annonce le prospectus. Pourtant, lorsqu'on téléphone en indiquant qu'on a une cave à vider, on est soumis à

récupération et rebut. Nous enlevons parfois des déchets pour faire plaisir, mais nous n'avons pas pour vocation de nettoyer les caves. »

A l'Armée du salut, on prend également toute sorte d'objets, pour peu qu'ils soient utilisables : « Un pantalon dépourvu de fermeture Eclair et de boutons ne servira à rien car nous n'avons pas le temps de le remettre en état. »

**ASSOCIATIONS SPÉCIALISÉES**  
Seuls les meubles sont restaurés et revendus au profit de l'association. Les jouets sont donnés à des familles habitant des logements sociaux, les livres et CD-ROM

trouvent place dans les Bibliothèques Junior où est assuré un soutien scolaire.

D'autres associations sont plus spécialisées. Par exemple, parmi les 96 fédérations du Secours populaire, les unes prendront les meubles, les autres préféreront les livres, les jouets ou les vêtements. Il en va de même au Secours catholique, où les 106 délégations s'adaptent aux besoins locaux.

Ainsi, à Brioude (Haute-Loire), où la délégation dispose d'un grand local de 250 mètres carrés, appelé « Rafistol », elle collecte des meubles et du gros électro-

ménager qui seront remis en état. « Seul le secteur du vêtement et du textile (draps, couvertures, linge de maison) est organisé, car c'est une tradition », explique-t-on au Secours catholique. Il en va de même à la Croix-Rouge, et dans de nombreuses autres associations : Secours populaire, Armée du salut, Emmaüs, Association des paralysés de France (APF).

Une polémique est née courant 1998, lorsqu'il fut dévoilé que des vêtements ainsi collectés étaient revendus dans des braderies ou à des soldeurs, et remis dans le circuit commercial. « Même si l'association possède des vestiaires où les vêtements sont distribués, une partie de la collecte est revendue », indique Antoine Crouan de la Croix-Rouge française.

### ALLEMAGNE : DIX FOIS PLUS

En effet, les Français donnent 50 000 tonnes de vêtements par an (soit 1,5 kg par foyer), alors qu'en Allemagne ce chiffre est dix fois supérieur. « Le potentiel français est estimé à 13 kg par foyer, poursuit Antoine Crouan, mais bien souvent les gens ne savent pas où aller. Ils ignorent également qu'il est possible de recycler les surplus inutilisables dans les vestiaires,

pour faire des couvertures ou des revêtements de voitures. »

Pour faciliter le ramassage, certaines associations caritatives – dont la Croix-Rouge – font appel à des collecteurs industriels (Eurocollecte, Habib-Ecotex, Recollect) ainsi qu'à l'entreprise d'insertion Le Relais. Ces sociétés mettent en place des conteneurs dans des lieux publics (parkings, grandes surfaces), et reversent aux associations une partie du produit du recyclage des vêtements usagés, soit 7 millions de francs en 1998.

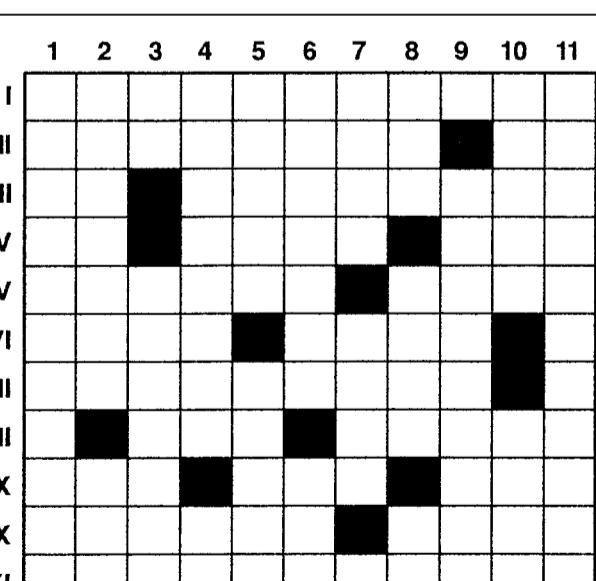
Les associations qui n'utilisent pas ce système collectent à petite échelle pour une cible bien précise. Par exemple, la Mie de pain est preneuse de vêtements masculins exclusivement, incluant les sous-vêtements et les chaussures. Elle demande également des serviettes de toilette, des peignes, brosses, rasoirs, du savon et du dentifrice, ainsi que du café et du sucre, car elle en distribue des tonnes dans la salle de jour ouverte toute l'année. Il existe des dizaines d'associations, à chacun de trouver celle avec laquelle il se sent le plus d'affinités.

**Michaëla Bobasch**

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99003

SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



### HORizontalement

I. Porteurs de feu. - II. Font moins de dégâts que les pèlerins. Attrapé à la tête. - III. Possessif inversé. Des fuites qui posent problème aux parents. - IV. Manifestation enfantine. Monte aux beaux jours. Une fois de plus. - V. Parcours semé de pièges. Vivait avec ses huit copines au Parnasse. - VI. Sauva les pénates et s'enfuit. Opération boursière. - VII. Comme l'année prochaine. - VIII. Conviendra. Aude- dessus dans la page. - IX. Passe par Strasbourg. Prise. Double pour communiquer. - X. Ingénues. Fait le tour. - XI. Sérieuse mise en doute.

### VERTICalement

1. Embarqués dans une aventure à risques. - 2. Fléau pour faire l'équilibre. Nappe en surface. - 3. Parlé dans le Sud. Apode, aveugle et fousseur. - 4. Règle les problèmes et les dépenses

Philippe Dupuis

### SOLUTION DU N° 99002

#### HORizontalement

I. Trois-quarts. - II. Recteur. Epi. - III. On. Iliens. - IV. Moins. Totem. - V. Pure. Ornano. - VI. Evertuer. Cl. - VII. Le. Air. Eteo (étée). - VIII. Oasis. Etang. - IX. Eu. Rab. Su. - X. Dénaturée. - XI. Larsen. Rues.

#### VERTICalement

1. Trompe-l'œil. - 2. Renouveau. - 3. Oc. Ire. Dr. - 4. Itinéraires. - 5. Sels. Tisane. - 6. Qui. Our. Ban. - 7. Urètre. - 8. Non-retour. - 9. Resta. Ta. Ru. - 10. Tp. Encensée. - 11. Sismologues.

## ÉCHECS

N° 1825

### TOURNOI INTERNATIONAL (Oxford, 1998)

Blancs : J. Hector.

Noirs : S. Pedersen.

# Légion d'honneur

Nous publions la liste des nominations, promotions et élévations dans l'ordre de la Légion d'honneur parues au *Journal officiel* du vendredi 1<sup>er</sup> janvier.

## François Bloch-Lainé, grand-croix

Est élevé à la dignité de *grand-croix* : François Bloch-Lainé, ancien président de la Fondation pour la recherche médicale.

Sont élevés à la dignité de *grand officier* : Antoine Bernheim, président d'un groupe d'assurances européen ; Jean-Pierre Brunet, ambassadeur de France ; Jacques Goddet, président d'honneur de la société d'exploitation du Palais omnisports de Paris-Bercy, ancien directeur de *L'Equipe* et du Tour de France ; Jean Lucchesi, ancien de la 2<sup>e</sup> DB, préfet honoraire.

### Grande chancellerie

Est promu *commandeur* : Pierre Manière, préfet honoraire.

### Emploi et solidarité

Sont promus *commandeurs* : Pierre Guillen, conseiller économique et social, membre du Conseil de la politique monétaire ; Colette Méme, membre du Haut Conseil de la réforme hospitalière.

### Justice

Sont promus *commandeurs* : Geneviève Augendre, avocate au barreau de Paris ; Gérard Cahin, avocat au barreau de Colmar (Haut-Rhin), ancien bâtonnier ; René Guillaume, conseiller d'Etat.

### Education nationale, recherche et technologie

Est promu *commandeur* : Charles Thibault, directeur de recherche à l'Institut national de la recherche agronomique, ancien président du Centre national de la recherche scientifique.

### Intérieur

Sont promus *commandeurs* : Mahdi Hacène, préfet honoraire ; Eugène Joly, président d'une association d'anciens combattants à la Réunion.

### Affaires étrangères

Est promu *commandeur* : Pierre Hunt, ambassadeur de France.

### Défense

Est promu *commandeur* : Roger Clapier, président de l'Union nationale des aveugles de la Résistance.

### Équipement, transports et logement

Est promu *commandeur* : Christian Brossier, président de section au Conseil général des ponts et chaussées.

### Culture et communication

Sont promus *commandeurs* : Irène Bizot, conservatrice générale du patrimoine, administratrice générale de la Réunion des musées nationaux ; Janine Charrat, chorégraphe, conseillère pour la danse au Centre Georges-Pompidou ; Vadime Elisseeff, historien de l'art et des civilisations.

### Grande chancellerie

Sont promus *officiers* : René Combès, commissaire divisionnaire honoraire de la police nationale ; Louis Desrousseaux de Medrano, invalide de guerre ; Pierre Jarno, ancien attaché principal d'administration universitaire ; Jacques Kérinec, ingénieur aéronautique ; Georges Maurin, inspecteur général honoraire à l'Électricité de France et Gaz de France ; Louis Porte, ancien instituteur ; Suzanne Poumerol, née Hamoune, ancienne assistante sociale en chef des armées ; Jean Roussel, président d'une section départementale de la Société d'entraide des membres de la Légion d'honneur ; Jacques Thuijleaux, grand invalide de guerre. Sont nommés *chevaliers* :

André Bouzy, directeur honoraire à la Société nationale des chemins de fer français ; Gérard Couesnon, conciliateur de justice ; Olivier Echappé, secrétaire général de la grande chancellerie de la Légion d'honneur ; Bernard Guillemain, professeur de 1<sup>re</sup> classe honoraire ; Louis Huon de Kermadec, ancien attaché commercial à la direction des relations économiques extérieures du ministère de l'économie et des finances ; Louis Jacquignon, directeur adjoint honoraire à Gaz de France ; Didier Léou, inspecteur divisionnaire honoraire de la police nationale ; Birthe Lejeune, née Bringsted, présidente d'honneur d'une fondation reconnue d'utilité publique ; Elisabeth Pauly, née Charreyre, conservatrice générale du patrimoine, directrice du Musée de la Légion d'honneur et des ordres de chevalerie ; Roger Pellegrini, ancien directeur général de la qualité et du contrôle technique dans une société ; Denise Poryadjian, née Pilat, administratrice nationale de la Société nationale des Médalliers militaires ; Pierre Tavan, président général de l'Association nationale des retraités des PTT ; Jacques Vélin, ancien directeur d'un centre hospitalier.

### Premier ministre

Sont promus *officiers* : Jean Albert, président de la Fédération nationale des internes résistants et patriotes ; Armand Balleret, maire honoraire, vice-président d'une association des Restaurants du cœur ; Lucien Chateau, vice-président d'une association d'aide aux personnes âgées ; Philippe Kourilsky, directeur de recherche ; Pascal Lamy, membre du comité exécutif d'une banque ; Martine Meusy, sous-directrice à la Documentation française ; René Sirat, grand rabbin du Consistoire central de France ; Jacqueline Vignaud, née Pasquier, membre de sociétés médicales. Sont nommés *chevaliers* :

Jean-François Bègue, journaliste à Sud-Ouest, président d'une association syndicale professionnelle de presse ; William Bellaloum, membre d'associations ; Jean-Paul Boelu, préfet, directeur des Journaux officiels ; Jeanne-Marie Bréchot, née Kipfer, médecin des hôpitaux ; Jean-Jérôme Caminade, déporté-résistant, membre de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes ; Béryl Chapuis, née Joncour, vice-présidente d'une association en faveur des femmes ; Mona Chassero, fondatrice et animatrice d'une association en faveur des femmes ; Claudine Cissoko, née Delorme,

administratrice du conseil d'administration de l'Association sénégalaise pour la santé ; René Cloarec, inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale ; Jean-Bernard Cocheteux, président-directeur général d'une société aéronautique ; Mireille Dardenne, née Prudhomme, directrice de recherches dans un hôpital ; Daniel Daubresse, commissaire principal de police, directeur des stages dans un organisme public ; Denise Fuchs, présidente d'une association européenne en faveur des femmes ; Claire Héber-Suffrin, née Rongier, responsable de formation ; l'abbé Paul Houée, ancien directeur de recherche, membre d'associations pour le développement des pays bretons ; Jean Hugon, conseiller général, maire ; Daniel Hyman, conseiller de l'Association des grandes entreprises françaises ; Aurore Lachèze, née Chetboun, membre d'associations d'anciens combattants ; Louis Laisney, président et membre de comités sportifs ; Jeannine Maignon, traductrice, membre d'associations ; Magali Morsy, née Patchett, professeur honoraire des universités ; Serge Paganel, conseiller général, vice-président d'un district urbain ; Josette Pagès, née Nelson, membre du conseil d'administration d'une amicale pour anciens déportés ; Jean Pericoli, déporté-résistant, membre de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes ; Albert Pichet, déporté-résistant, membre de la Fédération nationale des déportés, internés résistants et patriotes ; Jacques Pillet, président de société ; Marie Poirier, née Comar, médecin, auditrice de l'Institut des hautes études de défense nationale ; Lina Possenti, née Boralevi, ancienne professeur de chant ; Maryse Prevost, née Benhaim, secrétaire administrative dans les services du premier ministre ; Pierre Salles, sous-préfet ; François Schlumberger, directeur général d'une société ; Odile Sicard, née Lalande, présidente d'une association en faveur des femmes ; Gabriel Souillat, déporté-résistant, membre de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes ; Andrée Stim, née Francillon, chef des services financiers d'une université ; Pierre Taribo, directeur de la rédaction de *L'Est républicain* ; Marie Thierry, née Gaultier de la Ferrière, dite de Hennezel, psychologue dans un centre hospitalier ; Emmanuel Trastet, président d'une association déportementale d'anciens combattants ; Catherine Valabregue, née Dreyfus, membre et responsable d'associations ; Jean Viard, directeur de recherche au CNRS.

### PROMOTION DU TRAVAIL

Est promu *officier* : Stéphane Manzoni, président-directeur général de société. Sont nommés *chevaliers* :

Serge Bachelier, ferronnier-serrurier d'art, meilleur ouvrier de France ; Jean-Marie Baron, gérant de société ; Benjamin Blaizeck, président-directeur général d'une imprimerie ; Gilbert Bouillauguet, trésorier d'une chambre de métiers ; Richard Budendorf, ancien président-directeur général de société ; Jean-Pierre Conte, président-directeur général de société ; Christian Coulon, artisan sculpteur sur bois, trésorier d'une chambre de métiers ; Alain Courtous, président-directeur général de société, président d'une chambre de commerce et d'industrie ; Georges Danion, facteur d'orgues ; Eugène Daumeries, ancien syndicaliste, ancien métallurgiste ; Pierre Dufougères, président du conseil d'administration d'une société ; Gérard Dubois, conseiller général d'Indre-et-Loire, maire de Marcé, chef d'une entreprise de menuiserie ; Jean-Claude Eberling, directeur d'établissement industriel ; Louis Farren, président d'une caisse d'allocations familiales et membre d'associations sociales ; Guy Furlanetto, maître artisan en cycles et motos ; Marcel Gervaise, juge dans un tribunal de commerce ; Georges Granday, ancien président d'une chambre de commerce et d'industrie ; Michelle Guerard, infirmière surveillante-chef dans un centre hospitalier ; Yves Lavozec, gérant de société ; Yves-Marie Le Gal, président d'un syndicat régional ; Pierre Michaudeau, directeur d'une imprimerie ; Gérard Nicolas, chargé de la formation dans un syndicat ; Michel Pougnet, président d'une chambre de commerce et d'industrie ; Serge Ribeau, gérant de société, Roland Rollin, président d'une chambre de métiers ; Gilbert Varin, chef d'équipe dans une direction départementale de l'équipement.

### Emploi et solidarité

Sont promus *officiers* :

Jean-Baptiste Bonnaud, notaire à Paris ; Philippe de Cagny, avocat général à la Cour de cassation ; Adolphe Dourrel, président de la chambre au conseil des prud'hommes de Paris ; Jean-Pierre Dufour, avocat honoraire au barreau de Paris ; Nicole Dupieux, substitut honoraire du procureur général près la cour d'appel de Paris ; Emmanuel Errera, avocat honoraire au barreau de Paris ; Bruno Genoës, conseiller d'Etat ; Jean-Pierre Guimard, procureur de la République honoraire près le tribunal de grande instance de Caen (Calvados) ; Alain Junqua, premier président de la cour d'appel de Poitiers (Vienne) ; Philippe Leleu, avocat au barreau de Béthune (Pas-de-Calais), ancien bâtonnier ; Gérard Lupi, avocat général honoraire à la Cour de cassation ; Jean-François de Reydet de Vulpinières, conseiller d'Etat ; Paul-François Ryziger, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation ; Roger Tacheau, procureur général près la cour d'appel de Douai (Nord) ; Philippe Waquet, conseiller doyen de la Cour de cassation.

### Justice

Sont promus *officiers* :

Frédéric Bonnart, avocat à Paris ; Philippe de Cagny, avocat général à la Cour de cassation ; Adolphe Dourrel, président de la chambre au conseil des prud'hommes de Paris ; Jean-Pierre Dufour, avocat honoraire au barreau de Paris ; Bruno Genoës, conseiller d'Etat ; Jean-Pierre Guimard, procureur de la République honoraire près le tribunal de grande instance de Caen (Calvados) ; Alain Junqua, premier président de la cour d'appel de Poitiers (Vienne) ; Philippe Leleu, avocat au barreau de Béthune (Pas-de-Calais), ancien bâtonnier ; Gérard Lupi, avocat général honoraire à la Cour de cassation ; Jean-François de Reydet de Vulpinières, conseiller d'Etat ; Paul-François Ryziger, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation ; Roger Tacheau, procureur général près la cour d'appel de Douai (Nord) ; Philippe Waquet, conseiller doyen de la Cour de cassation.

### Intérieur

Sont nommés *chevaliers* :

Véronique Ainson, ancienne bâtonnière, avocate au barreau de Grasse (Alpes-Maritimes) ; Josée Allegri, avocat au barreau de Marseille (Bouches-du-Rhône), ancien bâtonnier ; Jean Beyer, président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris ; Daniel Boscheron, conseiller à la Cour de cassation ; Jean-Louis Castagnède, président de chambre à la cour d'appel de Bordeaux (Gironde) ; Bernard Challe, conseiller à la Cour de cassation ; Gérard Christol, avocat au barreau de Montpellier (Hérault), ancien bâtonnier, président de la Conférence nationale des bâtonniers ; Patrice Couetoux du Terre, avocat au barreau de Rennes (Ille-et-Vilaine), ancien bâtonnier ; Michel Courtin, président du tribunal administratif de Lille (Nord) ; André Dana, expert agréé près la Cour de cassation ; Jean-Michel Durand, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Grasse ; Claude Elbaz, médecin expert près la cour d'appel de Paris ; Odile Falletti, épouse Haenel, présidente de chambre à la cour d'appel de Grenoble (Isère) ; Paul Ferru, avocat au barreau de La Rochelle (Charente-Maritime) ; Roland Breton, avocat au barreau de Paris ; Jean-François Gouthmann, président de l'Ordre des avocats de Paris ; Constant Teffri, ancien maire du 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

### Intérieur

Sont nommés *chevaliers* :

Maurice Allouche, trésorier du consistoire israélite de Paris ; François Barazer, maire honoraire de Motreff (Finistère) ; Joël Battex, maire de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) ; Henri Belcourt, ancien parlementaire, maire d'Ussel (Corrèze) ; Michel Béregovoy, ancien député, conseiller général du Val-de-Marne, ancien maire d'Ormesson-sur-Marne (Val-de-Marne) ; Yves Mansillon, préfet de la région Bretagne, préfet d'Ille-et-Vilaine ; Fleury Mitiot, maire honoraire de Caen (Calvados) ; Jean-Pierre Marmillou, responsable de la paroisse de San Pedro de Potosi (Bolivie) ; Jean Martin, directeur général d'un groupe (Pays-Bas) ; Henri Monjauze, délégué au Conseil supérieur des Français de l'étranger (Etats-Unis) ; Charles Ranquet, préfet de l'île de La Réunion (Île-de-France) ; Jérôme Saillant, préfet de l'île de La Réunion (Île-de-France) ; Jean-Pierre Séguy, journaliste (Allemagne) ; Marie-Suzy, née Diller-Ulrich, directrice d'un service de promotion des échanges commerciaux (Allemagne) ; Françoise Tétu, tête de Labeaume, née Barrère, professeur (Canada) ; Jacek Zaniawicki, président-directeur général de société (Pologne).

Sont nommés *chevaliers* :

Taïeb Aifa, maire de Bourail (Nouvelle-Calédonie) ; Philippe Brotherson, maire d'Utuaro (Polynésie française) ; Jeanne Caristan, née Vernet, présidente d'une association à caractère social en Guyane ; Clair Charles-Sainte-Claire, président d'une association sportive à la Martinique ; Fernand Donatien, musicien à la Martinique ; Bernadette Le Bihan, épouse Ardon, professeur de collège à la Réunion ; Jean-Philippe Morin, adjoint au sous-directeur des affaires politiques au secrétariat d'Etat ; Henri Paul, ancien directeur des affaires économiques, sociales et culturelles au secrétariat d'Etat ; Samson Sainte-Luce, ancien directeur de la caisse générale de Sécurité sociale de la Martinique ; Margie Sudre, née Demaiche, ancienne secrétaire d'Etat, conseillère régionale de la Réunion.

### Affaires étrangères

#### PERSONNEL

Sont promus *officiers* :

Jean d'Albigny, ambassadeur de France en Afrique du Sud ; André Gaudau, ambassadeur de France en Suise.

#### Sont nommés *chevaliers* :

Patrick Amiot, ministre plénipotentiaire à l'administration centrale ; Hervé Bolot, ambassadeur de France au Congo ; Philippe Coste, ambassadeur de France en République tchèque ; Michèle Frick-Bernard, épouse Héberlé, consul de France à Tel-Aviv ; Jacques Migozzi, ambassadeur de France en Tanzanie ; Richard Narlich, ambassadeur de France au Paraguay.

### PROTOCOLE

#### Sont promus *officiers* :

M. Arquiasamy, délégué au Conseil supérieur des Français de l'étranger (Inde) ; Jandré Dubail, délégué au Conseil supérieur des Français de l'étranger (Inde) ; Vassos Karageorghis, archéologue (Chypre) ; Jean-Jacques Oeclin, président de la 86<sup>e</sup> session de la Conférence internationale du travail.

#### Sont nommés *chevaliers* :

Antoine Aït, avocat international au barreau de Beyrouth (Liban) ; Louis Berthelemy, président et directeur général d'une banque (Uruguay) ; Claude Capeau, président de l'Union des anciens combattants de l'Inde ; Vassos Karageorghis, archéologue (Chypre) ; Jean-Jacques Oeclin, président de la 86<sup>e</sup> session de la Conférence internationale du travail.

#### Sont nommés *chevaliers* :

Antoine Aït, avocat international au barreau de Beyrouth (Liban) ; Louis Berthelemy, président et directeur général d'une banque (Uruguay) ; Claude Capeau, président de l'Union des anciens combattants de l'Inde ; Vassos Karageorghis, archéologue (Chypre) ; Jean-Jacques Oeclin, président de la 86<sup>e</sup> session de la Conférence internationale du travail.

#### Sont nommés *chevaliers* :

Michel Abbal, receveur régional des douanes à Saint-Germain-en-Laye ; Cécile Adin, née Wolanin, trésorière principale du Trésor public au ministère ; Annie Clair, née Chadrin, chef de bureau au ministère ; Michel Duprat, inspecteur d'accompagnement de l'éducation nationale de l'Essonne ; René Duynoy, inspecteur d'accompagnement de l'éducation nationale de l'Essonne ; Jeanne Hervé, inspectrice d'accompagnement de l'éducation nationale de l'Essonne.

#### Sont nommés *chevaliers* :

Michel Abbal, receveur régional des douanes à Saint-Germain-en-Laye ; Cécile Adin, née Wolanin, trésorière principale du Trésor public au ministère ; Annie Clair, née Chadrin, chef de bureau au ministère ; Michel Duprat, inspecteur d'accompagnement de l'éducation nationale de l'Essonne ; Jeanne Hervé, inspectrice d'accompagnement de l'éducation nationale de l'Essonne.

#### Sont nommés *chevaliers* :

Michel Abbal, receveur régional des douanes à Saint-Germain-en-Laye ; Cécile Adin, née Wolanin, trésorière principale du Trésor public au ministère ; Annie Clair, née Chadrin, chef de bureau au ministère ; Michel Duprat, inspecteur d'accompagnement de l'éducation nationale de l'Essonne ; Jeanne Hervé, inspectrice d'accompagnement de l'éducation nationale de l'Essonne.

#### Sont nommés <

Sont nommés *chevaliers* : Jean Bigay, président du directoire d'une société ; Gérard Bouy, directeur dans une société ; Jean Colas, président de la Fédération nationale des sous-officiers de réserve ; Michel Labori, ancien professeur agrégé dans un lycée militaire ; Michel Laroche, directeur dans une société ; Danièle Le Gourrieré, ingénieur sur contrat ; Gilbert Lemoine, administrateur civil hors classe, sous-directeur ; Anne-Marie Mainguy, directrice adjointe à l'Office national d'études et de recherches aérospatiales ; Denis Ranque, président-directeur général d'une société ; Andréas Rosenberg, peintre titulaire des armes ; Jean-Pierre Segondi, chef de service administratif ; Pierre-Yves Soudan, administrateur civil hors classe, sous-directeur à la direction centrale du matériel de l'armée de terre ; Bernard Urzel, ingénieur en chef des ponts et chaussées, directeur adjoint civil de la direction centrale de l'infrastructure de l'air.

#### ANCIENS COMBATTANTS

Sont promus *officiers* :

Jean-Noël Bailli, président d'honneur départemental de l'UFAC ; Jean Hadey, membre du comité directeur national de l'Association des Français libres ; Roger Janaouï, président d'associations d'anciens combattants.

Sont nommés *chevaliers* :

Jean Blanchard, vice-président départemental de l'Union nationale des combattants ; Micheline Chapey, née Mopin, présidente de l'Association des amputés, grands blessés et victimes de guerre ; Alfred Choain, président d'honneur départemental de l'Association nationale des médaillés de la Résistance française ; Jean Coutanceau, secrétaire national de Flandres-Dunkerque 40 ; Hélène Cozic, membre actif de l'amicale des volontaires féminines de la France libre ; Maurice Damande, membre actif d'associations d'anciens combattants ; Roger Dannacker, président d'une section de l'Union nationale des combattants ; Jacques Delauberger, membre du bureau national de l'Association républicaine des anciens combattants et victimes de guerre ; Marcel Dupuis, vice-président national de l'UFAC ; Gabrielle Giffard, secrétaire départementale de la Fédération nationale des anciens de la Résistance ; Ishak Guez, conseiller national et président régional de la Fédération des associations de fonctionnaires et agents des services publics anciens combattants ; Pierre Guinoiseau, membre du bureau d'une section régionale de l'association Rhin et Danube ; Germaine Heim, membre actif de l'Amicale des volontaires féminines de la France libre ; Désiré Latinus, membre du comité fédéral de la Fnacg-CATM ; Hélène Obéz, née Ville-neuve, ancienne engagée volontaire dans les Forces françaises de l'intérieur ; Jacques Pietraszowski, administrateur national de la société nationale Les Médallés militaires ; Jacques Richet, membre actif d'associations d'anciens combattants ; Marie-Angé Rodriguez, née Alibert, ancienne résistante ; Jack Roussel, membre du bureau national de la Fnac ; Monique Valat, née Le Bail, membre actif de l'Amicale des volontaires féminines de la France libre ; Michel Vandel, membre actif d'associations d'anciens combattants.

#### CONTINGENT DES DÉPORTÉS ET DES INTERNÉS DE LA RÉSISTANCE

Sont promus *officiers* :

Albert Daudon, interné-résistant ; Yvan Homel, déporté-résistant ; Camille Roux,

#### DISPARITIONS

■ **L'ABBÉ ELIGIUS JAN DEKKERS** est mort le 15 décembre 1998 à l'abbaye bénédictine Saint-Pierre de Steenbrugge, à Bruges. Né le 20 juin 1915 à Anvers, en Belgique, sa vie s'est identifiée avec un projet éditorial ambitieux : renouveler l'œuvre de l'abbé Jacques-Paul Migne, qui, au siècle dernier, a voulu mettre à la disposition des lecteurs les textes originaux des Pères de l'Eglise et de leurs successeurs théologiens, en publiant plus d'un millier de volumes dans sa « Bibliothèque universelle du clergé » – volumes qui sont toujours utilisés par les érudits dans toutes les bibliothèques du monde. Fondant en 1949 le « Corpus Christianorum », en collaboration avec les éditions Brepols, et afin de répondre aux normes scientifiques de l'édition critique des textes, l'abbé Dekkers s'est entouré de plusieurs comités scientifiques internationaux responsables des diverses séries de cette nouvelle bibliothèque d'édition chrétienne qui compte déjà près de cinq cents volumes. Organisé en diverses séries, ce « Corpus » propose des textes grecs et latins, qui ont formé l'histoire des

interné-résistant ; Yvette Sibiril, née Guenin, déportée-résistante ; Jacques Vern, déporté-résistant.

Sont nommés *chevaliers* : Roger Brion, interné-résistant ; Henri Broudet, interné-résistant ; Robert Durand, interné-résistant ; Marcel Lasserre, interné-résistant ; Henri Mantrand, interné-résistant ; Pierre Molines, interné-résistant ; Joseph Petrelli, interné-résistant.

#### ANCIENS COMBATTANTS

##### DE 1914-1918

Sont promus *officiers* : Louis Aegerter, né le 5 août 1893 à Noisiel (Seine-et-Marne) ; Charles Panaget, né le 29 février 1896 à Bruz (Ille-et-Vilaine) ; Raymond Parisel, né le 23 juillet 1897 à Nancy (Meurthe-et-Moselle).

Est nommé *chevalier* :

Albert Bomméa, né le 1er septembre 1900 à Marseille (Bouches-du-Rhône).

#### Équipement, transports et logement

Sont promus *officiers* :

Maurice Bourges, ingénieur général des ponts et chaussées, président de section au Conseil général des ponts et chaussées ; Yves Lambert, ingénieur général de l'aviation civile, directeur général d'une organisation internationale de contrôle aérien ; Thierry Lehouerou-Kérisel, ingénieur général des ponts et chaussées, président de section à l'inspection générale de l'aviation civile et de la météorologie ; Christian René, président du Conseil supérieur de santé de l'Etablissement national des invalides de la marine ; Christian René, ancien coordinateur d'une mission d'inspection générale territoriale au Conseil général des ponts et chaussées.

Sont nommés *chevaliers* :

François Bachelet, directeur général dans une compagnie aérienne ; Laurent Barbaux, directeur de l'Etablissement national des invalides de la marine ; Jean-Michel Barnier, directeur d'un département à la RATP ; Pierre Brunat, ancien directeur d'éditions juridiques spécialisées dans le secteur des transports ; Christian Cléret, directeur d'un département Aéroports de Paris ; Henri Gautier, ancien chef d'agence dans un cabinet d'architecte ; Henri Grindom, coprésident d'une société d'études techniques et économiques ; Bernard de Korsak, président-directeur général de l'Agence foncière et technique de la région parisienne ; Claude Leroy, président du conseil d'administration d'une fédération de transport ; Pierre Malbrunot, constructeur de matériel de travaux publics ; Nicole Malmassari, née Lugarini, administratrice civile hors classe à l'administration centrale ; Jean-Louis Mons, maire, conseiller général, membre d'un conseil départemental de l'habitat ; Pierre Piriou, président du conseil d'administration d'une société de construction et réparation navales ; Marie-Françoise Simon, épouse Rovetto, inspectrice générale des établissements administratifs et scolaires de la marine marchande ; Michel Thibault, ingénieur en chef des ponts et chaussées, directeur départemental de l'équipement ; Evelyne Treton, attachée d'administration centrale ; Henri Zorabzalbère, vice-président d'une station de la Société nationale de sauvetage en mer.

#### LOGEMENT

Sont promus *officiers* :

Claude Moreaud, président d'une

chambre de commerce et d'industrie, président de sociétés anonymes d'HLM ; Frédéric Pascal, ancien président-directeur général d'un groupe de sociétés immobilières, président d'une société d'HLM.

Sont nommés *chevaliers* :

Yves Baise, directeur d'un centre d'hébergement et d'insertion sociale ; Dominique Béquart, président d'un office professionnel de qualification des urbanistes ; Marie-France Boulay, née Clugnet, adjointe à un directeur départemental de l'équipement, chargé de l'urbanisme ; Michel Ceyrac, président-directeur général d'une société anonyme d'HLM ; Marie-François Legendre, née Bonnefoy, secrétaire générale d'une société anonyme d'HLM ; Pierre-René Lemire, directeur général de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction à l'administration centrale ; France-Hubert Maindrault, ancien président-directeur général d'une société anonyme de crédit immobilier ; Yves Moessner, expert immobilier ; Pierre Possemé, président-directeur général d'une société anonyme du bâtiment ; Aline Rogelet, née Osman, vice-présidente d'une association d'insertion par le logement.

#### TOURISME

Est promu *officier* :

Georges Toromanoff, président du conseil professionnel des agences du tourisme d'accueil.

Sont nommés *chevaliers* :

Arlette Alphaipe, épouse Furet, commissaire générale du marché international du tourisme ; Jean-Marc Espalouse, président du directoire d'un groupe hôtelier ; Emile Lagoutte, président d'un office de tourisme ; Edmond Maire, président d'un office de tourisme, ancien secrétaire général de la CFDT ; Jacques Rives, ancien président d'un office de tourisme ; Jean Thibault, restaurateur.

#### Culture et communication

Sont promus *officiers* :

Michel Bassi, journaliste, écrivain ; Joseph Bouguil, dit Sampion, directeur d'un cirque ; Christian Bourgois, éditeur, fondateur d'une maison d'édition ; Margherita Perato, dite Mag Bodard, productrice de films ; Jacqueline Pierre, dite Joubert, animatrice, réalisatrice et productrice de télévision.

Sont nommés *chevaliers* :

André Bernheim, responsable de la commission arts plastiques dans une fondation, donateur des musées nationaux ; Jean Bouet, président d'un théâtre ; Edouard Bresset, antiquaire, expert ; Jean Cardot, sculpteur, membre de l'Institut ; Philippe Empiolo, directeur de la rédaction d'un journal ; Janine Garrisson, historienne ; Robert Griffon, artiste-peintre, écrivain ; Isabelle Huppert, comédienne ; Daniel Janicot, conseiller d'Etat, président du conseil d'administration d'un centre national d'art contemporain ; Jacques Kerchache, spécialiste des arts premiers, explorateur ; Chérif Khaznadar, directeur de la Maison des cultures du monde ; Geneviève Lacambre, née Allemann, conservatrice générale du patrimoine ; Louis Laplace, archéologue ; Georges Lavaudant, metteur en scène, directeur du Théâtre de l'Odéon ; Nicole Lemaire, née Doulat, dite d'Agaggio, artiste-peintre ; Jean-Loup Lemaire,

conservateur de musée ; Philippe Levrier, directeur général d'une chaîne de télévision ; André Martel, ancien directeur administratif et technique des services de publicité d'un journal ; Gilbert Mayer, professeur de danse à l'Ecole de danse et au Ballet de l'Opéra national de Paris ; Jean-Claude Moreno, président de l'établissement public de maîtrise d'ouvrage des travaux culturels ; Charles-Jean Pradelle, directeur général de Bayard Presse ; Olivier Todd, écrivain, journaliste ; Gérard Unger, président-directeur général de sociétés, administrateur de l'Institut national de l'audiovisuel ; François Werner, directeur régional d'une chaîne de télévision.

#### Agriculture et pêche

Sont promus *officiers* :

Henry Bichat, président de section au Conseil général du génie rural, des eaux et des forêts ; Jean-François Carréz, directeur général de l'Office national des forêts ; Philippe Chartier, président du conseil scientifique et technique au Centre national d'étude du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts ; Michelle Chevalier, née Graillet, présidente d'une chambre régionale d'agriculture ; Raymond Gaudou, vice-président du Conseil général de l'agronomie.

Sont nommés *chevaliers* :

Lucien Adam, apiculteur ; Michel Allemand, ancien directeur d'un centre de formation agricole ; Albert Baudrin, président de l'Union nationale des coopératives agricoles d'approvisionnement ; Jean Bégaud, ancien député, ancien vice-président d'une chambre départementale d'agriculture ; Philippe Bombard, chargé de mission d'inspection interrégionale ; Pierre de La Broise, ancien chef de l'inspection générale de l'Office national des forêts ; André Canguilhem, chef de l'inspection générale des services de l'Office national des forêts ; Jean Caron, ancien président de section au Conseil général du génie rural, des eaux et des forêts ; René Carron, président d'une caisse régionale de crédit agricole ; Jacques Chabas, ancien ingénieur général du génie rural, des eaux et des forêts ; Raymond Couty, président d'exploitation de coopératives agricoles ; Pierre Guillet, président-directeur général d'une société agro-alimentaire ; Christian Imbert, viticulteur ; Fernand Jacquin, ancien directeur de l'Ecole nationale supérieure d'agronomie et des industries agricoles et alimentaires de Nancy ; Alain-Michel Jean, directeur général d'une société d'aménagement hydraulique et agricole ; Gérard Laplaine, ancien secrétaire général de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles ; Edgar Leblanc, sous-directeur à l'administration centrale ; Louis Loret, président d'une chambre départementale d'agriculture ; Michel Lustre, ancien directeur d'usines de fabrication d'aliments du bétail ; Yves Moreau, directeur général d'un laboratoire de produits pharmaceutiques ; Guy Robert, ancien député, ancien vice-président d'une chambre départementale d'agriculture ; Allain Saliou, ancien président d'une fédération départementale de groupements de défense sanitaire.

#### Aménagement du territoire et environnement

Sont nommés *chevaliers* :

Germaine Chouraki, dite Aziz, ancienne journaliste spécialisée dans la protection de la nature ; Françoise Brassart, née Clair, adjointe au maire, déléguée à l'environnement, chargée d'études dans un centre de recherche sur les transports ; Bernard Brillat, directeur régional de l'environnement de Nord-Pas-de-Calais ; Antoine Glémaint, maire de Segré (Maine-et-Loire) ; Annick Hélâas, directrice régionale de l'environnement de Bretagne ; Jean-Luc Laurent, directeur général au ministère ; Michel Mousel, président de la mission interministérielle de l'effet de serre ; Jacques Périès, président-directeur général d'une société pour le développement de l'industrie et de l'emploi ; Jean-Claude Pierre, vice-président d'une association de protection de la nature ; Jean-Luc Redaud, chargé de mission à l'administration centrale ; Michel Renon, directeur régional de l'environnement de l'Aquitaine ; Alain Rist, vice-président du conseil régional d'Île-de-France ; Anne Sugier, directrice déléguée à l'Institut de protection et de sûreté nucléaires ; Jacques Theys, directeur scientifique de l'Institut français de l'environnement.

Sont nommés *chevaliers* :

Francis Cavalier-Bénézet, ancien sénateur ; Berthe Fievet, ancienne députée, membre responsable d'une association d'anciens députés ; Hélène Ponceau, épouse Laporte, secrétaire générale de la Questure du Sénat.

Sont nommés *chevaliers* :

Jean-Pierre Bloch, conseiller, chef de division à l'Assemblée nationale ; Jacques Braconier, ancien sénateur ; Louis Brives, sénateur honoraire ; Jean-Pierre Camoin, ancien sénateur, maire d'Arles (Bouches-du-Rhône) ; Jacques Chamainade, ancien député ; André Delchede, député honoraire ; Daniel Garrigue, ancien député, maire de Bergerac (Dordogne) ; Georges Louy, ancien sénateur ; François-Xavier Mefire, conseiller, chef de division à l'Assemblée nationale ; Dominique Taddéi, ancien député ; Alain Vivien, ancien secrétaire d'Etat, député honoraire, président de la mission interministérielle sur les sectes.

#### Relations avec le Parlement

Sont promus *officiers* :

Francis Cavalier-Bénézet, ancien sénateur ; Berthe Fievet, ancienne députée, membre responsable d'une association d'anciens députés ; Hélène Ponceau, épouse Laporte, secrétaire générale de la Questure du Sénat.

Sont nommés *chevaliers* :

Jean-Pierre Bloch, conseiller, chef de division à l'Assemblée nationale ; Jacques Braconier, ancien sénateur ; Louis Brives, sénateur honoraire ; Jean-Pierre Camoin, ancien sénateur, maire d'Arles (Bouches-du-Rhône) ; Jacques Chamainade, ancien député ; André Delchede, député honoraire ; Daniel Garrigue, ancien député, maire de Bergerac (Dordogne) ; Georges Louy, ancien sénateur ; François-Xavier Mefire, conseiller, chef de division à l'Assemblée nationale ; Dominique Taddéi, ancien député ; Alain Vivien, ancien secrétaire d'Etat, député honoraire, président de la mission interministérielle sur les sectes.

#### Fonction publique, réforme de l'Etat et décentralisation

Sont promu *officier* :

Serge Valmont, ingénieur en chef des ponts et chaussées, directeur honoraire du personnel du ministère de l'équipement.

Sont nommés *chevaliers* :

Serge Andréoni, conseiller régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, maire de Berre-l'Etang (Bouches-du-Rhône) ; Jean Augry, adjoint au maire de Saint-Georges-de-Didonne (Charente-Maritime) ; Didier Bargas, inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale ; Jacques Cabié, ancien conseiller général des Vosges, ancien maire adjoint de Mirecourt ; William Cherry, ancien sénateur de la Creuse, conseiller général, maire de Saint-Vaury ; Jean-Paul Chevallier, secrétaire général de l'Assemblée nationale ; Dominique Daddé, ancien député ; Alain Vivien, ancien secrétaire d'Etat, député honoraire, président de la mission interministérielle sur les sectes.

#### Affaires européennes

Sont nommés *chevaliers* :

Tibero Brandolini d'Adda, président-directeur général de sociétés ; Michèle Chapelier, administratrice auprès de la représentation de la Commission européenne en France ; Philippe Jaccottet, traducteur et poète ; Matthias Welker, directeur d'usine ; Antonio Borges, doyen du conseil général, maire de Lions-la-Forêt.

#### ETRANGERS EN FRANCE

Sont nommés *chevaliers* :

Tibero Brandolini d'Adda, président-directeur général de sociétés ; Michèle Chapelier, administratrice auprès de la représentation de la Commission européenne en France ; Philippe Jaccottet, traducteur et poète ; Matthias Welker, directeur d'usine ; Antonio Borges, doyen du conseil général, maire de Lions-la-Forêt.

#### DISPARITIONS

Sont nommés *chevaliers* :

— Mme Monique Meech, née Desprez, Le docteur Pierre Fétigue et Mme, née Jacqueline Desprez, M. Jacques Dussuchal et Mme, née Evelyne Desprez.

Le docteur Patrick Desprez et Mme, ses enfants

**MUSIQUE** La pianiste, claveciniste, clavicordiste, joueuse de synthétiseur et musicologue américaine Rosalyn Tureck fait enfin son entrée au catalogue de la prestigieuse Deut-

sche Grammophon Gesellschaft. ● NÉE EN 1914, cette artiste douée d'une curiosité sans égale est quasiment inconnue de ce côté-ci de l'Atlantique et particulièrement en

France. ● ÉCLIPSÉE par Glenn Gould qui s'est inspiré de son jeu pour n'en garder que les apparences dans des interprétations séduisantes, mais simplificatrices, Rosalyn Tureck a tou-

jours été admirée, écoutée, discutée par ses collègues et de nombreux étudiants venus chercher auprès d'elle les secrets de l'interprétation de Bach. ● ROSALYN TURECK s'est

confiée pour la première fois à un journal français. Elle parle de Bach, bien sûr, mais aussi des instruments, et de la fondation qu'elle a fondée pour l'étude du génial musicien.

## Rosalyn Tureck, une vie consacrée à Bach

Oubliée par la France, la « claviériste » et musicologue américaine de quatre-vingt-quatre ans raconte, dans un entretien au « Monde », sa passion pour le musicien allemand auquel elle a consacré une fondation

**OXFORD**  
de notre envoyé spécial

Docteur Tureck, comme la nomme l'une de ses assistantes, est une très charmante dame de quatre-vingt-quatre ans, d'une allure et d'une forme exemplaires. Elle reçoit dans son cottage des alentours résidentiels d'Oxford, à midi, autour d'un rituel café et de quelques tranches de cake aux fruits confits. C'est là que la « claviériste » et musicologue américaine a élu domicile et travaille. Il ne s'agit nullement d'une retraite. Elle vient de réenregistrer Bach pour Deutsche Grammophon, et s'apprête à parcourir l'Europe et les Etats-Unis pour une longue tournée de concerts et de master-classes consacrés à Bach. Elle ne jouera pas en France. Paris est à ce jour la seule capitale d'importance à ne l'avoir jamais conviée à donner un récital.

« A seize ans, vous étiez une pianiste "à doigts" promise à une carrière de virtuose. Comment êtes-vous venue à Bach ?

— Je jouais les *Etudes Paganini* de Liszt, les concertos de Rachmaninov et des pièces du répertoire russe que m'avait enseignées mon professeur Sophia Brilliant-Liven, l'assistante d'Anton Rubinstein. Mais j'étais spontanément attirée par la musique de Bach et j'ai eu la chance de rencontrer un deuxième professeur, Jan Chiapuso, d'origine italo-hollandaise, très au fait de la musique ancienne, particulièrement de celle de Bach. Il m'a vivement encouragée à jouer la musique du Cantor. Toute jeune, j'ai appris par cœur – à raison d'un numéro tous les trois jours – l'intégralité du *Clavier bien tempéré* de Bach. Du coup, lors des examens, je donnais au jury le choix entre les quarante-huit numéros des deux livres !

» Peu de professeurs de l'époque m'auraient engagée à poursuivre ce chemin. J'ai donné très tôt des récitals entièrement consacrés à Bach : les premiers eurent lieu à Chicago en 1930. J'avais seize ans. Ont suivi, en 1937, six programmes Bach au Town Hall de New York, un après mes débuts en concert avec l'Orchestre de Philadelphie à Carnegie Hall. Le grand chef Frederic Stock m'a auditionnée et m'a dit que, quel que soit le chemin qu'on parcourt, si l'on en vaut la peine, « il y a toujours de la place au sommet ». Je n'ai jamais oublié ce conseil en forme de compliment...

» Depuis, je joue tout Bach, y compris des pièces peu connues et pas seulement, comme on pourrait le croire, les *Variations Goldberg*... Cependant, c'est un recueil fondamental pour moi : je l'ai appris en quelques jours et l'ai interprété pour la première fois en pu-



SUZIE MAEDER

Rosalyn Tureck : « J'ai été à l'affût de la modernité. »

blic à l'âge de dix-huit ans à la Juilliard School. J'y trouve tout ce dont j'ai besoin, et j'y découvre sans cesse des perspectives nouvelles. Bach a ceci de fascinant qu'il est un génie polyphonique chez qui plusieurs couches d'intelligence coexistent. Il y a toujours plusieurs niveaux de sensibilité, d'écoute, de compréhension. Vous pouvez aller fouiner dans les chiffres, les proportions numériques, la rhétorique et vous laisser séduire par la simple ligne d'une phrase. C'est un monde en soi.

— Vous avez d'ailleurs fondé une institution qui prend en compte toutes ces données...

— J'ai en effet fondé la Tureck Bach Research Foundation. Nous organisons des colloques, des tables rondes, des concerts, des master-classes. Je déteste rester

dans mon coin, demeurer sur des acquis inamovibles. On apprend beaucoup au contact des autres disciplines scientifiques, intellectuelles et artistiques. Le premier numéro du *Journal de la Fondation*, paru en 1997, publie des articles dont je suis très fière : « Mathématiques, figures, précision et profondeur » est un brillant exposé de Roger Penrose, professeur de mathématiques à l'université d'Oxford. J'ai moi-même parlé de « Cellules, fonctions, relations dans la structure et l'interprétation musicale ».

» Bien entendu, je suis liée à quelques musicologues et je suis ravie de voir que certains d'entre eux apprécient mes articles et mes prises de position. Je ne suis pas une partisane de l'authenticité, en tout cas pas telle qu'elle est présentée comme une garantie par de

nombreux musicologues. Je m'en suis expliquée longuement dans un article qui sera réédité sous peu dans le deuxième numéro du *Journal de la Fondation*. Je n'y crois pas pour de multiples raisons. Cela commence par le problème des éditions *Urtext*, les versions pré-tendument originales publiées selon les textes autographes. Mais quels autographes ? Il en existe parfois plusieurs et le regard musicologique est avant tout un regard sélectif. Parfois, il n'existe pas du tout d'autographe, ce qui est souvent le cas chez Bach. J'estime que certains copistes n'ont pas à être pris pour le compositeur. Quoi qu'il en soit, pour les volumes Bach que j'ai réalisés pour Schirmer, je publie toujours l'autographe, ma transcription, et j'explique mes choix dans une préface. Ainsi l'interprète a les

sources et peut comparer, comprendre.

— Comment et quand avez-vous découvert le clavecin ?

— Lorsque j'étais toute jeune, à Chicago, ma ville natale, deux élèves de Wanda Landowska sont revenus de France avec des clavecins, dont certains instruments anciens. Je me suis donc familiarisée dès l'âge de quatorze ans avec tous ces claviers. C'était merveilleux. Depuis, je n'ai jamais pu renoncer à ces instruments.

« Bach est un génie polyphonique chez qui plusieurs couches d'intelligence coexistent.

Il y a toujours plusieurs niveaux de sensibilité, d'écoute, de compréhension. C'est un monde en soi »

— On dit que les pianos de votre jeunesse étaient plus légers et permettaient un toucher plus facilement articulé ?

— Certes leur mécanique était plus légère, ce qui permettait d'une certaine manière de se fatiguer moins les doigts dans des œuvres de grande virtuosité, mais leur son était souvent plus dense, plus profond, plus chargé d'harmoniques. Du coup la sonorité portait plus loin. De nos jours, quand j'essaie un piano dans une salle, il me suffit d'un seul son. J'écoute sa résonance et me rends compte tout de suite de sa qualité. De manière générale, on a en effet perdu cette qualité sonore des pianos d'autrefois, ce « port » du son.

— Cette qualité des pianos anciens a-t-elle facilité votre approche du clavecin et des instruments à cordes pincées ?

— Vous voyez ici, autour de mon grand piano, un clavecin, un Dowd que j'ai souvent utilisé en concert, une épingle au son très discret, qui demande un toucher très délicat. Je ne sais pas vraiment pourquoi, mais je m'adapte assez vite et assez facilement à ces différents claviers, y compris à l'orgue, que j'aime aussi beaucoup jouer. Il m'est arrivé de donner une première partie de concert au clavecin et la seconde au piano. J'ai beaucoup réfléchi à l'articulation

mais, quoi qu'en dise, ma façon de jouer Bach au piano n'est pas « clavicinistique ». Je n'ai jamais cherché le *staccato* pour le *staccato* en soi, et d'ailleurs, si l'on écoute bien, je pense avoir une vraie palette d'articulations. C'est un style qui a été beaucoup copié depuis...

— Comment en êtes-vous venue à réenregistrer les *Variations Goldberg* ?

— Depuis des lustres, mes disques anciens n'étaient pas réédités et s'il n'y avait pas eu Ernest Gilbert et les disques américains VAI pour publier des inédits et des versions de concerts, ma discographie disponible serait réduite à néant. Pourtant, il y a des dizaines d'heures de musique chez CBS, Decca, EMI, etc, dont un *Clavier bien tempéré* piraté par une marque italienne et que j'aimerais bien voir réédité proprement : je crois n'avoir rien fait de mieux. Un jour, Tom Deacon, le responsable de la série « Grands pianistes du XX<sup>e</sup> siècle » chez Philips est venu me rendre visite afin de parler du volume qui m'est consacré. Avec lui se trouvait un charmant garçon, également de chez Polygram, qui s'est révélé être Kevin Kleinman. Après avoir entendu certains de mes enregistrements, il a voulu que je signe un nouveau disque pour Deutsche Grammophon. J'ai évidemment accepté, en demandant de bonnes conditions de travail, du temps, du calme. Nous avons travaillé merveilleusement et je suis ravie du résultat.

— Pourriez-vous renoncer à toute autre musique et ne garder que celle-là ?

— Probablement. Ce n'est ni un refuge ni une fuite de mon époque : j'ai été à l'affût de la modernité, j'ai créé et dirigé une société pour la musique contemporaine, Composers of Today (« Compositeurs d'aujourd'hui »). J'ai également enregistré des œuvres américaines écrites spécialement pour moi comme la *Sonate de David Diamond*. Mais depuis ma jeunesse, Bach me donne des joies que je ne peux trouver ailleurs qu'en associant plusieurs compositeurs.

Propos recueillis par Renaud Machart

### Pour l'entendre

#### ● Disques et vidéo.

Bach : *Variations Goldberg* ; enregistrées en public, à Saint-Pétersbourg (1995), 2 CD VAI-AUDIO 1142-2 (disponible en vidéo : VAI 69220) ; enregistrées en public, à Montréal (1980), 2 CD Fonovox VOX 7984-2, distribué par Scalen ; en studio, 2 CD Deutsche Grammophon à paraître début février. Récital de Saint-Pétersbourg, avec *Caprice sur le départ d'un frère bien-aimé, Fantaisie chromatique et fugue, Deuxième Partita...*, 1 CD VAI-AUDIO VAI 1131.

Les disques VAI-AUDIO ne sont pas disponibles en France pour le moment, ils peuvent être commandés par internet : [www.musicblvd.com](http://www.musicblvd.com)

#### ● Adresse et site internet.

Tureck Bach Research Foundation, Windrush House, Davenant Road, Oxford, England, OX2 8BX. [www.altavista.com/puis chercher rosalyn tureck](http://www.altavista.com/puis chercher rosalyn tureck)

Par l'auteur d'**ARCHIBALD** (700 représentations en France)

**LES CINÉMAS DE LA RUE D'ANTIBES**

Comédie satirique

THÉÂTRE DES MATHURINS  
01 42 65 90 00 / 01

ETUDIANTS 100 F

## Célèbre et inconnue, la pianiste occultée par Glenn Gould

**INCONNUE** du paysage musical français, Rosalyn Tureck ne le restera plus longtemps. Les esprits chafouins, relevant l'âge respectable de cette artiste, s'imaginent que l'industrie du disque avait besoin d'inventer une légende après la disparition récente des grands anciens – Kempff, Arrau, Serkin, Horowitz, Magaloff, Horszowski, Michelangeli, Cherkassky, Bolek, Gilels et Richter. Pour la première fois dans l'histoire de l'interprétation pianistique, le monde musical est effectivement brutalement sevré d'une génération d'artistes dont la diversité d'approche était un grand bonheur : elle détruisait la mystique moderniste qui veut faire croire que l'on est de plus en plus fidèle au sacro-saint texte.

Rosalyn Tureck est née en 1914. Elle est donc la doyenne des « grands pianistes » en activité. Il n'y a qu'Alicia de Larrocha, de neuf ans sa cadette, qui la sépare des sexagénaires et quinquagénaires les plus en vue : Alfred

Brendel, Martha Argerich, Vladimir Ashkenazy, Murray Perahia, Nelson Freire, Stephen Kovacevich, Maria Joao Pires, Maurizio Pollini, Leon Fleisher... Une théorie bien courte si on la compare aux stars qui faisaient carrière autrefois : au moins une quarantaine avant la seconde guerre mondiale. Pionnière de la mondialisation, la vie musicale a depuis longtemps réduit le nombre d'artistes accédant aux grands festivals, aux grandes formations symphoniques et, par là, à la connaissance du plus grand nombre à ceux qui enregistrent pour les multinat

raient aujourd'hui inaccessibles. Autrefois, Tureck a cependant enregistré ponctuellement pour quelques grandes firmes, mais son malheur, ou plutôt le nôtre, s'appelle Glenn Gould. Le jeu du Canadien prend incontestablement source dans celui de sa coneur, mais il ne lui aura laissé qu'un strapontin dans la conscience des mélomanes.

#### UNE IMAGE PLUS OUVERTE

Le pianiste canadien a, en effet, occupé le terrain Bach/piano pendant deux décennies : il aura lui aussi été écouté, admiré, discuté et copié. Le personnage mystérieux qu'il avait créé a d'ailleurs tout mis en œuvre pour cela. Il n'était pourtant pas le seul artiste d'envergure à jouer ce répertoire : en plus de Rosalyn Tureck, il faut relever le nom de la Russe Tatiana Petrovna Nikolaeva. Pianiste, compositeur, cette forte en thème – rejetée par les gouldiens – pratiquait un immense répertoire qui accordait une place d'honneur à la totalité de

l'œuvre pour clavecin de Bach. Il faut aussi se remémorer Albert Lévêque (1900-1970), un Français qui, hélas !, détestait enregistrer des disques : lors de son entrée au Conservatoire de Paris, il demanda au jury de choisir pour lui un prélude et fugue de Bach parmi les 48 du *Clavier bien tempéré*. Il avait une douzaine d'années...

Le grand avantage commercial du jeu de Gould dans Bach tient à son caractère univoque et simplificateur. Ce piano clair, cette polyphonie dégraissée et voluble étaient un prêt-à-écouter idéal après-guerre. On a donc fait de Gould l'interprète par excellence de Bach. Cet abus de position dominante doit être remis en cause : Gould ne propose qu'une des options dans l'interprétation, car il a choisi la voie d'un jeu signalétique, systématique, d'une force de séduction qui en aura endormi plus d'un.

Rosalyn Tureck n'est pas moins volontariste, mais ses interprétations plus complexes, moins cello-

phanées, plus difficiles d'accès aussi donnent de Bach une image plus ouverte, un Bach à la fois archaïque, intemporel, sensible sans être expressionniste, analytique sans être motorique. Ne devant rien au clavecin et profitant de tous les possibles offerts par le piano – un instrument qu'invente à chaque fois celui qui le touche –, Tureck est artiste sans être égocentrique. Sa grande qualité est d'imposer une perception du temps musical incroyablement différente d'un individu à l'autre en ce qu'elle réussit à recréer la musique de Bach dans toute sa complexité. Les contemplatifs feront leurs délices de ses interprétations à la sonorité somptueuse, les oreilles les plus affûtées suivront avec une grande excitation le cheminement des savantes constructions contrapunktiques du Cantor, les amateurs de piano se saouleront de l'infinie variété d'attaques, de couleurs d'un jeu vénérable.

Alain Lompech

# A Nantes, le festival Fin de siècle commence 1999 au son des musiques électroniques

La Saint-Sylvestre s'est déroulée dans la rue avec les Klezmatics et en salle avec la techno

La tendance du premier jour du festival Fin de siècle s'amplifie : les spectacles affichent complet. L'entrée dans l'année 1999 a été saluée

**FIN DE SIÈCLE, New York à Nantes, avec deux cent cinquante plasticiens, musiciens, comédiens, danseurs. Jusqu'au 2 janvier. Tél. : 02-40-12-14-34.**

## NANTES de notre envoyé spécial

Complet pour les marionnettes ou les projections, complet pour le jazz ou la techno..., partout, on fait la queue. A l'entrée de l'hôtel de la Duchesse-Anne, dont les chambres sont devenues des galeries, devant Les Olivettes, vaste structure de pierres et de poutres, au club de jazz Pannonica, pour le free de William Parker, à la Cité des congrès, pour danser. La tendance du premier jour du festival Fin de siècle s'amplifie (*Le Monde* du 1<sup>er</sup> janvier). New York. Le thème fait recette. Un New York artistique plutôt aux marges, que l'équipe du Centre de recherche et de développement culturel (CRDC), dirigée par Jean Blaise, est allée chercher au cours de plusieurs voyages.

L'entrée dans l'année 1999 a été saluée par deux spectacles-événements. L'un ouvert à tous, en plein air, cours Saint-Pierre, entre le château des ducs de Bretagne et la cathédrale, avec la musique des Klezmatics ; l'autre, en passant le canal, dans la Cité des congrès, vaisseau un peu froid qui a tangué et vibré sous les coups des boîtes à rythmes des musiques électroniques.

par deux spectacles-événements. L'un ouvert à tous, en plein air, entre château et cathédrale, avec la musique des Klezmatics ; l'autre, en pas-

sant le canal, dans la Cité des congrès, qui a tangué et vibré sous les coups des boîtes à rythmes des musiques électroniques.

public, qui avant de pouvoir acheter un billet devait attendre la sortie d'autres personnes. Ce système a provoqué des altercations et des mouvements violents. Les services de sécurité ont fait face, puis la police est intervenue. Ces incidents sont cependant restés inconnus de la plupart des participants à la nuit électronique, venus « s'explorer » la tête et les jambes le plus longtemps possible. A 9 heures, au soleil déjà chaud, les derniers danseurs quittaient tranquillement la Cité des congrès.

## 150 BPM

Dans le bâtiment, tandis que trois petites salles étaient ouvertes pour des prestations simultanées, le vaste hall était transformé en piste de danse. Sur des écrans étaient projetées les sempiternelles formes géométriques ou mouvantes héritées du psychédélisme des années 60. Fétards de Nouvel An et habitués du circuit se croisent ; la house et la techno dominent. Le tempo ne varie guère des 150 bpm (battements par minute) à la grosse caisse électronique. L'effet lancinant brouille la perception des différents intervenants aux machines. C'est la négation de l'homme, effacé derrière la

musique, comme le prônent les plus puristes du mouvement.

Le recours aux mêmes types de son, à des basses systématiquement compressées, provoque une uniformité d'où émergent pourtant Oliver Chesler, qui zèbre le beat de traits rapides et désincarnés, et, surtout, Cajmere, qui, lui, se met en avant, joue sur des phrases presque swingantes, homme de scène charismatique.

Dans les autres salles, il y a plus de vie et de diversité. DJ Spooky conclut un duo avec le guitariste Arto Lindsay avec un remarquable mix d'un solo de batterie et d'un piano ouvertement jazzy. Les six musiciens de Scarab mêlent tablas indiens, danseuse, claviers et batterie, dans un jeu d'improvisation qui n'oublie pas la joie du corps à bouger. DJ Wally mêle à son jeu un beat régulier d'effets de percussions. Le trompettiste Ben Neill longe franchement vers Miles Davis. DJ Soul Slinger enfin, né à São Paulo, traduit avec imagination les mouvements de la ville, à coups de cassures et d'arrêts foudroyants des séquences et des platines. Un point commun : tous sont ludiques.

**Sylvain Siclier**

## Pom-pom parade à Montmartre

**La Grande Parade de Paris, 1<sup>er</sup> janvier, de 14 h à 15 h 30 à Montmartre. Organisateur : Raymond Marcillac, de FIP (France Internationale Parade).**

Entre un croissant trempé dans le champagne et un Alka-Seltzer, il est 13 heures vendredi 1<sup>er</sup> janvier. La Butte Montmartre est au balcon. En chemise de nuit, bonnet à pompon, doudoune ou costume trois pièces, les habitants du dix-huitième arrondissement guettent la Grande Parade. Deux mille artistes, musiciens, jongleurs et pom-pom girls du monde entier : un événement géant, comme les organisateurs le clament. Inspirée par la London Pride qui se déroule au même moment outre-Manche, cette carte de vœux fanfaronne fait arriver par flots Parisiens et touristes toujours avides de flonflons, qui jajillissent des bouches de métro Anvers ou Pigalle. Blêmes comme un lendemain de fiesta, mais l'œil aux aguets derrière les lunettes de soleil.

A l'angle du boulevard Rochechouart et de la rue des Martyrs, des orchestres s'échauffent avant le coup de sifflet du départ. Le Greenville High School Marching Band du Michigan répète une ultime fois une délicate chorégra-

phie au cours de laquelle les joueurs échangent leur place en marchant, tandis qu'une de leurs « girls » fait si fort tournoyer son drapeau qu'elle manque estourbir sa voisine. Les risques du métier.

Pas question, en revanche, de chahuter pour les majorettes du groupe tchèque Tanecni Skupina. Serrées comme des poussins autour de leur coach, en cape bleue et toque blanche en tulle, elles semblent hésiter entre le rôle d'infirmière et de jeune mariée décalée. A des années-lumière du style sport rouge et blanc des girls de la Universal Dance Association, qui piaillent et rigolent à qui mieux mieux.

## PEAUX DE BÊTE ET HAILLONS MÉDIÉVAUX

Mignonnes, explosives, elles brandissent leur pom-pom avec une bonne humeur contagieuse. « We are the best of USA. We are going to rock Paris ! » (Nous sommes les meilleurs des Etats-Unis et nous allons tournebouler Paris). Elles viennent du Tennessee, du New Jersey ou de Virginie. Elles ont auditionné pour entrer dans la troupe et ont appris la chorégraphie sur vidéo chez elles. C'est la première fois qu'elles se retrouvent ensemble pour danser. Pour le plaisir. Lors de la Parade, nos souris emportent le morceau. Sur un rock ultra-rapide, elles balancent tout à trac leur énergie en

youyoutant à pleins poumons. Happy new year, Paris ! Voilà que les cornemuses écossaises déchirent l'air, harcelées par les trompettes arabes que matraquent des tambours. Il s'agit du groupe de percussionnistes Rumble Drum Skin, bande de sombres lascars en hâillons médiévaux et peaux de bête. Leur pochade gothique post-apocalyptique détonne dans cette Parade bon enfant. L'un de ces fous d'Anglais a le visage percé de grosses aiguilles des sourcils aux lèvres. Un autre sort en douce sa flasque de whisky et avale une lampée. Défiler donne soif. Regarder aussi. Les terrasses des cafés ferment leurs tables. Les restaurants saturent. La boulangère de la rue des Abbesses n'a pas le temps de profiter des numéros. Cette année, le public a gros appétit. Sandwichs-frites, galettes, marrons chauds, glaces, tout fait ventre. Surtout pour attaquer la grimpette jusqu'au Sacré-Cœur, dernière étape de la Parade. La plus difficile, tant la foule est compacte.

Le point de vue vaut l'effort. Ballets des drapés bleus et dorés, des petites filles arabes et des girl-scouts américaines, des Père Noëlverts du Secours populaire français et des majorettes en jupettes. Pom-Pom Montmartre claque fort.

**Rosita Boisseau**

## CORRESPONDANCE

### Une lettre de l'Adami

*A la suite de notre article à propos de la contestation d'un décret sur les sociétés de gestion de droits (Le Monde du 29 décembre), nous avons reçu de l'Adami, société civile pour l'administration des droits des artistes et musiciens interprètes, la mise au point suivante :*

Depuis toujours l'action artistique et culturelle de l'Adami s'inscrit dans le respect scrupuleux de la loi. Le récent décret du 18 novembre 1998, dont *Le Monde* relaie une interprétation assurément tendancieuse, est, par définition, impropre à modifier la loi et aucune dérive n'est à entériner.

La transparence a toujours été la règle de conduite de l'Adami pour la totalité des projets subventionnés, qu'il concerne un administrateur ou non. Chaque année, l'as-

semblée générale est informée de la liste exhaustive des projets subventionnés par l'Adami. Par leur vote les associés ratifient cette liste.

En 1997, les projets dans lesquels un artiste administrateur pouvait avoir un intérêt direct ou indirect s'élevaient au nombre de trois, pour un montant total de 300 000 francs, soit 0,4 % des 649 projets aidés, et 0,7 % des 41,7 millions de francs engagés. En 1998, six projets intéressent directement ou non des artistes administrateurs, pour un montant de 520 000 francs, soit 0,6 % des 872 projets aidés et 0,7 % des 65,7 millions de francs engagés.

La loi et le bon sens veulent que l'action artistique de l'Adami, société d'artistes, bénéficie aux artistes, qu'ils soient ou non associés.

## DÉPÈCHES

■ ARTS : le prêt d'une toile de la série des *Nymphéas*, de Monet, a été refusé par la Direction des musées de France pour une exposition qui ouvre en janvier à la Royal Academy, à Londres. Conservée au Musée de Caen, la toile, répertoriée comme MNR (œuvres d'art dont les propriétaires n'ont pas été retrouvés après 1945), est revendiquée par la famille du marchand Paul Rosenberg depuis sa présentation dans une exposition à Boston (*Le Monde* du 2 décembre 1998).

■ VENTES : les résultats de 1998. Les études parisiennes des commissaires-priseurs Tajan et Piasa ont dominé le marché de l'art en France pour 1998. Le premier a réalisé un chiffre d'affaires de 437 millions de francs, en 136 ventes. Le groupe Piasa atteint 353 millions de francs, en 91 ventes, dont celles consacrées à la succession Dora Maar. Il détient également la plus haute enchère réalisée à Paris en 1998 : 51,5 millions de francs pour *Choc de cavaliers arabes*, record mondial pour un tableau de Delacroix.

## GUIDE

### FILMS NOUVEAUX

**Animals**  
de Michael Di Giacomo (Etats-Unis, 1 h 43).  
**Billy's Hollywood Screen Kiss**  
de Tommy O'Haver (Etats-Unis, 1 h 32).  
**Hölderlin**  
de Nina Grosse (Allemagne, 1 h 30).  
**Je suis vivante et je vous aime**  
de Roger Kahane (France, 1 h 35).  
**Piège à Hong Kong**  
de Tsui Hark (Etats-Unis, 1 h 31).  
**Rencontre avec Joe Black**  
de Martin Brest (Etats-Unis, 3 h 01).

### TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

### REPRISES

**L'Autre**  
de John Cromwell, avec Cary Grant, Carole Lombard.

**Américain, 1939, noir et blanc, copie neuve, inédit (1 h 34).**

**Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5<sup>e</sup> (01-43-54-51-60).**

**Les Contrebandiers de Moonfleet**  
de Fritz Lang, avec Stewart Granger, Jon Wetherley.

**Américain, 1955, copie neuve (1 h 23).**

**Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5<sup>e</sup> (01-43-54-51-60).**

**L'Homme qui en savait trop**  
d'Alfred Hitchcock, avec Leslie Banks, Edna Best, Peter Lorre.

**Britannique, 1934, (1 h 25).**

**Action Ecoles, 5<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-29-79-89.**

**La Strada**  
de Federico Fellini, avec Giulietta Masina, Anthony Quinn.

**Italien, 1954, noir et blanc (1 h 40).**

**Action Ecoles, 5<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-29-79-89.**

**West Side Story**  
de Robert Wise et Jerome Robbins, avec Natalie Wood, Richard Beymer, Russ Tamblyn, Rita Moreno, George Chakiris.

**Américain, 1960 (2 h 35).**

**Grand Action, dolby, 5<sup>e</sup> (01-43-29-44-40).**

### FESTIVALS CINÉMA

**Charlot revient**

*Les Temps modernes* (1935) : le 2, à 17 h 20, 19 h ; *La Ruée vers l'or* (1925) : le 3, à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h ; *L'Emigrant* (1917) : le 4, à 14 h, 15 h 40, 17 h 20.

**Action Ecoles, 23, rue des Ecoles, Paris 5<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-29-79-89.**

### Littérature et cinéma

*Lolita* (Stanley Kubrick, 1962) : le 2, à 17 h 30, 20 h 30 ; *La Nuit de l'iguane* (John Huston, 1964) : le 3, à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; *Fred, passions secrètes* (John Huston, 1962) : le 4, à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30.

**Grand Action, 5, rue des Ecoles, Paris 5<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-29-44-40.**

### Ernst Lubitsch

*Ninotchkha* (1939) : le 2, à 16 h 05, 18 h 05, 20 h 05, 22 h 05 ; *Le Ciel peut attendre* (1943) : le 3, à 14 h 05, 16 h 05, 18 h 05, 20 h 05, 22 h 05 ; *To Be or not to Be* (1942) : le 4, à 14 h 05, 16 h 05, 18 h 05, 20 h 05, 22 h 05.

**Reflet Médicis, salle Louis Jouvet, 3, rue Champollion, Paris 5<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-54-42-34.**

### J. L. Mankiewicz

*Chaises conjugales* (1949) : le 2, à 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; *L'Aventure de Mme Muir* (1947) : le 3, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; *On murmure dans la ville* (1951) : le 4, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

**Action Christine, 4, rue Christine, Paris 6<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-29-11-30.**

### Yasujiro Ozu

*Herbes flottantes* (1959) : le 2, à 16 h 30, 18 h 50, 21 h 15 ; *Le Voyage à Tokyo* (1953) : le 3, à 13 h 30, 16 h 05, 18 h 45, 21 h 15 ; *Va d'un pas léger* (1930) : le 4, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

**Saint-André-des-Arts I, 30, rue Saint-André-des-Arts, Paris 6<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-26-48-18.**

### Panorama du Western

*Les Deux Cavaliers* (John Ford, 1961) : le 2, à 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; *L'Appât* (Anthony Mann, 1953) : le 3, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; *La Chevauchée de la vengeance* (Bud Boetticher, 1959) : le 4, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

**Action Christine, 4, rue Christine, Paris 6<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-29-11-30.**

### Yasujiro Ozu

*Herbes flottantes* (195

## FILMS DE LA SOIRÉE

- 15.55 Certains l'aiment chaud ■■■  
Billy Wilder (Etats-Unis, 1959, N., 120 min). Cinétoile
- 16.30 Soupe au canard ■■■  
Leo McCarey (Etats-Unis, 1933, N., v.o., 70 min). Ciné Classics
- 23.00 Et tournent les chevaux de bois ■■■  
Robert Montgomery (Etats-Unis, 1947, N., v.o., 105 min). Ciné Classics

- 23.00 Le Docteur Jivago ■■■  
David Lean (Etats-Unis, 1965, v.o., 195 min). Ciné Cinémas
- 23.00 L'Enquête de l'inspecteur Morgan ■■■  
Joseph L. Mankiewicz (Etats-Unis, 1959, N., v.o., 90 min). Cinétoile
- 0.15 Planète hurlante ■■■  
Christian Duguay (Etats-Unis, 1995, 105 min). TSR
- 0.30 La Rivière rouge ■■■  
Howard Hawks (Etats-Unis, 1948, N., 125 min). Cinétoile
- 0.35 La Passion Béatrice ■■■  
Bertrand Tavernier (France - Italie, 1987, 140 min). Cinéstar 1
- 4.10 Tumultes ■■■  
Bertrand Van Effenterre (France - Belgique, 1989, 90 min). Cinéstar 2

## GUIDE TÉLÉVISION

## DÉBATS

- 17.10 Le Monde des idées. Invité : Bernard Henry-Levy. LCI

## MAGAZINES

- 17.30 Envoyé spécial, les années 90. Destins voilés. Invité : Claire Brisset. Histoire

- 17.40 Courts particuliers. Invité : Erick Zonca. Paris Première

- 19.00 T.V. + Spécial. Le journal de l'année télée 98. Canal +

- 19.00 Histoire parallèle. Sérieuse du 2 janvier 1949. A chaque régime son protocole. Invités : Michel Tatou ; Daniel Dayan. Arte

- 20.35 Planète animal. Les royaumes de l'ours russe : surgi des flammes. TMC

- 20.45 Le Magazine de l'Histoire. Spécial siècle barbare. Invités : Krystof Pomican ; Alain Besançon ; Dominique Borne ; Eric Vigne. Histoire

- 21.30 Planète Terre. Le carnaval de Rio : samba, crime et corruption. TMC

- 21.45 Metropolis. Arte

- 22.55 T's as pas une idée ? Invité : Paule Constant. Canal Jimmy

## DOCUMENTAIRES

- 18.45 Pas de lunettes pour le tiers-monde. Planète

- 18.45 Le Cinéma des effets spéciaux. [1/2]. La guerre selon Hollywood. Ciné Cinémas

- 19.00 Le Temps des cathédrales. Louis IX. Odyssée

- 19.40 Les Grandes Batailles du passé. [9/28]. Morat, 1476. Planète

- 19.50 Wallenberg, autopsie d'une disparition. Odyssée

- 20.00 Une vie de cirque. TV 5
- 20.15 Comédie visuelle. [1/2]. Un cours de Rowan Atkinson. Arte
- 20.35 Liste noire à Hollywood. Les noms de la liste noire. Planète
- 20.45 L'Aventure humaine. L'Egypte et la Vallée du Nil. Arte
- 20.50 Les Amants royaux. Odyssee
- 21.35 La Quête du futur. [18/22]. Planète
- 21.40 Tant que les cheminées fumeront. Odyssee

- 22.00 Les Meilleurs moments des JO. [1/10]. Histoire
- 22.00 La Légende de « My Way ». Canal Jimmy
- 22.05 Jazz Collection. [5/12]. Bill Evans 1929-1980. Planète
- 22.10 Chasseurs de papillons. Odyssee
- 22.35 Toros de Camargue. Odyssee
- 22.45 Tango Désirs. France 3
- 23.00 Sans terre. Planète

- 23.00 Les Empereurs romains. [5/6]. Constantin (306-337) : sous le signe de la croix. Histoire
- 0.00 Corpus Christi. [9/12]. Résurrection. Histoire

## SPORTS EN DIRECT

- 20.00 Basket-ball. All Star Game. Eurosport
- MUSIQUE
- 18.30 Compay Segundo 1998. Mezzo
- 18.55 Rachmaninov. Gérard Optiz et Nicolas Economou jouent des transcriptions pour deux pianos des *Danses symphoniques* opus 45 n° 1, 2 & 3. Muzik
- 19.35 Gerhard Oppitz et Gottfried Schneider. Augsburg 1985. Muzik
- 20.00 Nicolas Economou. Mephisto Waltz, de Listz. Mezzo

- 20.00 Les Nuits de la pleine lune. Sélection de courts métrages belges sulfureux. Arte
- 0.00 Rose. Alain Berliner (1993). TV 5

## SÉRIES

- 19.45 La Vie à cinq. Visite parentale. Téva
- 20.05 3<sup>e</sup> planète après le Soleil. Dick on One Knee (v.o.). Série Club
- 20.40 Soirée spéciale « New York Undercover ». 13<sup>e</sup> Rue
- 20.50 Le Caméléon. La découverte. M 6

## COURTS MÉTRAGES

- 0.00 Les Nuits de la pleine lune. Sélection de courts métrages belges sulfureux. Arte

- 0.00 Rose. Alain Berliner (1993). TV 5

## TÉLÉFILMS

- 20.55 Le Matador. Michel Vianey. France 3
- 21.10 Meurtres à répétition. Paul Ziller. Canal +
- 22.30 Les Braconniers de Belledonne. Philippe Tribout. TV 5
- 22.30 Napoléon et Joséphine. Richard T. Heffron [1/3]. TMC
- 22.40 Les 92 minutes de M. Baum. Assi Dayan. Arte

## SPORTS EN DIRECT

- 21.00 Dune ■■■ David Lynch (Etats-Unis, 1984, 135 min). Cinéstar 2

- 22.13 L'Etrange Monsieur Victor ■■■ Jean Grémillon (France, 1938, N., 97 min). 13<sup>e</sup> Rue

- 22.20 Aliens, le retour ■■■ James Cameron (Etats-Unis, 1986, v.o., 135 min). Ciné Cinémas

- 22.20 L'Insoutenable Légèreté de l'être ■■■ Philip Kaufman (Etats-Unis, 1987, 170 min). Cinéstar 1

- 23.55 Docteur Mabuse, le joueur : Tableau d'une époque ■■■ Fritz Lang [1/2] (Allemagne, 1922, N., 105 min). France 3

## NOTRE CHOIX

## NOTRE CHOIX

## ● 0.45 Planète

## Le Journal de Pyongyang

Cinéaste australienne, Solrun Hoaas a été invitée à Pyongyang, en Corée du Nord, pour la quatrième édition du Festival de films des pays en voie de développement, au début de 1994. Elle y est revenue à l'automne de la même année, trois mois après la mort du dictateur Kim Il-Sung, puis une nouvelle fois en septembre 1996. Les images de cet étonnant *Journal* croisent constamment les champs de ces trois périodes, comme pour mieux en révéler la pérennité politique et sociale – la famine étant venue s'ajouter au désastre. Le système de la tyrannie est en effet demeuré verrouillé dans toutes les ramifications de son appareil avec l'avènement du fils du « Grand et Vénéré Leader », Kim Jong II, omniprésent jusqu'au moindre rouge de la société, comme son général de père. Quoique la réalisatrice soit parvenue à filmer certaines séquences à la dérobée, la majeure partie de cette édifiante chronique – commentaire non compris – a reçu l'assentiment officiel ; puisque enfin on pouvait donner à voir et à comprendre à une interlocutrice occidentale (guide et interprète incontournables) les multiples facettes d'une « République démocratique » idéale, toute dévouée au bien commun et à l'épanouissement de chacun. A l'instar de tous les régimes dictatoriaux, l'arsenal typhonique s'incarne dans l'outrance de la représentation et de la répression. Rien de vraiment surprenant, donc, quant au sinistre classicisme de ce schéma, appliqué version Corée du Nord. Mais on reste défaît face au raffinement de la machinerie d'endoctrinement à tous les étages et tous les âges. Accablant. – *Val. C.* ★ Rediff. : dimanche 2 à 20 h 35.

## PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

## TF 1

- 18.05 Sous le soleil. 19.05 Melrose Place. 19.55 Bloc modes. 20.00 Journal, Météo. 20.50 Spécial Vidéo Gag. 23.00 Hollywood Night. Sous l'œil du témoin. Téléfilm. Shuky Levy. 0.25 TF 1 nuit, Météo. 0.40 Embaqué porté n° 1. Moscou.

## FRANCE 2

- 18.20 1 000 enfants vers l'an 2000. 18.25 Jack Reed. 20.00 Journal, Météo. 20.55 Hymne à la voix. 23.20 Nous d'encore Nous... en 1999 ! 0.55 Journal, Météo. 1.15 Paris-Dakar.

## FRANCE 3

- 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. 18.55 Le 19-20 de l'information, Météo. 20.05 Des cerises sur le gâteau. 20.35 Tout le sport.

- 20.38 Le Journal du Dakar. 20.55 Le Matador. Téléfilm. Michel Vianey.

- 22.20 Météo, L'Euro, mode d'emploi. 22.30 Soir 3. 22.45 Tango Désirs. 23.35 Lido Bravissimo. 0.35 New York District. Le monde du silence.

## CANAL +

- En clair jusqu'à 19.00

- 18.25 Toonsylvania.

- 18.50 Flash infos.

- 19.00 T.V. + Spécial.

- En clair jusqu'à 20.35

- 20.04 Jean-Luc et Faipassa.

- 20.10 Les Simpson.

- 20.34 Samedi comédie.

- 20.35 H. Une vie de chien.

- 21.00 Blague à part. [7/20]. Couples.

- 21.25 Spin City. La compétition.

- 21.45 South Park. La mère de Cartman est toujours folle du cul.

- 22.10 Meurtres à répétition.

- Téléfilm. Paul Ziller.

- 23.40 Surprises.

## FRANCE-MUSIQUE

- 19.30 La Chauve-Souris. Opérette de J. Strauss fils. Donnée par le Chœur et l'Orchestre du Metropolitan de New York, dir. Patrick Summers. 23.07 Présentez la facture.

## RADIO-CLASSIQUE

- 20.00 Les Soirées. Concert. Johan Heinrich Schmelzer, compositeur. Œuvres de Castello, Schmelzer, Legrenzi, Froberger, Reinken, Vejanovski, Biber.

- 22.00 Da Capo. Œuvres de Stamitz, Reger, Brahms, Vanhal, Hindemith, Casella, Persichetti.

## LA CINQUIÈME/ARTE

- 13.30 Les Lumières du music-hall. Julien Clerc. 14.00 Les Volcans. 15.00 Lonely Planet. [19/26]. 16.00 Le Sens de l'Histoire. Fortunes de mer. 17.35 Les Couples légendaires. Juan et Evita Perón. 18.05 Le Fugitif. 19.00 Maestro. La Messe Lord Nelson à La Chaise-Dieu. 19.45 Météo, Arte info. 20.15 Bob et Margaret, ensemble pour le pire. 20.35 Soirée thématique. Les dauphins. 20.40 Flipper le dauphin : Aventures en Floride. Film. James Clark. 22.10 Soldats des mers. 23.00 Sexe et pouvoir chez les dauphins. 23.35 Opération Grand Bleu. 0.00 Lost in Music. Rap & Fils. 1.00 Metropolis. Starck System. Sauver Assise. Henri Michaux. Derrière la page - Grégoire Korganow. Lucien Bodard.

## M 6

- 13.25 La Planète des singes. 17.05 Mister Biz. 19.00 Stargate SG-1. 19.54 Le Six Minutes, Météo. 20.05 Sport 6. 20.50 Zone interdite. Têtes couronnées. 22.40 Météo, La Minute Internet. 22.45 Culture pub. Spécial nouvel an. 23.15 Casting torride. Téléfilm. Eric Gibson. 1.15 Sport 6. 1.30 Boulevard des clips.

## RADIO

## FRANCE-CULTURE

- 18.35 Culture physique. 19.00 Dimanche musique. A l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire du ministère de la Culture. 20.30 Le Concert. Musique traditionnelle. Anouar Brahem, oud. 21.45 Laissez-Passer.

- 22.35 Atelier de création radiophonique. Le Tombeau d'Anatole - Stéphane Mallarmé. 0.05 Radio archives. Triptyque pour Jean Vilar.

## FRANCE-MUSIQUE

- 19.07 Comme de bien entendu. Invité : Daniel Mesguich. 20.30 C'était hier. Donné par l'Orchestre symphonique de Vienne, dir. Hermann Scherchen : *Symphonie* n° 7 de Mahler. 22.00 En musique dans le texte. 23.07 Transversales.

## RADIO-CLASSIQUE

- 20.00 Tannhäuser. Opéra romantique de Wagner. Interprété par les Petits chanteurs, le Chœur de l'Opéra et l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Georg Solti, R. Kollo (Tannhäuser), H. Dernesch (Elisabeth), C. Ludwig (Wotan). 23.10 Soirée lyrique. Réminiscences des *Puritains* de Bellini S 390, de Liszt, L. Howard, piano ; *Deux l'Amour*, de Schubert, C. Ludwig, mezzo-soprano, I. Gage, piano ; œuvres de Rossini, Saint-Saëns, Ravel, Bernstein.

## FILMS DU JOUR

- 18.00 Jerry chez les cinoques ■■■ Frank Tashlin (Etats-Unis, 1964, 90 min). Cinétoile

- 18.05 Soupe au canard ■■■ Leo McCarey (Etats-Unis, 1933, N., v.o., 65 min). Ciné Classics

- 20.30 Et tournent les chevaux de bois ■■■ Robert Montgomery (Etats-Unis, 1947, N., v.o., 105 min). Ciné Classics

- 20.35 Le Rivière ■■■ Mark Rydell (Etats-Unis, 1984, 130 min). TMC

- 20.50 Le Cerveau ■■■ G. Oury (F, 1968, 120 min). TF 1

- 21.00 La Femme d'à côté ■■■ François Truffaut (France, 1981, 105 min). Paris Première

- 18.30 Les Empereurs romains. [5/6]. Constantin (306-337). Histoire
- 18.35 Chasseurs des îles Salomon. Chasseurs d'œufs. Odyssee</

# M. Pasqua présentera une liste aux européennes avec l'ambition de « ratisser large »

L'ancien ministre perturbe la stratégie de l'opposition et du chef de l'Etat

**DE FAÇON SYMBOLIQUE**, c'est au lendemain de la naissance de l'euro que Charles Pasqua, rompant la traditionnelle trêve des confiseurs, a annoncé, vendredi 1<sup>er</sup> janvier, sa décision – attendue – de conduire une liste aux élections européennes du 13 juin, au nom de la défense de « la souveraineté, de l'histoire et de la personnalité de la France ». De façon tout aussi significative, le sénateur RPR des Hauts-de-Seine a annoncé son initiative au lendemain de la publication, par le *Journal officiel*, de la convocation du Congrès, le 18 janvier, pour ratifier le traité d'Amsterdam.

« En choisissant cette voie [parlementaire], le président de la République déroge à l'esprit des institutions de la Ve République », estime M. Pasqua. Interrogé sur TF 1, l'ancien ministre de l'intérieur, qui réclamait depuis de longs mois un référendum, a accusé le chef de l'Etat de « déposséder, par le biais d'un décret, les Français de leur possibilité de s'exprimer », « une prérogative constitutionnelle que le général de Gaulle leur avait reconnue ».

Stigmatisant « une ratification en catimini », M. Pasqua a regretté que Jacques Chirac, lors de ses voeux aux Français, n'ait pas justifié son choix : « Cela relève d'une certaine désinvolture, et le mot est faible », a-t-il poursuivi, soulignant que le président de la République a pourtant déclaré que le « premier devoir de tout responsable » est de « donner la parole » aux Français.

En se présentant aux élections européennes, M. Pasqua veut apparaître comme fidèle à ses « convictions ». Lors du référendum sur le traité de Maastricht, en 1992, il avait mené bataille, notamment aux côtés de Philippe Séguin, ac-

tuel président du RPR, pour le « non ». Il perturbe ainsi la stratégie de son mouvement et celle de M. Chirac qui souhaitent l'unité de l'opposition pour cette échéance.

**EXCELLENTE NOUVELLE**

M. Pasqua n'a pas encore précisé les contours de sa liste. Mais il entend « ratisser le plus large possible ». Son premier allié devrait être Philippe de Villiers. Celui-ci a d'ailleurs immédiatement salué l'*« excellente nouvelle »* que constitue l'initiative de M. Pasqua et évoqué « la constitution d'une liste commune » avec le Mouvement pour la France, dont il est le président. « Il faut qu'un grand courant souverainiste s'ouvre (...) à tous ceux qui sont attachés à la nation française », a ajouté le député de Vendée.

Mais l'ancien ministre de l'intérieur ne souhaite pas « se situer seulement à droite » et caresse le rêve de drainer le « non » de

gauche au traité de Maastricht. Il préférerait, ainsi, confier la deuxième place de sa liste à un homme proche des chevènementistes. Il a appelé à le rejoindre « tous ceux qui ont, sur la souveraineté nationale, sur la place de la France en Europe et dans le monde, les mêmes sentiments » que lui. Son mouvement, Demain la France, a multiplié, durant les derniers mois, les appels aux « Républicains de l'autre rive », par exemple ceux qui se retrouvent dans la Fondation Marc-Bloch. En septembre 1998, l'ancien ancien commissaire au Plan et membre de Demain la France, Henri Guaino, la France, rêvait d'une liste d'intellectuels antimastrichtiens où se côtoieraient l'écrivain Max Gallo et quelques autres figures du « non » de gauche à Maastricht.

Enfin, M. Pasqua songe aux électeurs du Front national, déboussolez par le combat que se livrent aujourd'hui leurs dirigeants,

Jean-Marie Le Pen et Bruno Méret. « Parmi les électeurs du FN, il y a beaucoup d'anciens électeurs de notre sensibilité », a-t-il expliqué. Ils auront le choix et préféreront peut-être voter pour nous. C'est ce que je souhaite ».

À soixante et onze ans, M. Pasqua s'engage donc dans un de ses derniers grands combats, où, admet-il, il n'a que « des ennuis à attendre, des coups à prendre ». L'ancien ministre a déjà pris ses distances avec le mouvement présidé par Philippe Séguin. En décembre 1998, il a quitté son poste de conseiller politique du RPR : « Je reste membre du mouvement. Je suis gaulliste. Je l'ai toujours été, je le suis depuis la guerre. Je n'ai jamais changé et je ne changerai jamais », avait-il alors déclaré dans nos colonnes (*Le Monde* du 5 décembre 1998). La question de son appartenance au RPR est désormais posée. Et sa rupture avec M. Chirac consommée.

## DÉPÈCHES

■ **SAINT-SYLVESTRE** : trente-sept personnes, essentiellement des jeunes, ont été tuées dans des accidents de la route au cours de la nuit du nouvel an, selon le Centre national d'information routière. Une vingtaine de personnes avaient été tuées sur la route lors de la Saint-Sylvestre précédente. Les accidents les plus graves se sont produits en Haute-Garonne et en Haute-Savoie.

■ **Plus d'une centaine de voitures ont été incendiées** dans plusieurs villes de France pendant la nuit de la Saint-Sylvestre. A Strasbourg, le bilan des incidents s'établit à quarante-trois véhicules brûlés. Vingt-trois personnes ont été interpellées, et trois placées en détention. Une vingtaine de voitures ont été détruites dans le Haut-Rhin, (dont onze à Mulhouse), seize à Rouen, treize à Nantes, une dizaine au Havre et six à Bordeaux. En région parisienne, les pompiers sont intervenus une douzaine de fois dans les Seine-Saint-Denis, dans l'Essonne et en Seine-Saint-Denis.

■ **PRESSE** : *Télérama* et *La Vie* fêtent les 100 ans de leur fondateur, Georges Hourdin, né le 3 janvier 1899. C'est en 1945 que Georges Hourdin et Ella Sauvageot créent *La Vie catholique illustrée*, proche des dominicains, qui va donner naissance à une exception française : un groupe de presse catholique, détenu et dirigé par des laïcs, sans lien direct avec l'Eglise. Homme de combats, ami d'Hubert Beuve-Méry, Georges Hourdin est un chrétien engagé qui ne cesse de faire entendre sa voix sur les prêtres-ouvriers, le dialogue entre chrétiens et communistes, le mariage des prêtres, etc. Ce qui vaudra quelques tensions entre le groupe et le Vatican.

# Le tour du monde en solitaire émaillé d'incidents

Le bateau d'Isabelle Autissier a heurté une baleine

iland, bouclant en vainqueur la deuxième étape, parcourue depuis Le Cap (Afrique du Sud) en 27 jours et 5 heures.

Golding en détresse, l'avenir semble appartenir à Isabelle Autissier, qui est surprise par cette « incroyable série d'événements ». Sur PRB, la navigatrice semble avoir des ailes. Après cinq jours d'une belle remontée au prix d'efforts sans relâche, elle entend bien grignoter encore son retard et, pourquoi pas, prendre la tête du classement général. Elle a même un ange gardien : Giovanni Soldini. « Quand j'ai passé Le Cap, j'ai envoyé un message à Isabelle, raconte-t-il. J'ai senti la terre et donc le danger. Il n'est pas facile de naviguer près des côtes. On est très fatigués. Il y a beaucoup de courants et des roches. J'en ai vu un au dernier moment, j'ai juste eu le temps de virer au nord ».

## GOUVERNAIL DE SECOURS

Las ! Isabelle Autissier n'a pu éviter le choc de son bateau avec une baleine qui s'était aventurée par là. Le gouvernail est endommagé, elle navigue tant bien que mal avec celui de secours, ce qui l'a contraint à ralentir sa vitesse de quelques noeuds. On n'a pas de nouvelles du mammifère marin, qui n'est pas le premier à être percuté – ou à percuter – un bateau en course.

Freinée une première fois à cause de la défaillance d'un vérin de sa quille mobile, alors qu'elle était en tête de la course, contrainte de faire une escale de neuf heures en Tasmanie pour réparer le rail de grand-voile, Isabelle Autissier semble, cette fois, avoir perdu la place qu'elle avait reprise la veille à Marc Thiercelin. L'arrivée des deux Français était prévue samedi 2 janvier en soirée.

**Bénédicte Mathieu**

## En 1998, le PMU n'a pas souffert de la concurrence du Mondial

AVEC 34,972 MILLIARDS DE FRANCS en 1998, le PMU, organisme collecteur de paris hippiques en France, a connu une progression de son chiffre d'affaires de 1,17 % sur 1997. Ce résultat, qui frôle la barre symbolique des 35 milliards de francs – atteinte en 1992 et 1996 –, satisfait Bertrand Bélinguier, qui, depuis mai 1997, préside un groupe d'intérêt économique (GIE) dont le conseil d'administration est composé, pour moitié, de représentants de la tutelle (ministères de l'intérieur et de l'agriculture) et, pour moitié, des dirigeants des sociétés de courses. En juin-juillet, la courbe des enjeux, en hausse sensible jusqu'à l'été, a été moins affectée qu'on ne pouvait le craindre par l'effet de la Coupe du monde de football.

Mais 1999 ne s'annonce pas sous de très heureux auspices. Bercy traîne les pieds pour payer la moitié des investissements de modernisation qui devraient dépasser 2 milliards de francs (projet Pégase, 0,3 milliard d'euros). En outre, la concurrence de la Française des jeux et des machines à sous dans les casinos s'accentue pour le PMU : chacun des trois types de jeux draine maintenant autour de 35 milliards de francs par an (5,34 milliards d'euros). Le fait que Pégase ne puisse être achevé avant 2001 ou 2002 bloque tout projet de lancement de nouveaux jeux hippiques.

Tirage du *Monde* daté samedi 2 janvier : 401 279 exemplaires

1-3



Ouverture le samedi 2 janvier jusqu'à 20 h 30 au Printemps Haussmann  
Ouverture exceptionnelle le dimanche 3 janvier aux Printemps Italie, Nation, Parly et Vélizy.

\*Sur présentation du ticket de caisse dans un délai de 30 jours après achat.

**GUCCI**  
collection automne/hiver

- soldes -

**a partir du 2 janvier 1999**

**paris** 2 rue du faubourg st honoré, 8<sup>ème</sup> - ouverture exceptionnelle dimanche 3 janvier

**paris** galeries Lafayette - haussmann, 9<sup>ème</sup>

**strasbourg** 3 rue de la mesange